**Les rapports entre générations**

**Conseil d’orientation des retraites**

*4 décembre 2018*



**Quel niveau de vie pour les retraités ?**

**Comment appréhender le niveau de vie des retraités en France ?**

**Compte rendu** - Colloque du 28 novembre 2022

Quel niveau de vie pour les retraités ?

**Compte rendu**

Colloque annuel du Conseil d’orientation des retraites

28 novembre 2022

**À propos du Conseil d’orientation des retraites**

Créé en mai 2000, le Conseil d’orientation des retraites (COR) est une instance indépendante et pluraliste d’expertise et de concertation, associant notamment les partenaires sociaux, chargée d’analyser et de suivre les perspectives à moyen et long terme du système de retraite français.

Sur l’ensemble des questions de retraite (équilibre financier, montant des pensions, redistribution, etc.), le COR élabore les éléments d’un diagnostic partagé.

Le COR formule ses analyses et ses recommandations dans des rapports remis au Premier ministre, communiqués au Parlement et rendus publics.

20 avenue de Ségur – TSA 30728 – 75334 PARIS Cedex 07

[**www.cor-retraites.fr**](http://www.cor-retraites.fr/)



ORDRE DU JOUR

[Ouverture des travaux 5](#_Toc121054815)

[Comment appréhender le niveau de vie des retraités en France ? 6](#_Toc121054816)

[*Intervention vidéo – Mathieu PERONA, directeur exécutif de l’Observatoire du bien-être (CEPREMAP)* 13](#_Toc121054817)

[Table ronde 1 – Pauvreté et minima de pensions, les enjeux autour des pensions des plus modestes 14](#_Toc121054818)

[*Intervention vidéo – Yves Guégano, conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes* 47](#_Toc121054819)

[Table ronde 2 – La baisse du niveau de vie relatif des retraités est-elle soutenable ? 48](#_Toc121054820)

[Table ronde 3 – Faut-il mobiliser le patrimoine des retraités pour maintenir leur niveau de vie ? 72](#_Toc121054821)

*(La séance est ouverte à 9 heures 33.)*

Ouverture des travaux

**M. BRAS.-** Bonjour à toutes et à tous. Je vous propose que nous commencions cette journée.

Merci d’avoir répondu à notre invitation, de participer à ce colloque du COR. Merci à ceux qui sont présents dans la salle et merci à ceux qui assistent à cette journée en distanciel, puisqu’elle est retransmise.

Le thème de cette journée est le niveau de vie des retraités. Traditionnellement, on considère qu’il y a trois leviers pour piloter un système de retraite : le niveau des cotisations, des prélèvements, l’âge de la retraite et le niveau des retraites et, donc, le niveau de vie des retraités. Parmi ces trois leviers, nous avons choisi de nous pencher sur le niveau de vie des retraités.

Un autre levier est au cœur de l’actualité, c’est l’âge de la retraite. Prudemment, nous nous sommes déportés. Les débats sur l’âge de la retraite sont suffisamment intenses et chauds pour que nous n’ayons pas besoin de les pimenter, même si évidemment, au COR, nous travaillons sur cette question. Vous le verrez tout au long de la journée, les questions de niveau de vie des retraités et d’âge de départ à la retraite sont intimement liées. Tout est dans tout et tout forme un système en matière de retraite.

Je ne vais pas vous infliger un long discours sur le thème même de la journée. Je ne vais pas anticiper sur tout ce qui va se dire. Je vais simplement vous présenter le déroulé de cette journée. Nous allons débuter par une présentation générale qui fixe le cadre des connaissances sur le niveau de vie des retraités. Ensuite, nous aurons trois tables rondes. La première sera consacrée aux retraités les plus modestes, aux petites pensions. La seconde sera consacrée à la question : la baisse du niveau de vie relatif des retraités qui est impliquée par notre législation actuelle, qui est inscrite dans nos textes est-elle souhaitable, soutenable ? La troisième table ronde sera consacrée au patrimoine des retraités, à la capacité de mobiliser ce patrimoine pour maintenir le niveau de consommation, ce qui peut être une manière de pallier une baisse du niveau de vie relatif. Voilà pour le déroulé général. Je reviendrai sur la présentation de nos travaux à l’occasion de chacune des tables rondes.

Pour commencer, une présentation de Frédérique NORTIER-RIBORDY, membre éminente du secrétariat général du COR. Elle a la mission, en une demi-heure, de vous présenter ce que vous aimeriez ou devriez savoir sur le niveau de vie des retraités. Sans attendre, je lui passe la parole.

Comment appréhender le niveau de vie des retraités en France ?

**Mme NORTIER-RIBORDY**.- Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Je suis chargée de vous dresser un cadrage statistique en ouverture des débats de cette journée sur le niveau de vie des retraités. Je rappelle qu’assurer un niveau de vie satisfaisant aux retraités est l’un des objectifs du système de retraite français et que dans ce cadre, le COR suit dans son rapport annuelle niveau de vie relatif des retraités.

Mon exposé se structurera en quatre temps. D’abord, quand on parle de niveau de vie, on ne parle pas seulement de pensions moyennes, de pensions. Je vous expliquerai comment on passe de la pension moyenne des retraités à leur niveau de vie. Je reviendrai ensuite sur les opinions sur le niveau de vie des retraités, s’ils se sentent à l’aise ou pas financièrement. Et puis, quelle est l’opinion, quel est le ressenti global de la population à propos du niveau de vie relatif des retraités. Nous verrons qu’il y a un décalage entre les observations statistiques et le ressenti général de la population. Dans une troisième partie, j’essaierai d’expliquer pourquoi on peut avoir ce décalage entre le niveau de vie observé et les opinions. Enfin, je terminerai avec les évolutions prévues du niveau de vie relatif des retraités.

Quand on pense niveau de vie, on pense en général soit aux revenus d’activité, soit aux pensions. On pense que le niveau de vie se résume à ce que perçoivent les individus soit en pension de retraite, soit en revenu d’activité. Or, nous allons voir que c’est un peu plus complexe que cela, qu’il faut ajouter aux pensions ou aux revenus d’activité les revenus du patrimoine, qu’il faut également y ajouter les autres prestations sociales telles que les allocations logement ou les allocations familiales que peuvent percevoir les personnes, mais aussi en retirer les impôts ou les autres prélèvements sociaux tels que la CSG, par exemple, perçus par les retraités ou par l’ensemble des ménages. Il faut également prendre en compte la taille des ménages.

Je vais illustrer en 2019 comment tout cela se décompose. La première chose, ce sont les pensions perçues par un ménage. Ici, nous sommes au niveau du ménage. C’est un ménage où la personne de référence est retraitée. Ce ménage peut être composé de plusieurs personnes. Quand on regarde combien ce ménage va percevoir, c’est à peu près 2 360 € mensuels en 2019. Je rappelle que la pension moyenne d’un individu nette est d’environ 1 500 €. Au niveau du ménage composé de plusieurs personnes, c’est 2 360 €.

À cette pension, il faut ajouter les revenus d’activité, soit parce que la personne retraitée du ménage cohabite avec quelqu’un d’encore actif, soit parce qu’elle cumule pension et activité, emploi. On ajoute à peu près 300 € de revenus d’activité.

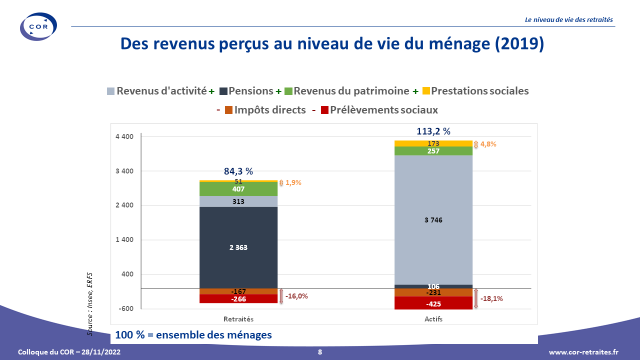
Si je regarde les actifs à côté, en quelque sorte, c’est inversé. Les actifs ont logiquement beaucoup plus de revenus d’activité, à peu près 3 750 € et ils peuvent aussi percevoir des petits montants de pension, soit parce qu’ils vivent avec quelqu’un de retraité, soit parce qu’ils ont une pension de réversion, environ 100 €.

Quand je prends comme base 100 l’ensemble des ménages, on voit que les ménages retraités, si l’on ne prend que les pensions et les revenus d’activité, ont un revenu d’environ 81 % de celui de l’ensemble de la population alors que les ménages actifs, c’est à peu près 117 %.

À ces revenus, il faut ajouter les revenus du patrimoine. Quand je le fais, on voit que les retraités ont des revenus du patrimoine beaucoup plus importants que les actifs, un peu moins de deux fois plus, 400 € contre 257 €. Pourquoi les retraités ont-ils des revenus du patrimoine plus élevés que ceux des actifs ? C’est parce qu’ils ont un patrimoine plus important. Si je regarde le patrimoine brut des retraités, on voit qu’il est 7 % plus élevé que le patrimoine brut des actifs, 297 000 € contre 277 000 €. Ce sont les chiffres de 2018.

D’autre part, les retraités sont dix fois moins endettés que les actifs. Quand je regarde le patrimoine net, c’est-à-dire une fois déduits les emprunts, on voit que les retraités ont un patrimoine 35 % plus élevé que celui des actifs.

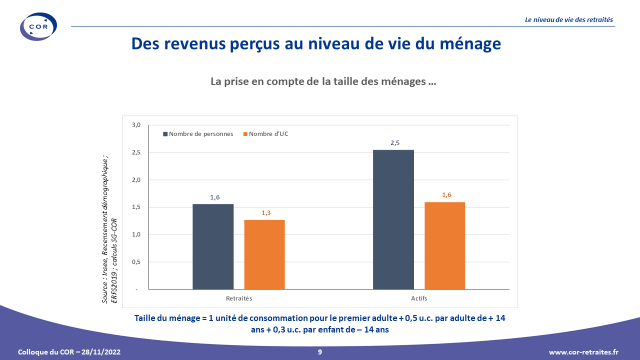
Ce résultat est assez logique. Les retraités sont en fin de cycle de vie. Ils ont donc pu épargner sur une période plus longue que les actifs. Ils ont pu hériter également plus souvent. Leur patrimoine est donc assez logiquement plus élevé que celui des actifs. Quand je prends en compte les revenus du patrimoine, on voit que les revenus des retraités, toujours en prenant 100 % pour l’ensemble de la population, c’est 86 %, alors que les revenus des actifs, c’est 114 % de l’ensemble de la population.



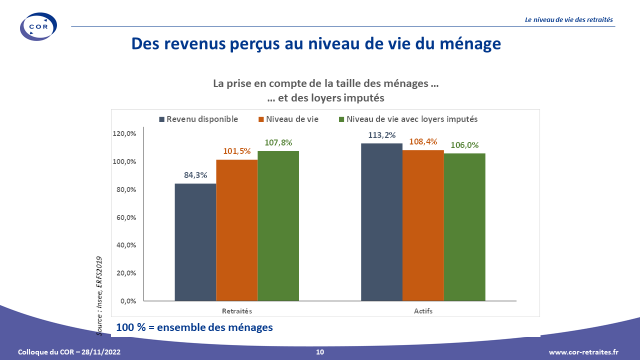
Je vous l’ai dit, il faut aussi que j’ajoute les transferts sociaux et fiscaux qui interviennent entre les ménages. Les retraités perçoivent proportionnellement à leurs revenus beaucoup moins que les actifs, plus de deux fois moins que les actifs, qui payent aussi un peu moins d’impôts. Quand j’ajoute ces transferts sociaux et fiscaux, toujours en base 100 pour l’ensemble des ménages, le revenu des retraités, c’est 84 % du revenu de l’ensemble des ménages et le revenu des actifs, c’est 113 %.

Si je m’arrêtais là, vous me diriez que les retraités sont moins à l’aise financièrement que les actifs. Oui, sauf qu’il faut aussi, pour se rendre compte du niveau de vie réel d’un ménage, prendre en compte sa taille. Les ménages de retraités, le plus souvent, vivent soit à deux, soit seuls, principalement parce que les enfants sont partis du ménage à l’âge où l’on passe à la retraite. Alors que les ménages d’actifs ont encore leurs enfants à charge. En nombre de personnes, les ménages retraités, c’est 1,6 personne en moyenne, les ménages actifs, 2,5 personnes.

Il faut aussi prendre en compte le fait que l’on va faire ce que l’on appelle des économies d’échelle quand on vit à plusieurs. Par exemple, si je dois chauffer mon logement de 50 mètres carrés, que je sois à deux ou seul, je dois le chauffer de la même façon, on fait donc des économies d’échelle. En général, l’INSEE comme l’OCDE considèrent que la première personne vaut en quelque sorte plus que les personnes suivantes. On compte donc une unité de consommation pour le premier adulte, 0,5 unité de consommation pour tout adulte de plus de 14 ans et 0,3 unité de consommation pour tout enfant de moins de 14 ans. Quand je prends en compte cette échelle d’équivalence, ces unités de consommation, les ménages retraités comptent pour 1,3 et les ménages actifs, pour 1,6.



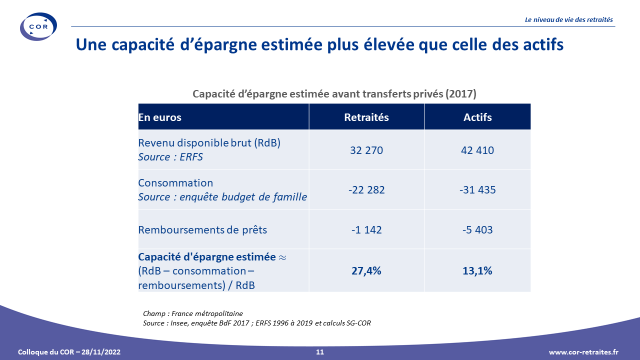
Je vais diviser le revenu disponible obtenu précédemment par 1,3 et 1,6 pour avoir le niveau de vie réel des retraités. Vous vous souvenez que les ménages retraités avaient un revenu de 84 % de l’ensemble de la population, les ménages actifs, 113 %. Quand je prends en compte la taille réelle des ménages, mon constat n’est plus du tout le même. Le revenu des ménages de retraités, par rapport à l’ensemble de la population, c’est 1,5 % de plus que le niveau de vie de l’ensemble de la population ; pour les actifs, c’est 8 % de plus. Dit autrement, le niveau relatif des retraités est plus élevé que le niveau de vie relatif de l’ensemble de la population. C’est dû beaucoup aux ménages inactifs que je ne vous ai pas montrés, qui font que le niveau de vie relatif des retraités est plus élevé que celui de l’ensemble de la population.



Je dois également prendre en compte le fait que les retraités sont plus souvent propriétaires de leur logement que les actifs ou que l’ensemble de la population. Si je prends en compte le fait que les retraités ne doivent pas ou moins souvent payer un loyer, je réimpute ce loyer sur leurs revenus et je regarde le niveau de vie relatif des actifs ou des retraités de l’ensemble de la population, toujours 100 pour l’ensemble, et je me rends compte que quand je prends en compte le fait qu’ils sont plus souvent propriétaires, ils ont un niveau de vie relatif 8 % environ plus élevé que celui de l’ensemble de la population. C’est 6 % pour les actifs.

Je suis partie d’un constat de départ où il y avait 20 % d’écart entre les revenus des retraités et les revenus de l’ensemble de la population à un constat où, finalement, l’écart est inversé : j’ai un niveau de vie relatif 8 % plus élevé pour les retraités que pour l’ensemble de la population.

Dernière chose, pour compléter le tableau : j’ai calculé un indicateur assez grossier, mais lorsque je prends le niveau de vie relatif avec les loyers imputés, je ne prends pas en compte le fait que les retraités ont fini le plus souvent de payer leurs emprunts. C’est ce que l’on voyait quand on regardait le patrimoine net. J’ai calculé une capacité d’épargne à partir de deux sources d’enquête : le revenu disponible du ménage, sa consommation. J’ai également retiré les remboursements de prêts. Ce que l’on peut voir, c’est que la capacité d’épargne que l’on peut estimer est deux fois plus élevée pour les retraités, 27,4 %, que pour les actifs, 13,1 %.

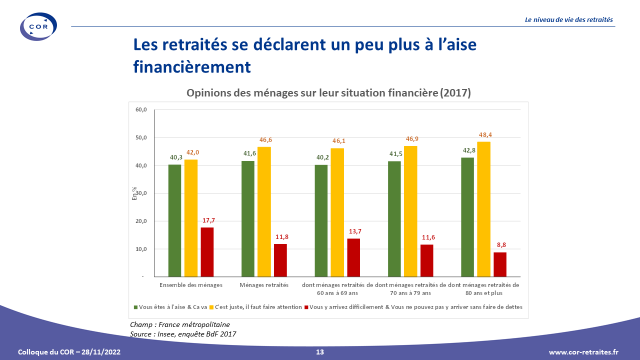


C’est assez contre intuitif, car en économie, la théorie du cycle de vie nous apprend que l’on épargne pendant la vie active et que l’on désépargne une fois que l’on est retraité. Cet indicateur, je le répète, est grossier, il faut vraiment le prendre à titre illustratif. Ce n’est pas le taux d’épargne constaté des ménages. Il est calculé en particulier avant que les ménages retraités ne redonnent à leurs enfants ou à leurs petits-enfants, s’ils le veulent et s’ils le peuvent, mais cela nous donne quand même l’intuition que les retraités continuent d’épargner une fois qu’ils sont à la retraite et qu’ils ont une capacité d’épargne plus élevée que les actifs, ce qui est assez contre intuitif.

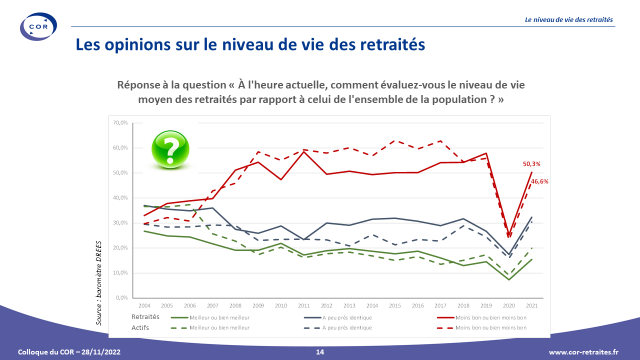
Quelles sont les opinions sur le niveau de vie des retraités ? Je vous propose de regarder d’abord les opinions sur l’aisance financière déclarée par les individus ou pas. Nous allons nous intéresser principalement à l’ensemble des barres de gauche. Tout à gauche, vous avez l’ensemble des ménages. Ensuite, les ménages retraités. Après, les ménages retraités déclinés par âge.

En regardant les barres de gauche, la première chose que l’on peut voir, c’est que les ménages retraités se déclarent un peu plus à l’aise financièrement. Ils répondent qu’ils sont à l’aise ou que cela va un peu plus souvent que l’ensemble des ménages. C’est assez congruent avec ce que l’on a vu précédemment, les ménages retraités ont un niveau de vie légèrement supérieur à celui de l’ensemble de la population. Oui, mais cela, ce sont les barres en vert.

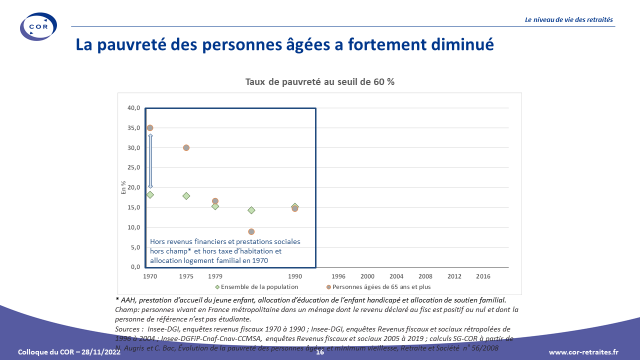
Si l’on regarde les barres en jaune, vous voyez qu’ils déclarent aussi un peu plus souvent, c’est juste, mais qu’il faut faire attention : 47 % contre 42 %. Oui, mais surtout, les ménages retraités déclarent bien moins souvent que l’ensemble de la population qu’ils y arrivent difficilement ou qu’ils doivent s’endetter pour faire face à leur consommation. Ce sont les barres en rouge : un peu moins de 12 % des ménages retraités déclarent de réelles difficultés financières. C’est un peu moins de 18 % de l’ensemble des ménages. Ce constat, on peut le faire quel que soit l’âge des ménages retraités. Plus on avance en âge, moins les ménages retraités se déclarent contraints financièrement.



Le deuxième indicateur porte sur le ressenti général de la population sur le niveau de vie relatif des retraités. Cet indicateur est suivi à l’aide du baromètre de la DREES. On a des résultats depuis 2004. Vous pouvez voir les lignes en traits pleins, ce sont les retraités, les lignes en traits pointillés, ce sont les actifs. On peut voir que les lignes rouges, à savoir le pourcentage de personnes qui déclarent que le niveau de vie relatif des retraités est plutôt moins bon ou nettement moins bon que celui de l’ensemble de la population est très élevé, puisque si 50 % des retraités déclarent que le niveau de vie des retraités est moins bon que celui de l’ensemble de la population, c’est 47 % des actifs. À l’inverse, on voit que 20 % des actifs déclarent qu’il est plutôt meilleur ou nettement meilleur et seulement 15 % des retraités.



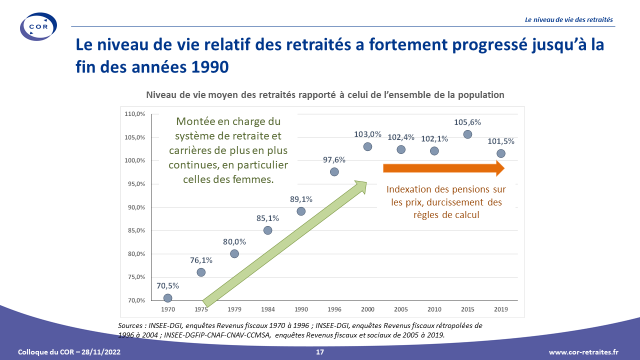
Vous me direz : pourquoi ce décalage entre ce que je vous ai montré sur le niveau de vie et le ressenti général de la population sur le niveau de vie relatif des retraités ? Je vais tenter quatre explications. La première, c’est qu’il faut remonter dans le passé. J’ai regardé ici le taux de pauvreté au seuil de 60 %. C’est un taux de pauvreté monétaire, cela ne dit rien des conditions de vie. Je vous demande de ne pas trop regarder les chiffres en évolution. Je vais vous demander de regarder surtout les chiffres en écart entre le taux de pauvreté des personnes âgées de 65 ans et plus (ce sont les ronds gris entourés d’orange) et l’ensemble de la population, les losanges verts.



Pourquoi est-ce que je vous demande de ne pas regarder en niveau ? C’est parce que les enquêtes de l’INSEE se sont améliorées au fil des années, en particulier, elles ont mieux pris en compte les prestations sociales et les revenus financiers, mais en écart, ce ne sont pas les retraités, ce sont les personnes âgées de 65 ans et plus. J’ai reconstitué ce graphique grâce à un article de 2009 de Catherine BACH\* et Nathalie AUGRIS\*. On peut voir que l’écart entre le taux de pauvreté des personnes âgées de 65 ans et plus et le taux de pauvreté de l’ensemble de la population est d’environ vingt points. Les retraités, au début des années 1970, étaient nettement plus pauvres que l’ensemble de la population. On peut voir aussi que cet écart s’est nettement réduit, puisqu’on arrive au début des années 1990 avec un écart quasi nul.

Pourquoi cet écart est-il très nettement réduit ? Je reviens au niveau de vie relatif des retraités parce qu’il a très fortement progressé jusqu’à la fin des années 1990. Il y a une raison à cela, c’est très lié au système de retraite et aux carrières. Du côté du système de retraite, il y a eu une montée en charge avec la généralisation à toutes les professions des régimes de retraite, avec la généralisation des régimes complémentaires, avec l’amélioration du calcul des droits suite aux lois Boulin du début des années 1970 qui ont amélioré le taux de liquidation, le taux de réversion, qui ont pris en compte les dix meilleures années et non plus les dix dernières années, qui ont augmenté les *minima* de pension au début des années 1980, qui ont aussi augmenté beaucoup le minimum vieillesse au début des années 1980. Il y a eu une montée en charge du système de retraite qui fait que les droits acquis ont été de plus en plus importants au fil des années. Il y a eu de l’autre côté une amélioration des carrières, de plus en plus de carrières complètes, en particulier les carrières des femmes.

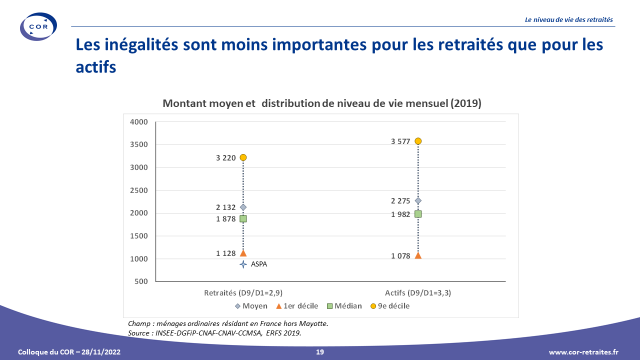
Tout cela a permis au niveau de vie relatif des retraités, qui était 30 % de moins que l’ensemble de la population au début des années 1970, d’augmenter continûment. Au début des années 2000, on arrive à un niveau de vie équivalent entre les retraités et l’ensemble de la population. Depuis, le niveau de vie des retraités est un peu supérieur à celui de l’ensemble de la population. On arrive à la fin de la montée en charge de l’amélioration des carrières et du système de retraite. Avec l’indexation des pensions sur les prix et le durcissement des règles de calcul, quelque chose ne s’améliore plus. Nous verrons à la fin de mon intervention ce que cela devrait donner dans le futur.



Pour revenir sur le taux de pauvreté, depuis 1996, on dispose aussi du taux de pauvreté des retraités. Il a nettement diminué et au final, les retraités ont un risque de pauvreté monétaire aujourd’hui moins élevé que l’ensemble de la population. La dernière observation de 2019, c’est 10 % contre 15 % pour l’ensemble de la population.

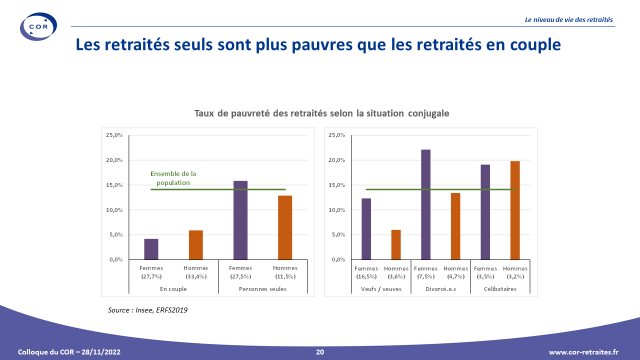
Pour terminer, cette première explication du décalage entre opinion du niveau de vie relatif des retraités et enquête sur le ressenti général de la population, c’est peut-être aussi que l’on a intériorisé le fait que les retraités étaient plus pauvres et que l’on n’a pas complètement intériorisé le fait que maintenant, ils vivaient, relativement à l’ensemble de la population, aussi bien. Il y a encore un petit décalage, un petit retard dans cette perception. C’est l’une de mes premières explications.

La deuxième explication est en regardant le montant moyen et la distribution du niveau de vie mensuel. On voit que, certes, le niveau de vie moyen relatif des retraités est un peu plus élevé que celui de l’ensemble de la population, comme nous l’avons vu tout à l’heure, mais quand je parle moyenne, je ne parle évidemment pas de distribution autour de cette moyenne. On peut voir qu’il y a 10 % des retraités qui vivent en dessous de 1 100 € par mois, soit environ 1,5 million de personnes, c’est le seuil de pauvreté en 2019. Parmi ces 10 %, une partie touche le minimum vieillesse, mais 650 000 personnes touchent le minimum vieillesse qui est aujourd’hui à peu près de 920 €, qui a bien augmenté ces dernières années.



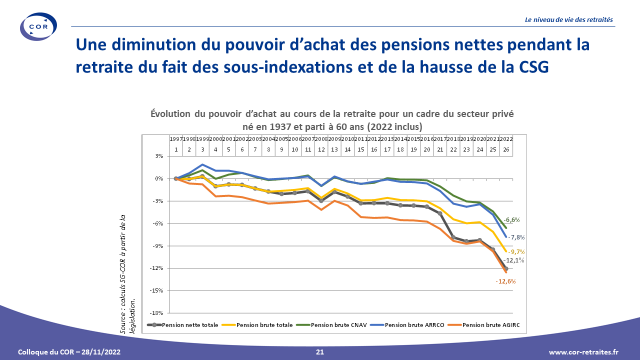
Une étude récente de la DREES nous a montré que le taux de recours au minimum vieillesse pour les personnes seules était de 50 %, ce qui veut dire qu’une personne sur deux ne le demanderait pas, soit pour des raisons de recours sur succession, soit parce que le dispositif est mal connu ou peu accessible. En tout cas, 10 % des retraités vivent avec moins de 1 120 € par mois et 50 % vivent avec moins de 1 870 € par mois. Ma deuxième explication, c’est qu’il reste quand même 10 % des retraités au niveau du seuil de pauvreté.

Quand je vais regarder qui est le plus exposé au risque de pauvreté parmi les retraités, les barres à gauche, ce sont les retraités en couple, femmes comme hommes. On voit que les retraités en couple sont nettement moins exposés à la pauvreté que l’ensemble, le taux de pauvreté est de 5 %, alors que les retraités seuls, femmes comme hommes, soit à peu près 40 % de la population retraitée, sont, eux, plus exposés ou au moins autant exposé que le reste de la population au risque de pauvreté.



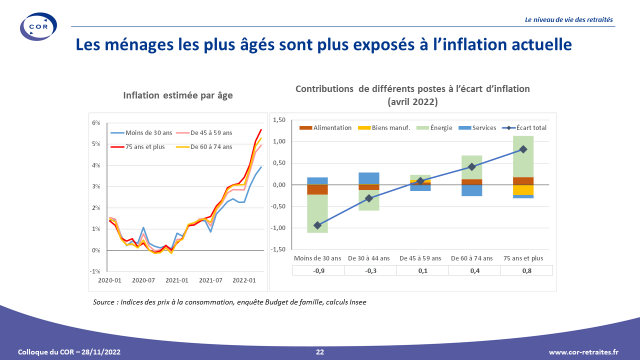
Quand je regarde dans le détail qui va l’être encore plus, ce sont beaucoup les femmes divorcées (la barre violette du milieu), les personnes célibataires seront plus exposées que l’ensemble de la population au risque de pauvreté. Le taux de pauvreté, par exemple, des femmes divorcées, c’est 7 % de la population retraitée et plus de 20 % contre 10 % tout à l’heure pour l’ensemble des retraités. Deuxième explication, il reste des retraités pauvres.

La troisième explication, c’est que si le niveau de vie relatif des retraités a beaucoup augmenté, pour autant, c’est énormément dû à l’augmentation des pensions à la liquidation, ce que l’on appelle l’effet noria, le fait que les pensions des nouvelles générations qui liquident sont plus importantes que celles des plus anciennes générations. C’est en décalage avec le vécu individuel que l’on peut avoir sur sa pension, puisque quand on regarde cette illustratif sur un cas type de cadre du secteur privé, né en 1937, qui a liquidé sa pension à 60 ans, et en regardant jusqu’à 2022, ce qui permet de prendre en compte les dernières revalorisations intervenues dans le régime de base et les régimes complémentaires, au bout de 26 années de retraite, il a perdu 12 % de pouvoirs d’achat.

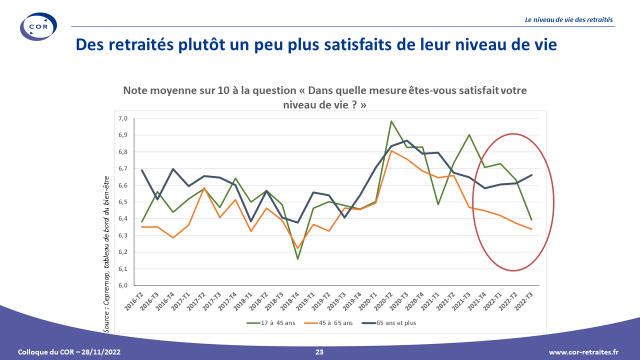


Ces 12 % se décomposent de la façon suivante : si je regarde la pension brute, c’est 10 %. On voit que la pension brute de la CNAV et de l’Arco se sont à peu près maintenues les 18 premières années, qu’il n’y a pas eu de perte de pouvoir d’achat, que c’est beaucoup dû, pour ce cadre, à une perte du pouvoir d’achat de l’Agirc, le régime des cadres jusqu’en 2019. Dans les dernières années, c’est lié aux prélèvements sociaux, en particulier à l’augmentation de la CSG en 2018, que paye ce cadre au taux plein du fait de ses revenus. Si je regardais un non-cadre, le constat serait moins net, moins important. Je vous l’ai dit, c’est beaucoup lié à l’Agirc, au régime des cadres. C’est 6,5 % de pension perdus en 26 années de retraite pour le non-cadre, si je regarde la pension nette.

Enfin, quatrième et dernière explication, je vous propose de faire un petit zoom sur la situation actuelle et l’inflation. On peut voir l’inflation estimée par âge. Ce graphique va jusqu’en avril 2022. En avril 2022 par rapport à avril 2021, l’inflation a augmenté de 4,9 %. Quand on regarde par âge, on voit que les moins de 30 ans, c’est la courbe à gauche en bleu, ressentent bien moins l’inflation que les 75 ans et plus, voire que les 60 ans à 74 ans. Ce sont les courbes en rouge et en jaune. Il y a deux points d’écart, si l’on regarde l’écart total d’inflation entre les 75 ans et plus qui sont complètement à droite et les moins de 30 ans qui sont ici, deux points d’écart sur le ressenti de l’inflation. C’est beaucoup lié à la structure de la consommation des retraités, puisque les ménages retraités consomment plus d’énergie, proportionnellement, ils ont plus de dépenses d’énergie. C’est la barre en vert. Les ménages retraités les plus âgés ont une exposition à l’inflation actuelle plus élevée que les ménages les plus jeunes.



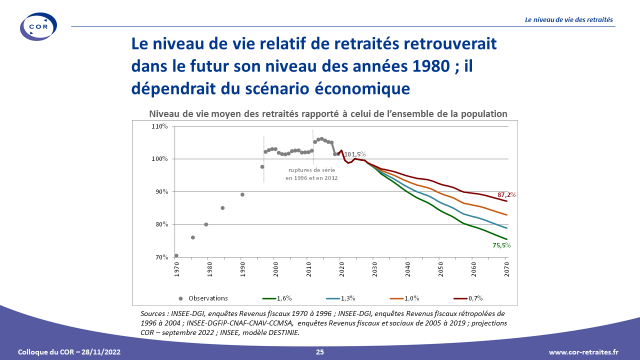
Pourtant, en début d’année 2022, les ménages de 65 ans et plus étaient plutôt moins satisfaits de leur niveau de vie que les ménages les plus jeunes, en vert. Quand on demande aux personnes de noter sur dix leur ressenti et leur satisfaction sur leur bien-être, la note moyenne varie peu, car il y a un effet d’échelle assez important dans ce graphique. Il va de 6 à 7. La note moyenne, en général, varie autour de 6,5. On peut voir qu’ils étaient plutôt moins satisfaits en début d’année. Ils sont un peu plus satisfaits une fois que les revalorisations sont intervenues.



Pour boucler sur le décalage entre observations statistiques et ressenti de la population, je vous propose comme explication que finalement, il n’y a peut-être pas un décalage si grand. Quand on interroge les personnes sur leur situation individuelle, c’est la question du début (« êtes-vous à l’aise financièrement ou pas ? » et « êtes-vous satisfait de votre niveau de vie ? »), les personnes retraitées comme les personnes actives et l’ensemble de la population se notent plutôt bien individuellement. Il n’y a pas de décalage sensible sur le ressenti individuel entre actifs et retraités. En revanche, quand on demande à l’ensemble de la population de noter en général, pas en particulier, mais en général, on peut voir qu’il y a un décalage. On juge plus négativement le niveau de vie des retraités que le niveau de vie de l’ensemble de la population. C’est donc un décalage sur le ressenti général, pas sur le ressenti individuel.

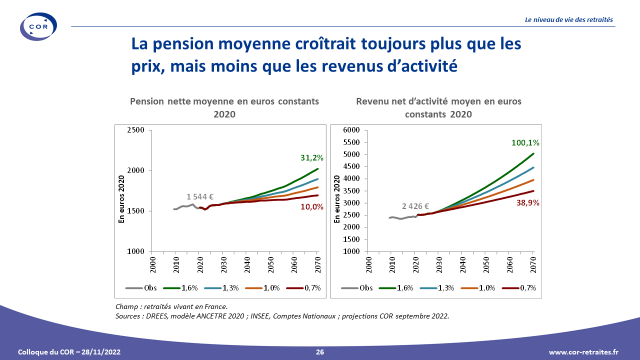
Pour terminer, une fois que je me suis tournée vers le passé, je vais me tourner vers le futur. Nous allons voir comment va évoluer le niveau de vie en projection. Le niveau de vie relatif des retraités est amené à baisser. C’est un sujet que l’on connaît assez bien encore, puisque c’est le corollaire de la part des dépenses de retraite dans le PIB, en particulier le fait que les dépenses diminuent à terme dans pratiquement tous les scénarios. Le niveau de vie relatif des retraités serait amené à diminuer par rapport à celui de l’ensemble de la population. C’est lié à l’indexation des pensions sur le prix. Il retrouverait dans le futur le niveau qu’il avait dans les années 1980.

Ce n’est pas mon rôle de dire si le niveau de vie actuel des retraités est satisfaisant, si la baisse envisagée est soutenable. En revanche, je vais vous donner deux ou trois points pour relativiser cette baisse. Si le niveau de vie relatif retrouvait dans le futur celui qu’il avait dans les années 1980, et sans préjuger de ce que serait le taux de pauvreté parce que c’est très compliqué à projeter, dans les années 1980, les retraités avaient un taux de pauvreté équivalent à celui de l’ensemble de la population. On reviendrait à peu près par là. C’est la première chose.



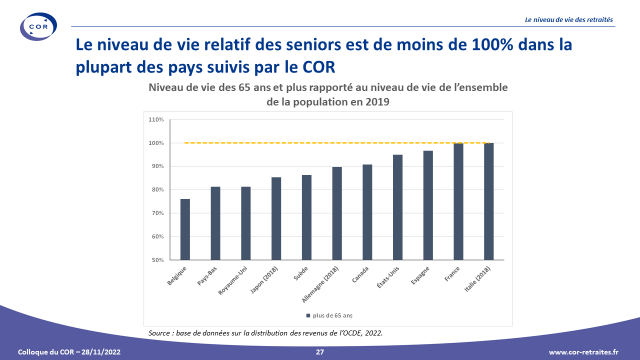
Quand je dis que le niveau de vie relatif des retraités est appelé à diminuer, je ne dis pas que le niveau de vie absolu des retraités va diminuer. Le niveau de vie absolu des retraités continuerait d’augmenter. On voit qu’il augmenterait, selon les hypothèses de productivité, si les salaires augmentent de 0,7 % en moyenne par an, de plus que les prix, le niveau de vie absolu des retraités augmenterait de 10 % en plus que les prix (je neutralise l’inflation). Si les revenus d’activité augmentaient de 1,6 % par an, le niveau de vie absolu des retraités augmenterait de 30 % de plus que les prix à l’horizon 2070.

Il va augmenter, certes, mais il augmenterait moins que les revenus moyens d’activité, puisqu’on voit que ceux-ci, selon le scénario, augmenteraient de 40 % à 100 %, c’est-à-dire que dans le scénario que l’on peut qualifier de plus optimiste, le revenu d’activité doublerait en euros constants par rapport à aujourd’hui.



C’est un effet mathématique, le fait que le niveau de vie relatif des retraités baisse, c’est parce que le numérateur niveau de vie absolu des retraités augmentemoins que le dénominateur, le niveau de vie absolu de l’ensemble de la population. Cela fait que le niveau de vie relatif des retraités serait amené à baisser. C’est bien un niveau de vie relatif, ce n’est pas un niveau de vie absolu.

Deuxième élément : le niveau de vie des personnes âgées de 65 ans et plus, rapporté au niveau de vie de l’ensemble de la population, dans les pays suivis par le COR. On peut voir qu’en France, il est de 100 %, c’est un niveau de vie équivalent. Dans beaucoup des pays suivis par le COR, le niveau de vie des personnes de 65 ans et plus est moins élevé. En Belgique, aux Pays-Bas ou encore au Royaume-Uni ou au Japon, le niveau de vie relatif des seniors est environ de 80 % à 90 % de celui des retraités actuellement.



Dernier élément d’explication, c’est que quand on nous projette le niveau de vie relatif des retraités, on fait une projection mécanique. C’est très lié à la projection de la pension moyenne. Quand on dit cela, on ne change rien. On suppose qu’il n’y a aucune modification des comportements, ni comportement d’épargne, ni comportement d’âge de départ à la retraite. Les personnes continuent à partir majoritairement au taux plein. On peut se dire que si les personnes, à l’avenir, jugent que leur niveau de vie ou que leur pension ne sera pas suffisante pour vivre dans les années qui viennent, pour les personnes qui le peuvent, évidemment, elles peuvent être amenées à décaler l’âge de départ à la retraite. Quand on fait cela, le niveau de pension augmente parce qu’on a acquis plus de droits. Elles pourraient donc être amenées à reporter leur âge de départ à la retraite. Elles pourraient aussi réagir en épargnant plus pendant leur vie active pour avoir plus à la retraite. Cela n’augmenterait pas leur niveau de pension, mais cela augmenterait leurs revenus, en particulier leurs revenus du patrimoine.

Voilà pour ce portrait statistique du niveau de vie des retraités. Je vous remercie. Je remercie aussi les équipes de l’INSEE qui ont répondu à beaucoup de mes questions sur le taux de pauvreté ou encore sur l’exposition à l’inflation, qui m’ont fourni des données. Je vais vous laisser en compagnie de Mathieu PERONA qui va vous parler du bien-être des retraités. Merci à tous.

*Intervention vidéo – Mathieu PERONA, directeur exécutif de l’Observatoire du bien-être (CEPREMAP)*

Table ronde 1 – Pauvreté et minima de pensions, les enjeux autour des pensions des plus modestes

**M. BRAS**.- Merci beaucoup.

Nous allons engager la première table ronde. Nous avons beaucoup parlé en moyennes, même si Frédérique a montré qu’il y avait des différences dans la distribution des niveaux de vie. Nous avons souhaité commencer cette journée en nous concentrant sur ceux qui ont le plus de difficultés, c’est-à-dire les petites pensions et les retraités modestes. Nous allons consacrer une table ronde à ce sujet qui va s’organiser autour de trois interventions liminaires, plus didactiques. Ensuite, nous aurons des réactions plus générales à la situation des retraités modestes.

Ces interventions liminaires seront présentées par Caroline BERTEAU-RAPIN, membre éminente du secrétariat général du Conseil d’orientation des retraites, qui nous éclairera sur la manière dont fonctionnent les minima de pension et le minimum vieillesse. Ensuite, Anthony MARINO, qui était aussi un membre éminent du secrétariat général du COR, désormais chef de bureau à la DREES, qui nous parlera des petites pensions. Enfin, Anne JAUBERTIE, cheffe de la division Revenus et patrimoine des ménages, qui reviendra sur le niveau de vie et la pauvreté chez les retraités.

Après ces trois interventions liminaires, nous aurons de grands témoins qui réagiront à cette situation. Nous sommes très heureux d’accueillir M. Louis SCHWEITZER, président du Comité d’évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, responsabilité qu’il assume après une longue carrière que vous avez dans le dossier. M. Nicolas TURQUOIS est député, membre de l’Assemblée nationale, il a été rapporteur d’une mission sur les petites pensions. C’est à ce titre qu’il interviendra. Nicolas DUVOUX, professeur de sociologie à l’Université Paris 8, président du comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l’exclusion. Je vais leur demander de me rejoindre sur la scène.

**Mme BERTEAU-RAPIN.-** Merci, Monsieur le Président, bonjour à toutes et à tous. Je vais vous faire un éclairage sur les minima de pension.

Le terme « petites pensions » recouvre deux notions différentes. Tout d’abord, les pensions de retraite qui sont portées au niveau d’un minimum de pension et les pensions complétées par le minimum vieillesse, ASPA (Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées) pour les personnes qui ont cotisé au moins une fois à un régime de retraite obligatoire français et SASPA (Service de l’Allocation de Solidarité aux Personnes âgées) pour les autres.

Ces deux dispositifs relèvent de deux logiques différentes. Les minima de pension vont permettre aux assurés qui ont cotisé sur de faibles salaires de percevoir un montant minimum de retraite, il s’agit d’une logique contributive, alors que le minimum vieillesse va permettre d’assurer aux personnes âgées un revenu minimal lorsqu’elles ont peu ou pas cotisé à la retraite. Il s’agit donc plutôt d’une logique de solidarité.

Le système de retraite français étant caractérisé par une multiplicité des régimes de retraite obligatoires, chaque régime va disposer de son propre minimum de pension, mais le minimum vieillesse est commun à tous. Je vais vous présenter les minima de pension dans le régime des salariés du privé, le MICO, le minimum contributif, dans celui des fonctionnaires, le MIGA, minimum garanti et dans celui des exploitants agricoles, la PMR, la pension minimale de référence.

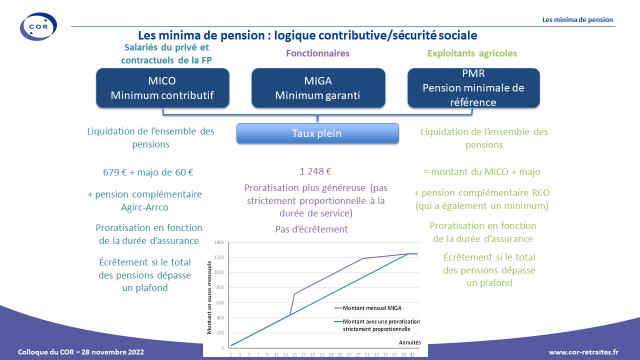
Ces trois régimes ont en commun la condition d’accès de départ à la retraite à taux plein pour pouvoir bénéficier des minima de pension, mais les salariés du privé et les exploitants agricoles ont une condition supplémentaire, dite de subsidiarité. Leurs retraités doivent avoir liquidé l’intégralité de leur pension pour pouvoir en bénéficier. Cette condition existe également pour le régime des fonctionnaires, mais le décret d’application n’étant jamais paru, elle n’est pas appliquée.

Le montant des trois minima est différent selon les régimes. Il est plus élevé pour la fonction publique et ceci s’explique par la spécificité de ce régime, qui est un régime intégré. Les fonctionnaires ne perçoivent pas de retraite complémentaire, contrairement aux salariés du privé et aux exploitants agricoles.

Petite spécificité pour les exploitants agricoles : ils vont aussi avoir un minimum de pension dans leur régime complémentaire, le RCO, qui va leur garantir une pension complémentaire minimale équivalente à 85 % du SMIC agricole net, pour ceux qui sont partis à la retraite à taux plein au titre de la durée d’assurance.

Les trois minima de pension sont proratisés en fonction de la durée d’assurance. Cette proratisation est plus généreuse pour les fonctionnaires. Ceci s’illustre bien avec ce graphique qui vous représente en violet le montant mensuel du MIGA en fonction de la durée d’assurance et en turquoise, ce même montant si la proratisation était strictement proportionnelle à la durée de service.

Enfin, les minima sont écrêtés pour les salariés du privé et pour les exploitants agricoles si le montant total des pensions dépasse un certain plafond. De même que pour la condition de subsidiarité, cet écrêtement existe aussi pour les fonctionnaires, mais le décret d’application n’étant jamais paru, l’écrêtement n’est pas appliqué.



Concernant le minimum vieillesse, toute personne ayant cotisé ou pas à un régime de retraite obligatoire français peut y prétendre dès lors qu’elle a atteint l’âge de 65 ans ou l’âge de 70 ans si elle est reconnue inapte au travail ou si elle a une incapacité permanente d’au moins 50 %. Ce minimum vieillesse est soumis à conditions de ressources et de résidence sur le territoire national. Ce montant va dépendre de la situation conjugale de l’individu qui le demande. C’est un dispositif quérable : pour en bénéficier, il faut formuler la demande. Il est récupérable sur succession dans une certaine limite.

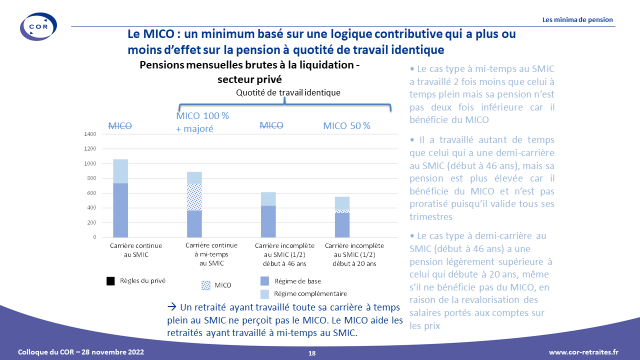
Pour illustrer les mécanismes du minimum contributif, nous avons simulé la carrière de quatre cas types qui sont tous les quatre nés en 1960, mono-pensionnés du secteur privé et qui ont une carrière rémunérée à hauteur du SMIC. Les deux premiers cas types sont entrés sur le marché du travail à 20 ans. Ils sont partis à la retraite à 62 ans, à l’âge d’obtention du taux plein, ils ont une carrière complète. Ils vont différer exclusivement par la quotité de travail, puisque le premier travaille à temps plein et le deuxième, à mi-temps.

Les deux derniers cas types sont considérés comme étant des demi-carrières. Ils ne vont travailler que 21 années qui ne seront pas positionnées au même endroit dans leur vie. Le premier va entrer sur le marché du travail à 46 ans. Il va partir à l’âge d’obtention du taux plein, de l’annulation de la décote, à 67 ans. Le deuxième va entrer à 20 ans. Il va quitter définitivement le marché du travail à 41 ans. Il va attendre l’âge d’annulation de la décote, 67 ans, pour demander sa retraite. Ces cas types ont une visée exclusivement pédagogique et illustrative. Ils ne prétendent pas du tout être représentatifs d’une quelconque situation sur le marché du travail, mais ilsont le grand avantage d’illustrer les mécanismes sous-jacents à l’aide de carrières simples.

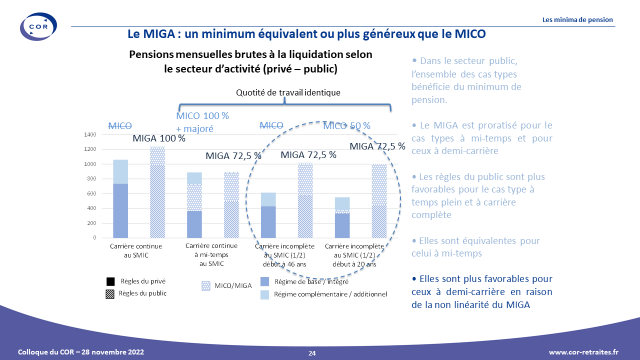
Nous avons calculé le montant de pension que chacun de nos trois retraités va percevoir. Le premier cas type, une carrière continue à temps plein au SMIC, ne va pas percevoir le MICO. Ceci est lié au fait que son montant de pension est plus élevé que le montant du minimum contributif. Petit aparté pour vous rappeler que l’objectif du minimum contributif était de garantir aux retraités qui avaient une carrière complète à temps plein, basée sur le SMIC, de percevoir un montant de pension au moins égal à 85 % du SMIC net. L’objectif n’est pas respecté. Notre cas type, qui a toutes ces caractéristiques, a un montant de pension inférieur à ce seuil. Si le montant du MICO était porté à 1 100 €, comme on l’entend fréquemment ces derniers temps, il pourrait bénéficier du minimum contributif, puisque son montant de pension est très légèrement inférieur à ce montant.

Notre cas type qui est à mi-temps au SMIC a travaillé deux fois moins que celui qui est à temps plein, mais sa pension de retraite n’est pas deux fois inférieure. C’est lié au fait qu’il va bénéficier du minimum contributif, en petits points sur la barre. Il va même en bénéficier entier, il ne sera pas proratisé, puisqu’il a la durée d’assurance. Il va bénéficier de la majoration du MICO, puisqu’il a cotisé plus de 120 trimestres. Il a travaillé autant de temps que celui qui a une demi-carrière au SMIC, qui commence à 46 ans, mais sa pension de retraite est plus élevée parce que, justement, il bénéficie du MICO alors que celui a demi-carrière ne va pas en bénéficier, car son montant de pension est supérieur au montant du MICO proratisé par sa durée d’assurance qui est incomplète. Ce cas type de demi-carrière qui commence à 46 ans aura une pension de retraite légèrement plus élevée que celui qui a ses 21 années positionnées en début de carrière. Ceci est lié au fait que la revalorisation des salaires portés au compte va lui être légèrement plus favorable, puisque ces salaires sont en fin de vie actifs.

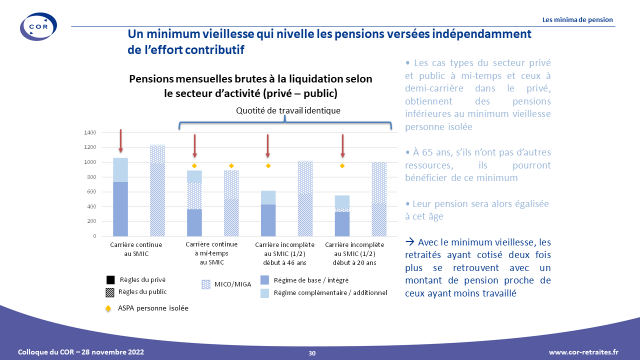
Un retraité qui a travaillé toute sa carrière à temps plein au SMIC ne va pas percevoir le minimum contributif. Ce dispositif va aider les retraités qui ont cotisé à mi-temps au SMIC. Nous partons d’un dispositif, d’un minimum basé sur une logique contributive qui aura plus ou moins d’effets sur la pension à quotité de travail identique.



Nous avons ensuite souhaité calculer le montant de pension que nos quatre retraités auraient perçu si, au lieu d’avoir effectué l’intégralité de leur carrière dans le secteur privé, ils avaient été dans le secteur public. Vous voyez sur le graphique que leurs montants de pension sont représentés par les barres hachurées. Premier constat : dans le secteur public, l’intégralité de nos quatre cas types bénéficiera du minimum de pension, le MIGA, qui sera proratisé pour le cas type à mi-temps et pour les deux cas types à demi-carrière en raison de la quotité de travail pour le premier et en raison de la durée d’assurance incomplète pour les deux autres. Les règles du privé sont plus favorables pour le cas type à temps plein et à carrière complète, puisqu’il va percevoir le minimum garanti alors que celui qui est dans le privé ne va pas percevoir le minimum contributif. Elles sont à peu près équivalentes pour celui qui est à mi-temps, même si celui qui est dans le public aura un MIGA un peu proratisé. Elles sont beaucoup plus favorables pour les deux cas types à demi-carrière. Ceci est lié à la non-linéarité du minimum garanti que je vous ai présenté tout à l’heure sur le petit graphique avec le montant du MIGA proratisé en fonction de la durée d’assurance.



Nous allons maintenant introduire la possibilité pour nos quatre retraités de percevoir le minimum vieillesse à l’âge de 65 ans. Nous allons prendre tout d’abord l’hypothèse qu’ils sont tous les quatre célibataires et qu’ils n’ont pas d’autres ressources que leur pension de retraite. Seuls les cas types du secteur privé et public à mi-temps et ceux qui sont dans le privé à demi-carrière auront des pensions de retraite inférieures au minimum vieillesse personne isolée, représenté par les losanges orange. Ils vont à 65 ans bénéficier de ce minimum vieillesse et leur pension sera égalisée à cet âge. Avec le minimum vieillesse, les retraités qui ont cotisé deux fois plus se retrouveront avec des montants de pension proches de ceux qui ont moins travaillé. Le minimum vieillesse est donc un dispositif qui va niveler les pensions versées, indépendamment de l’effort contributif. Je vous remercie.



*(Applaudissements)*

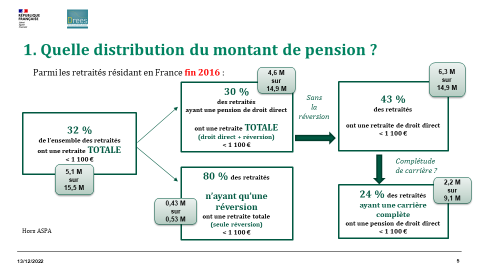
**M. BRAS.-** étant donné la complexité des dispositifs et du minimum contributif avec les questions de proratisation et la complexité de l’articulation de ce dispositif Sécurité sociale avec un dispositif plus général d’aide sociale qu’est le minimum vieillesse, nous avons voulu revenir sur ces questions en début de présentation.

Je passe maintenant la parole à Anthony MARINO : qui a des petites pensions ?

**M. MARINO.-** Bonjour à toutes et tous. Merci pour votre invitation. Je vais essayer de faire un petit cadrage statistique sur les petites pensions. Cette présentation s’articulera en cinq temps : nous ferons d’abord un petit focus sur la distribution du montant de pension, pour voir qu’il y a une grande variabilité. Puis, nous chercherons à savoir qui sont les retraités avec des petites pensions. Ensuite, le sujet sera de voir ce qui les amène à avoir des petites pensions ; une première piste est celle des carrières courtes. La réponse est plutôt non. On démêlera les autres effets, on essaiera après d’en déduire les explications et nous verrons ce qui a évolué depuis, puisque la législation retraite, notamment en matière de minima, a bien évolué ces dernières années.

En introduction, un petit point sur la source de données que l’on mobilise, l’échantillon inter-régimes de retraités (EIR). Je ne vous apprendrai rien en vous disant que les retraités ont des droits dans plusieurs caisses de retraite, qu’ils sont pour la plupart poly-pensionnés, qu’ils ont des bouts de pension à la CNAV, à l’Agirc-Arrco, mais aussi dans la fonction publique, les libéraux, etc. L’EIR est une base de données réalisée par la DREES qui recense dans l’ensemble des régimes de retraite obligatoires les droits à pension des assurés pour un échantillon représentatif de la population. C’est une opération complète, exhaustive et assez lourde pour la DREES et pour les régimes, que l’on réalise tous les quatre ans. La vague 2020 est en cours de réalisation. Les statistiques que je vais vous présenter sont donc réalisées à partir de la vague 2016. Cette base de données nous permet d’avoir une vision exhaustive des droits à pension dans chaque caisse de retraite, base ou complémentaire, et des conditions de départ à la retraite, âge, nombre de points acquis, décote, etc.

Pour commencer, nous allons regarder la distribution du montant de pension. Ce graphique vous représente la distribution de combien perçoivent les personnes au titre des pensions de retraite hors minimum vieillesse. Ce que l’on entend par pension de retraite là, c’est droit direct ou réversion. Certaines personnes auront les deux, d’autres n’auront qu’un droit direct, d’autres encore, notamment les femmes, n’auront qu’une réversion. Il y a une moyenne de 1 300 € de pension pour les femmes, de 1 900 € pour les hommes et fin 2016, si l’on prend tous les individus qui ont une retraite totale inférieure à 1 100 €, on a environ un tiers des retraités.

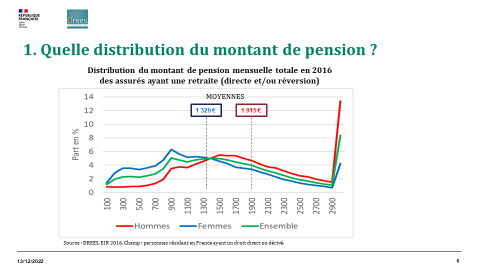


Il faut faire attention à la manière dont on apprécie ce chiffre, mais 32 % de l’ensemble des retraités fin 2016 ont une pension de retraite totale inférieure à 1 100 €, soit 5 millions de personnes sur 15,5 millions. Là-dedans, il y a quand même deuxpopulations différentes. Le gros du bataillon, ce sont les personnes qui ont au moins une retraite directe, 15 millions de pensionnés. Elles sont 30 % à avoir une pension totale inférieure à 1 100 € et il y a une population particulière, en très grande partie féminine, de personnes qui n’ont qu’une réversion. Comme c’est 50 % de la pension du conjoint décédé, 80 % de ces personnes ont une retraite inférieure à 1 100 €.

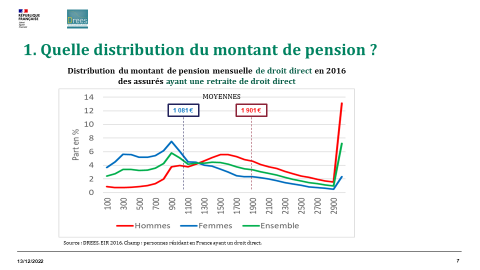
Si l’on revient sur le pavé du haut, nos 30 % de retraités qui ont une retraite totale de moins de 2 100 €, si l’on retire la réversion, c’est 43 % des retraités, un peu plus de 6 millions sur un peu moins de 15 millions de personnes ont une retraite de droit direct inférieur à 1 100 €. On voit l’apport de la réversion.

Si l’on continue à faire évoluer cette statistique, on peut faire un focus sur les personnes qui ont une carrière complète. Si l’on positionne 1 100 € par rapport aux personnes qui ont une carrière complète, c’est environ un quart des assurés, soit 2,2 millions de personnes sur 9 millions qui se retrouvent avec une pension uniquement de droit direct, inférieure à 1 100 €.

Voici la distribution que l’on voyait tout à l’heure en prenant réversion ou droit direct et quand on enlève la réversion, on voit que le montant moyen pour les femmes est nettement diminué. Il y a davantage de femmes avec des montants plus faibles. On a un écart d’environ 800 € entre femmes et hommes.



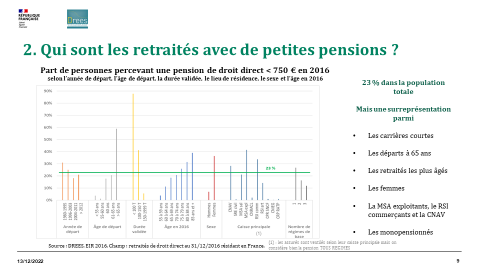
Dans la suite, nous allons regarder plus précisément les droits directs. On va enlever les réversions. Le montant moyen d’une pension de droit direct perçue fin 2016 est de l’ordre de 1 400 €, c’est la barre en vert. Ce qui est représenté sur ce graphique, ce sont les montants moyens perçus de pension de droit direct fin 2016 selon différentes segmentations. À gauche, voici le niveau moyen perçu selon l’année de départ. Il y a un peu de variabilité, les montants moyens sont un peu plus faibles pour les personnes qui ont liquidé il y a longtemps. De même, si l’on regarde le montant moyen selon l’âge de départ, les personnes qui ont les montants moyens les plus faibles sont celles qui sont parties à 65 ans ou après. Ce sont essentiellement des personnes qui ont attendu cet âge pour ne pas subir de décote et qui ont donc des carrières incomplètes.



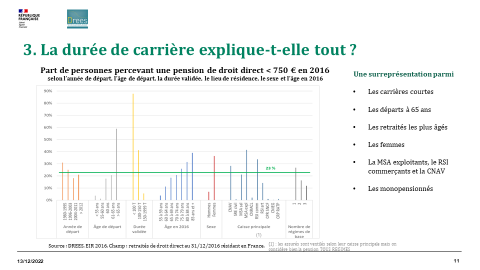
Si l’on ventile le montant moyen selon la durée de carrière, on voit un résultat assez attendu, mais vraiment frappant : le montant moyen est nettement plus faible pour les personnes qui ont moins de 25 ans de carrière.

Une autre segmentation frappante, ce sont les personnes selon leur lieu de résidence. Quand elles sont résidentes à l’étranger, leur montant moyen de pension est nettement plus faible parce qu’en général, elles ont des bouts de carrière assez limités en France.

Enfin, une dernière segmentation : si l’on prend l’âge des retraités en 2016, on voit que le montant moyen diminue avec l’âge. Plus les personnes sont âgées, plus, en moyenne, la pension est faible. C’est un peu la résultante des deux premiers effets.



Dans la suite de cette étude, nous nous limiterons aux personnes qui résident en France. On va plutôt raisonner d’une autre manière, plutôt que de regarder le montant moyen, on va voir qui sont les retraités avec de très petites pensions. Le seuil, on va le mettre à 750 €. C’est celui en dessous duquel on retrouve 25 % de nos retraités. 25 % des retraités ont moins de 750 € fin 2016. Cette répartition est-elle uniforme dans la population, toujours selon la même segmentation ? Quand la barre dépasse le seuil moyen de 23 %, c’est le signe qu’il y a d’avantage d’exposition à la pauvreté.



En corollaire de ce que l’on a vu tout à l’heure, il y a un peu plus de personnes en dessous de 750 € de pension de droit direct parmi celles qui ont liquidé voici longtemps, nettement plus chez celles qui ont liquidé à 65 ans ou plus, évidemment, nettement plus chez celles qui ont des faibles durées de carrière. De la même manière, la prévalence est plus forte pour les personnes âgées. Ce qui est frappant, c’est de voir le delta entre hommes et femmes : un peu moins de 30 % des femmes sont concernées par une pension en dessous de 750 €, là où ce n’est le fait que de 10 % des hommes.

Par ailleurs, on peut voir que les retraités mono-pensionnés sont plus souvent concernés pas une pension faible en dessous de 750 €. Enfin, un point important, si l’on regarde la répartition selon le régime des individus, ils cotisent dans plusieurs caisses, mais ont quand même un régime principal ; là où ils ont effectué le gros de leur carrière, on voit que le fait de percevoir une faible pension est plus souvent le fait de personnes qui ont été soit MSA exploitantes agricoles, au régime général, soit indépendantes et commerçantes.

La durée de carrière a été amenée à avoir des pensions plus faibles, mais est-ce le seul effet ? Il y a plusieurs manières de voir si la durée de carrière explique tout. La première, c’est de se limiter aux carrières complètes. On ne sait pas ce que l’on va faire, car on retirerait beaucoup de personnes et cela induirait un biais de sélection parce que les personnes qui font des carrières complètes sont vraiment différentes, pas uniquement eu égard à la durée, mais à l’ensemble des personnes.

La deuxième idée que l’on retient, c’est d’exprimer les pensions en équivalent carrière complète et de pondérer à nouveau, de déproratiser à nouveau pour exprimer une pension d’un proxi\* d’une pension sur carrière complète. Prenons l’exemple d’un retraité qui devait faire 40 ans pour avoir une retraite pleine et qui n’a travaillé que de 32 ans. Il a donc un coefficient de proratisation total de 80 % et une pension de 950 €. Il a un bout de régime général pour huit ans de carrière, une proratisation de 20 % et un plus gros bout de fonctionnaire, une pension fonctionnaire de 800 €. Sa pension totale est de 950 €, mais si l’on faisait proportionnellement comme s’il avait travaillé 40 ans et non 32 ans, il aurait une pension de 1 188 €. En ce sens, il est davantage comparable aux personnes à carrière complète. C’est un calcul statistique qui ne dit rien de ce qu’aurait été la pension si l’individu avait cotisé à taux plein, puisqu’il y a toujours un effet de décote et que peut-être qu’il aurait perçu d’autres revenus.

Revoilà l’histogramme de tout à l’heure, la représentation des personnes en dessous de 750 €. Si on les prend en équivalent carrière complète, le premier résultat évident, c’est que l’on n’a plus que 15 % des personnes qui ont une pension en dessous de 750 €. Au-delà de ce seuil, ce qu’il est important de voir, c’est la variabilité. Est-ce que les barres ont beaucoup changé par rapport à au-dessus et en dessous du seuil ? Il y avait l’effet qui distinguait les mono-pensionnés les plus flagrants, mais une fois que l’on neutralise la durée de carrière, les mono-pensionnés ne distinguent pas particulièrement des autres.

En revanche, les personnes qui ont des carrières courtes, même en déproratisant à nouveau la durée de carrière, continuent d’avoir plus souvent des pensions faibles. C’est lié au fait que lorsque l’on a une carrière courte, en général, cela s’accompagne de faibles salaires et de petits droits. Les personnes qui liquident à 65 ans sont plus souvent concernées par de faibles pensions, ce sont celles qui ont eu des carrières courtes, qui ont dû éviter la décote et qui ont eu des carrières plutôt hachées. Les retraités les plus âgés sont également plus concernés par la pauvreté. Enfin, si l’on fait un petit focus selon la population et sur où ont travaillé les personnes, il est assez frappant de voir qu’en contrôlant l’effet de carrière de retraite, il y a vraiment une population qui se distingue des autres, ce sont les exploitants agricoles qui sont nettement plus concernés par le fait d’avoir une retraite faible.

On voit donc qu’il y a beaucoup d’effets (les hommes, les femmes, l’âge). Ces effets sont assez liés. On a plus de retraités exposés à la pauvreté parmi les vieux. En même temps, il y a plus souvent des femmes dans ces tranches d’âge. De même, c’est lié au régime d’affiliation. La seule manière de faire, pour démêler tous les effets, est de faire une régression. On va essayer d’expliquer le fait d’avoir une pension faible en prenant en compte tous les effets indépendamment les uns des autres.

Cette méthode, qui permet un peu de faire le tri entre ce qui vient de la génération, du régime, du sexe, fait vraiment ressortir des éléments assez flagrants. Tout d’abord, le fait d’avoir une caisse principale MSA exploitant, d’avoir été un exploitant agricole, est ce qui explique en plus grande partie le fait d’avoir une pension faible. C’est le déterminant le plus important. Une fois que l’on neutralise, que l’on prend en compte le régime dans lequel on a travaillé, on voit que la date de départ impacte un peu moins le fait d’avoir une faible pension. C’est vraiment un déterminant extrêmement important.

Il subsiste toujours des écarts entre hommes et femmes. Enfin, un point important, c’est de voir que les femmes sont plus concernées par des faibles pensions, les exploitants agricoles et les commerçants aussi. L’interaction des deux, c’est encore plus important : être une femme affiliée à la MSA exploitant, c’est vraiment le cumul d’où il ne faut pas être en matière de retraite !

Maintenant, nous allons essayer de voir les différentes explications. Il y a des disparités de revenus. J’ai repris des montants issus des rapports annuels du COR. Les rémunérations brutes moyennes sont plus faibles pour les artisans, les commerçants et les exploitants agricoles, ce qui induit aussi des écarts d’assiette, environ deux fois moindres, sachant que l’assiette, pour les indépendants, est particulière : il s’agit d’un revenu net des charges professionnelles et des cotisations sociales, mais qui prévoit toutefois des assiettes minimales.

Enfin, les écarts d’effort contributif, il y en a encore un peu entre les catégories socioprofessionnelles, mais ils ont eu tendance à se réduire au fur et à mesure de l’instauration des régimes complémentaires. On voit que pour les non-salariés agricoles, à assiette comparable, il est légèrement inférieur à 17 points là où il est de l’ordre de 18 points pour nos amis salariés du privé et artisans.

Comme nous l’avons vu, chez les personnes concernées par de faibles niveaux de pension, on a une surreprésentation flagrante parmi les exploitants agricoles. Il y a des explications. Tout d’abord, les salariés du privé cotisent à la CNAV, à l’Agirc-Arrco depuis assez longtemps et comme l’a dit Frédérique en introduction, l’apport de la retraite obligatoire complémentaire est non négligeable. Pour les exploitants agricoles, la complémentaire n’existe que depuis 2003.

Par ailleurs, Caroline a parlé des minima de pension qui ont un impact important. Ils existent pour les exploitants agricoles, mais ils sont relativement récents, ils datent de 2009 pour leur régime de base, la PMR, avec, par ailleurs, un plafond d’écrêtement bien plus faible que pour les salariés du privé. C’est la seule population qui a deux minima de pension, un minimum complémentaire, le complément différentiel, qui est encore plus récent, qui date de 2015. Si l’on fait un focus sur les conjoints collaborateurs, les aides familiaux, on voit que la diffusion de leurs droits est encore plus récente. On voit que leur complémentaire date seulement de 2011 et que ce n’est que très récemment que leurs minima de pension, la PMR, ont été alignés sur ceux des exploitants.

Pour récapituler, on voit que la part des retraités avec de faibles pensions est plus fréquente parmi les personnes qui ont liquidé il y a longtemps, mais c’est quand même lié en partie à plusieurs choses : au fait que dans le passé, il y avait un poids plus important des personnes exploitantes agricoles, que les régimes complémentaires n’ont pas éclos au même rythme pour les différentes populations et que pour les indépendants, notamment les exploitants agricoles, c’est assez récent. Parmi les retraités des générations les plus aînées, on voit le plus souvent des femmes avec des carrières incomplètes et des faibles salaires. Après, attention : comparer des générations nécessite d’avoir à l’esprit que les retraités que nous avons en 2016, je vais enfoncer une porte ouverte, sont les retraités vivants. Quand on va regarder des générations anciennes, il y a un biais. Les retraités qui survivent sont généralement ceux des catégories sociales supérieures qui ont de meilleures pensions.

Enfin, un point important, c’est que les individus qui liquident tard sont des personnes qui, en général, ont essayé d’éviter de se prendre une décote, qui attendent l’âge de l’annulation de la décote, 65 ou 67 ans. Ce sont des personnes avec des carrières hachées, souvent des femmes, qui ont des retraites plutôt faibles.

Il y a quand même eu des changements depuis. Les retraites, c’est un assez gros paquebot qui met du temps à changer en termes de niveau de pension. Progressivement, on va voir certains effets se diffuser. En termes de régimes alignés, les pensions du régime général, les salariés agricoles et du RSI sont liquidés les trois ensemble. À l’AGIRC-ARRCO, le rendement de la complémentaire a tendance à baisser. Les hypothèses du dernier rapport du COR font état d’une baisse de rendement qui se poursuivraitjusqu’en 2033.

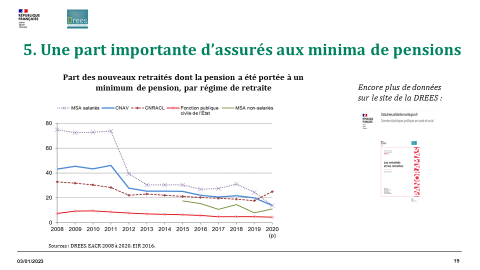
Les minima de pension ont fait l’objet de beaucoup de modifications. On va voir arriver des flux de liquidants qui se verront appliquer une législation de minima assez fortement modifiée. Un focus sur les exploitants agricoles : depuis une petite dizaine d’années, ce sont eux qui ont le plus vu leurs minima évoluer. Pour la PMR, il n’y a plus forcément besoin d’avoir fait 17 années et demie de carrière pour en bénéficier. Le complément différentiel de RCO qui a été versé pour les retraités chefs d’exploitation a vu notamment en 2021, par la loi CHASSAIGNE, son montant nettement revalorisé pour atteindre l’objectif de 85 % du SMIC qui était le cas mis en avant pour les salariés du privé. Puis, en 2022, il y a eu l’augmentation de la PMR des conjoints pour pouvoir se rapprocher de celle des exploitants. On voit que concernant les minima de pensions, il y a eu beaucoup de modifications et que l’on devrait voir arriver des exploitants agricoles relativement moins souvent concernés par des faibles pensions.

Enfin, il y a d’autres minima de pension qui font aussi l’objet de modifications : les 85 % du SMIC qui concernent aussi les salariés du privé. Cet objectif a conduit à créer une majoration au minimum contributif en 2003. En revanche, un écrêtement a été mis en œuvre en 2012. Globalement, il y a eu une optique de convergence, puisque le minimum de pension des fonctionnaires a été lui aussi soumis à la condition du taux plein.

Plus généralement, il s’est passé beaucoup de choses en termes de revalorisation des pensions depuis cette photo. En 2019, une sous-indexation de 0,3 % et en 2020, une revalorisation différenciée selon le montant de pension, selon que l’on perçoit plus ou moins de 2 000 €.

Enfin, compte tenu du fort niveau d’inflation constaté ces derniers temps, il y a eu des revalorisations importante en 2022 : 4 % dans les pensions de base et plus de 5 % dans les régimes complémentaires.

Ce graphique illustre l’importance des minima de pension. Caroline les a très bien détaillés tout à l’heure. Pour vous donner une idée de la volumétrie des personnes concernées par les minima de pension, environ une personne sur cinq liquide actuellement avec des minima de pension (cela dépend des régimes). C’était nettement plus important, notamment au régime général et pour les salariés agricoles, avant la condition d’écrêtement. Les minima de pension, c’est un effet très important, cela concerne beaucoup de monde. Ce transparent a un autre mérite, il nous permet de faire un peu de publicité pour le panorama de la DREES, d’où il est repris. Je ne saurais donctrop vous recommander la lecture de ce formidable ouvrage !



En conclusion, nous nous sommes limités à la population des personnes pensionnées essentiellement pour regarder leurs droits directs, pour essayer de comprendre qui elles étaient et ce qui amenait les personnes à avoir de faibles montants de pension. Bien entendu, ce n’est qu’un bout de l’histoire, ilfaut ajouter les droits dérivés des réversions qui impactent beaucoup le niveau pour les femmes, ajouter aussi le minimum vieillesse, que l’on appelle maintenant l’allocation de solidarité aux personnes âgées. Je vais répéter ce qu’a dit Frédérique, mais je pense que plusieurs couches ne sont pas de trop : il faut prendre en compte les autres sources qui perçoivent les retraités, retirer les prélèvements dont ils doivent s’acquitter, prendre en compte la taille du ménage pour pouvoir vraiment parler de revenu disponible et de niveau de vie, ce dont va vous parler Anne JAUBERTIE, de l’INSEE.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci, Anthony. Je passe la parole à Anne JAUBERTIE.

**Mme JAUBERTIE.-** Bonjour à tous et merci beaucoup, Anthony, pour cette très belle transition. Effectivement, nous allons revenir sur beaucoup des concepts présentés par Frédérique en introduction pour pouvoir parler de la pauvreté parmi les retraités.

Nous allons commencer par parler de leur niveau de vie. Ce sont les pensions, mais aussi d’autres revenus annexes, comme les prestations sociales, des revenus d’activité pour certains ménages qui combinent pension et activité, des revenus du patrimoine et tout cela net d’impôts et de contributions et cotisations sociales.

Pour cela, nous allons utiliser plusieurs dispositifs produits par l’INSEE, notamment l’enquête des revenus fiscaux et sociaux, enquête annuelle qui mesure les revenus. L’enquête statistique Ressources et conditions de vie mesure les revenus, mais aussi les conditions de vie des ménages, d’où son nom, et elle est surtout harmonisée au niveau européen. Pour parler un peu niveau de patrimoine, au-delà du niveau de vie, on va également utiliser l’enquête Histoire de vie et patrimoine.

Ce sont des résultats qui sont présentés pour les ménages qui vivent ce que l’on appelle en logement ordinaire. Cela a une importance particulière aujourd’hui quand on parle des retraités, car cela veut dire que les résultats qui vont vous être présentés, notamment dans presque l’intégralité de la présentation, ne concernent pas les retraités qui vivent en Ehpad. Ils ne sont pas appréhendés par les enquêtes habituelles de la statistique publique. Ici, ce sont vraiment des résultats qui portent sur les retraités qui vivent en logement chez eux.

Enfin, dans la plus grande part de la présentation, les deux premières parties sont des résultats qui portent sur l’année 2018. Cela nous permet de comparer directement avec les résultats de l’enquête Histoire de vie et patrimoine, qui n’est pas menée tous les ans, mais dans la dernière partie, on aura une évolution un peu plus large, temporelle, nous discuterons des évolutions entre 2012 et 2019.

Le niveau de vie, je voulais le rappeler, comprend d’autres revenus, bien au-delà des pensions. Cela tient compte aussi de la taille du ménage. Comme Frédérique l’expliquait, on peut avoir des économies d’échelle au sein d’un ménage et pour pouvoir comparer un ménage qui a par exemple quatre individus à un ménage qui n’a qu’un seul individu, on veut tenir compte du nombre de personnes dans ce ménage, donc du nombre de revenus que tous ces individus peuvent apporter. On veut tenir compte des gains et des économies d’échelle qu’ils peuvent avoir à habiter ensemble. On divise donc le revenu disponible par le nombre d’unités de consommation.

Quand on s’intéresse plus particulièrement aux retraités, on voit que leur revenu disponible est en très grande partie composé des pensions. Cela vous a été présenté ce matin, de l’ordre de 80 % du revenu disponible des ménages dans lequel la personne de référence est retraitée est composé de pensions.

À côté de cela, on a les grandes catégories de ressources que l’on va utiliser pour composer le niveau de vie : on a les revenus du patrimoine et ici, ils sont un peu plus importants dans le revenu disponible chez les ménages dont la personne de référence est retraitée que dans le reste de la population. On a en revanche moins de prestations sociales, ce qui est avant tout lié au fait que la majorité de ces ménages n’a quasi plus d’enfants à la maison et, donc, pas de prestations familiales.

Concernant la part des impôts et des contributions sociales, on est à peu près équivalent entre les ménages avec une personne de référence retraitée et l’ensemble de la population.

Ici, on a pris en compte toutes ces ressources. On a calculé les niveaux de vie pour différents statuts d’occupation. On l’a vu ce matin avec Frédérique, en 2018, les retraités avaient en moyenne un niveau de vie très légèrement supérieur à celui de l’ensemble de la population. Pourquoi ce constat ? C’est lié au fait que les retraités ont un niveau de vie très largement supérieur à celui du niveau de vie moyen des chômeurs, plus 45 %. Ils ont aussi un niveau de vie sensiblement supérieur à celui des autres inactifs, plus 17 %. En revanche, on a un niveau de vie inférieur à celui des personnes en emploi, de l’ordre de 9 %. La combinaison de la position du niveau de vie des retraités par rapport à toutes ces catégories de population en fonction de leur statut d’activité aboutit à un niveau de vie légèrement supérieur à l’ensemble de la population, mais il faut bien distinguer entre les différentes populations desquelles on parle.

Au-delà de la moyenne, ce qui est aussi intéressant, c’est de pouvoir positionner les personnes retraitées en fonction de la distribution des niveaux de vie de la population. Pour cela, on divise la population en dix tranches qui regroupent exactement le même nombre d’individus et que l’on classe selon leur niveau de vie. On voit qu’en général, les ménages retraités sont sous-représentés parmi les personnes qui ont les 10 % de niveaux de vie les plus faibles, puisqu’ils ne sont que 4,5 % dans cette catégorie que l’on appelle en général le D1. Ils sont par la suite à peu près équitablement répartis entre les déciles 2 et 10. C’est notamment lié au fait que, par exemple, dans le très haut de la distribution, dans le dernier décile, les retraités auront des pensions inférieures, lié au système de retraite, aux plus hauts revenus, mais ils auront un peu plus de revenus du patrimoine.

Dans le D1, ils sont sous-représentés, notamment parce que les minima de pension qui vous ont été expliqués par Caroline et par Anthony atteignent des niveaux en général supérieurs au niveau, par exemple, du RSA. On a une sous-représentation dans le premier décile de niveau de vie.

Si l’on sort un peu de cette moyenne de niveau de vie des retraités et que l’on s’interroge sur l’évolution du niveau de vie en fonction de l’âge, sur ce graphique, on voit que le niveau de vie aura tendance à diminuer en fonction de l’âge. La première courbe en noir en trait plein montre la médiane de niveau de vie, c’est-à-dire le niveau de vie qui sépare la population en deux : 50 % des personnes auront un niveau de vie inférieur, 50 % un niveau de vie supérieur. Cette médiane, pour l’ensemble de la population, est inférieure (en pointillé) à la médiane de niveau de vie pour les personnes qui ont plus de 65 ans. en revanche, elle sera supérieure à celle des personnes qui ont 80 ans et plus. Parmi ces dernières, on aura même 55 % des individus qui auront un niveau de vie inférieur à la médiane de la population.

Anthony nous l’a très bien montré, cela s’explique avant tout par l’évolution des pensions en fonction de l’âge. Parmi les personnes les plus âgées, on retrouve en général des personnes seules, notamment des femmes seules qui ont eu des carrières incomplètes ou des pensions de réversion faibles, qui se retrouvent avec un niveau de vie inférieur.

Au-delà du niveau de vie calculé de façon très standard, on peut aussi avoir envie d’intégrer le statut d’occupation des ménages dans la discussion. Les personnes qui sont propriétaires de leur logement auront un flux de revenu qui n’est pas comptabilisé dans le niveau de vie. Elles ont l’usage de leur logement sans avoir à payer un loyer. On a envie de comparer directement les personnes locataires qui, elles, ont un loyer à verser tous les mois, qui n’est pas inclus dans le calcul des niveaux de vie, avec les personnes qui sont propriétaires et qui, potentiellement, bénéficient de ce service de logement.

Si l’on fait cela, on va verser un loyer imputé aux personnes qui sont propriétaires et qui serait le loyer qu’elles tireraient si elles venaient à louer leur logement. Plus on aura de propriétaires en fonction des tranches d’âge, comme représenté ici, plus cela nous rehaussera le niveau de vie ainsi calculé, avec loyer imputé. On voit que cela rehausse d’autant plus le niveau de vie des personnes les plus âgées, par exemple celui des plus de 75 ans est rehaussé de 20 % là où celui des 50-54 ans est rehaussé d’environ 10 % et celui des 25-29 ans d’environ 5 %. C’est directement lié au fait d’être propriétaire ou non. Quand on est plus âgé, on a eu le temps d’accumuler plus d’épargne, d’être plus souvent propriétaire de logement en ayant remboursé son emprunt. Cela conduit à un niveau de vie un peu plus élevé.

Un dernier point, et l’on sort un peu du cadre de niveau de vie normal, puisque nous allons parler du patrimoine en stock alors que les niveaux de vie intègrent uniquement les revenus du patrimoine : ici, on retrouve le constat dont nous parlait Frédérique ce matin, c’est-à-dire que l’on ne retrouve pas la théorie du cycle de vie, en économie, qui veut qu’en général, les personnes s’endettent au début de leur carrière active, puis qu’elles accumulent de l’épargne durant leur carrière et se désendettent en fin de carrière. Ce que l’on voit surtout, c’est que l’on a une accumulation de l’épargne jusqu’à à peu près 70 ans et qu’ensuite, on a une légère baisse qui s’explique avant tout par l’une des composantes du patrimoine, le patrimoine immobilier, qui augmente jusqu’à 50-54 ans, qui stagne jusqu’à 80 ans et qui décroît après 80 ans. Ici, la baisse après 80 ans est probablement due avant tout à un effet de génération et au fait que les générations qui ont 80 ans sur les mesures de ces graphiques ont accumulé moins de capital que les générations précédentes.

Ce qu’il est aussi intéressant d’observer, c’est le patrimoine financier où l’on ne retrouve pas la théorie du cycle de vie. C’est la courbe en rouge, où l’on voit qu’en fait, il augmente vraiment avec l’âge et l’on n’observe aucune des épargnes en fonction de l’âge. En revanche, on retrouve l’une des épargnes avec le patrimoine professionnel et clairement, on a une baisse notable au moment du départ à la retraite des exploitants agricoles, des professions libérales ou des indépendants.

Maintenant que nous avons parlé du niveau de vie, nous allons pouvoir évoquer la question de la pauvreté, notamment parmi les retraités. On a plusieurs concepts pour appréhender la pauvreté. Le premier est directement lié au niveau de vie, puisque le concept de pauvreté monétaire est défini comme un niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian de l’ensemble de la population. C’est aussi pour cela qu’en général, on fait des comparaisons avec l’ensemble de la population, cela nous permet d’introduire le concept de pauvreté monétaire.

On voit qu’en 2018, on avait environ 9,3 millions de personnes à risque de pauvreté, soit 14,8 % de la population, et que parmi les retraités, le nombre de personnes à risque de pauvreté était quand même moins important, elles étaient 8,7 %, soit 1,25 million. Comme on l’a dit tout à l’heure, cela s’explique avant tout par les prestations sociales qui assurent un niveau minimum qui se rapproche beaucoup du seuil de pauvreté à 60 %, quand on additionne le minimum vieillesse d’un côté et les allocations logement de l’autre.

Au niveau national, on a des ménages retraités qui sont légèrement moins touchés que l’ensemble de la population en termes de risques de pauvreté. Cela se voit aussi au niveau européen. De la même façon qu’en France, le taux de pauvreté des personnes retraitées à 60 % est inférieur à nos voisins européens. Pour réaliser cette carte, on utilise un autre dispositif que celui sur lequel se sont basés tous les résultats que je vous ai présentés, c’est le dispositif statistique Ressources et conditions de vie, au niveau européen, harmonisé entre les différentes enquêtes, qui me permet d’introduire un autre concept, une autre face de la pauvreté, à savoir les taux de privations matérielles et sociales.

Il ne s’agit plus d’une mesure directe des revenus et du niveau de vie, onva essayer de mesurer plutôt ce que les personnes considèrent comme être des privations matérielles et sociales du fait de contraintes financières. Ce sont des questions que l’on va poser lors de l’enquête. Cela relève du déclaratif. On considère que des personnes sont concernées par un taux de privations matérielles et sociales dès lors qu’elles déclarent au moins cinq privations sur une liste de treize. Je ne vais pas vous citer les treize, mais quand même, pour vous donner des exemples, on a le fait de ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue de 1 000 €, de ne pas pouvoir maintenir son logement à une température adéquate, de ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances hors du domicile, de ne pas pouvoir se payer un verre ou un repas hors du domicile avec des amis. C’est ce type de privations qui sont assez larges et que l’on va essayer de mesurer en interrogeant les personnes pour avoir une dimension un peu plus complète de ce que peut être une situation de pauvreté.

Quand on regarde cette mesure, on voit que les retraités sont également moins concernés que l’ensemble de la population de plus de 16 ans, mais qu’ils sont quand même 10,5 % en 2018 à déclarer au moins cinq privations sur les treize alors que l’ensemble de la population est à 11,9 %. Il est intéressant de regarder là où les retraités vont relativement déclarer plus de privations sociales et matérielles et là où ils vont en déclarer moins que le reste de la population. On voit qu’ils se déclarent relativement moins concernés par le fait d’avoir des impayés, liés forcément au crédit, ils sont aussi moins concernés en général par les crédits immobiliers, la question est un peu biaisée, mais cela peut être aussi des impayés – en ce moment, il pourrait être intéressant de regarder les résultats de la future enquête – de factures énergétiques. Ils sont aussi relativement moins concernés par le fait de ne pas pouvoir faire une dépense imprévue de l’ordre 1 000 €. En revanche, ils sont plus concernés par le fait de ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances hors du domicile ou de ne pas pouvoir prendre un verre ou un repas hors du domicile ou d’avoir un accès Internet.

On a voulu un peu rassembler ces deux dimensions, la dimension monétaire et la dimension privations matérielles et sociales en créant un indicateur de grande pauvreté, qui est plus restrictif que les indicateurs présentés jusqu’à présent, puisqu’il combine un taux de pauvreté monétaire défini avec un niveau de vie inférieur à 50 % (et non plus 60 %) à celui du niveau de vie médian avec le croisement d’un indicateur de taux de privations matérielles sévères. Ce sont des personnes qui ont déclaré au moins sept privations sur la liste des treize qu’on leur présente. On voit que les retraités dans ce que l’on appelle les logements ordinaires sont un sur dix à être concerné par la grande pauvreté. Ils sont relativement sous-représentés par rapport à leurs parts dans l’ensemble de la population, majoritairement du fait qu’ils sont moins concernés par le premier critère, le critère de niveau de vie inférieur à 50 % du niveau de vie médian, car ici encore, on a un minimum vieillesse qui permet d’atteindre ce seuil.

C’est encore plus flagrant quand on regarde la décomposition des personnes considérées dans la grande pauvreté en fonction de l’âge, puisqu’ici, les 65 ans et plus représentent seulement 7 % des personnes en situation de grande pauvreté alors qu’elles représentent 20 % de la population dans son ensemble.

J’ai beaucoup parlé des personnes qui sont ce que l’on appelle en logement ordinaire tout simplement parce que ce sont celles que l’on appréhende dans les dispositifs de la statistique publique et dans les enquêtes annuelles. Nous nous sommes quand même interrogés sur les personnes qui ne vivent pas en logement ordinaire, notamment celles en Ehpad.

Pour cela, nous avons mobilisé une enquête de la DREES, l’enquête Care, qui date de 2016, qui évaluait que parmi les 575 000 personnes qui vivaient en Ehpad en 2016, 9,4 % présentaient un niveau de vie inférieur à 50 % du niveau de vie médian. On suppose donc qu’environ 55 000 seniors sont susceptibles d’être en situation de grande pauvreté parmi les personnes qui sont en Ehpad. Le graphique qui est représenté vous présente 79 000 personnes parce que dans la ligne, il n’y a pas que les personnes en Ehpad, mais aussi celles qui sont en établissement de soin, qui peuvent être aussi concernés par des situations de grande pauvreté. En tout cas, pour ce qui est vraiment des personnes en Ehpad, c’est le chiffre de 55 000 qui est à retenir, comme susceptibles d’être en situation de pauvreté, c’est le « susceptibles » qui est important, car ici, on se base uniquement sur le critère de pauvreté monétaire à 50 %, puisqu’on n’a pas plus répliqué la question des taux de privations matérielles et sociales, qu’il n’y a pas eu d’enquête spécifique sur ce sujet parmi les personnes en Ehpad. Par ailleurs, on pense que les privations matérielles et sociales qui concernent les personnes qui vivent en logement ordinaire ne sont pas forcément pertinentes pour des personnes en Ehpad que l’on aurait plus envie d’interroger, par exemple, sur l’accès aux soins ou sur l’accompagnement.

Pour terminer, comme je vous ai beaucoup parlé de l’année 2018, il est aussi intéressant de regarder l’évolution temporelle. Ici, j’ai représenté l’évolution du niveau de vie médian entre 2012 et 2019. On voit que le niveau de vie médian des retraités a toujours été supérieur à celui de l’ensemble de la population, mais qu’il est demeuré inférieur à celui des actifs âgés de plus de 18 ans. Il a augmenté plus rapidement entre 2014 et 2017. On voit très nettement la chute qui a été évoquée par toutes les présentations précédentes, en 2018-2019, en lien notamment avec les sous-indexations des pensions et la bascule des cotisations sociales vers la CSG qui a touché les pensions au taux plein de CSG, mais aussi les revenus du patrimoine. Il ne faut pas oublier que dans le niveau de vie, les retraités ont des revenus du patrimoine un peu plus importants que le reste de la population.

Si l’on veut avoir un *focus* un peu plus éloigné que seulement les dix dernières années, on a aussi représenté le niveau de vie en fonction de l’âge en 1998, en 2008 et en 2018. On tient compte de l’inflation, puisqu’on est en euros constants 2018. On voit que le niveau de vie en 2018, quel que soit l’âge, est significativement supérieur à celui de 1998. À quoi est-ce dû ? C’est dû à la forte dynamique qu’il y a eue entre 1998 et 2008 alors que l’on observe une stagnation assez forte des revenus entre 2008 et 2018. Ce qu’il est intéressant de noter, c’est que l’on a deux populations qui se distinguent : les 50-54 ans pour lesquels, entre 2008 et 2018, on a eu une perte de revenus disponibles en euros constants et l’on a les septuagénaires qui se distinguent des autres populations, puisqu’on aurait eu une augmentation du niveau de vie qui s’explique avant tout par l’effet noria que Frédérique nous a introduit ce matin lors de sa présentation : dans cette catégorie d’âge, entre 2008 et 2018, on a eu des populations plus diplômées avec des carrières plus complètes qui sont parties à la retraite et donc, mécaniquement, on a eu des pensions un peu plus élevées.

Enfin, le corollaire de nos évolutions de niveau de vie, c’est l’évolution du taux de pauvreté parmi les retraités ces dix dernières années. On a vu le niveau de vie des retraités qui chutait entre 2018 et 2019. Cela se voit très nettement également sur le taux de pauvreté avec une augmentation en 2018 et en 2019. Pour relativiser quand même, je ne vous ai pas représenté les évolutions de 2010, 2012, car nous avons une rupture de série dans l’enquête en 2012, mais pour vous donner une idée, on revient quand même de façon assez proche au niveau de pauvreté que l’on observait parmi les retraités en 2010. On avait eu une baisse assez significative entre 2010 et 2012 au moment où le niveau de vie des retraités avait légèrement augmenté alors que celui de l’ensemble de la population, notamment des actifs, avait diminué.

Merci à tous.

*(Applaudissements)*

Pour faire un peu de publicité, pour avoir plus de détails, vous avez un INSEE Références qui parle des revenus des ménages et des patrimoines, qui vous détaille la plupart des graphiques qui vous ont été présentés aujourd’hui.

**M. BRAS**.- Après ces présentations roboratives en termes de données, nous avons un regard, même s’il va aussi s’appuyer sur des données, nous sommes très honorés de recevoir Louis SCHWEITZER. Je lui passe la parole.

**M. SCHWEITZER**.- Merci beaucoup. Je vous présente beaucoup moins de statistiques que vous ne connaissez pas, car je vais partir des chiffres qui vous ont déjà été présentés, notamment dans l’exposé précédent.

La première image que vous voyez confirme ce qui vient d’être dit : d’une part, en France, les retraités pauvres sont, en proportion, beaucoup moins nombreux que l’ensemble de la population, par rapport à ce critère de pauvreté monétaire où le seuil est de 1 102 € par mois. Vous l’avez vu aussi sous forme cartographique, les personnes retraitées pauvres en France sont beaucoup moins nombreuses, proportionnellement, que celle dans les autres pays européens, puisqu’en 2019, les chiffres sont légèrement différents, car les données ne sont pas exactement comparables, mais les ordres de grandeur sont significatifs : en 2019, 8,8 % des retraités étaient pauvres en France vis-à-vis de 16 % en moyenne dans l’Union européenne.

Autrement dit, parce que nous avons un système de retraite par répartition, parce que nous avons un minimum vieillesse, parce que nous avons des aides qui ont été présentées tout à l’heure, on a presque deux fois moins de retraités pauvres en France qu’en moyenne européenne. Je trouve que c’est un résultat extrêmement satisfaisant. On ne peut que s’en féliciter.

Cela dit, il y a quelques éléments qui peuvent inquiéter. Le premier, qui était présent dans le graphique, mais sur lequel j’insiste, c’est qu’entre 2017 et 2019, le nombre de retraités pauvres s’est massivement accru. Certes, cela fait 1,8 point, mais c’est une hausse de 25 % et 306 000 personnes de plus qui sont en situation de pauvreté. Une croissance beaucoup plus forte, donc, de la pauvreté pour les retraités entre 2017 et 2019 que pour l’ensemble de la population : 306 000 retraités pauvres de plus.

Ce chiffre reste relativement satisfaisant, mais on peut craindre que cet écart ou cette accélération de l’augmentation du nombre de retraités pauvres se poursuive dans les années à venir. Cela a été montré dans les chiffres à long terme parce que l’indexation des pensions ou des retraites et des minima ne se fait pas sur le pouvoir d’achat moyen alors que je rappelle que le taux de pauvreté se calcule sur la médiane des revenus de l’ensemble de la population. C’est donc un facteur d’inquiétude sur l’évolution.

Puis, je reviendrai sur le sujet du non-recours, de façon générale. Rappelons quand même un peu ce qu’était la stratégie de lutte contre la pauvreté qui a été mise en place par le Gouvernement de 2017 à 2022. C’est une stratégie qui était fondée sur le fait qu’il fallait sortir de la pauvreté par l’éducation et l’accès à l’emploi. Toute la mécanique de cette stratégie était qu’il fallait pousser les personnes à accéder à l’emploi. Ceci conduit particulièrement à prendre une mesure qui est de ne pas accorder le RSA aux moins de 25 ans pour éviter de « désinciter » à l’emploi.

Il est clair que l’éducation et l’accès à l’emploi ne sont pas des portes ouvertes aux retraités et que, par ailleurs, un autre facteur qui conduisait à refuser le RSA aux 18-25 ans est le fait qu’il y a des compléments de ressources familiaux et que les retraités en bénéficient moins souvent que les 18-25 ans. Au fond, je pense, et c’est une affirmation un peu politique, que rien ne justifie de maintenir dans une situation de pauvreté des retraités et que l’on peut avoir pour ambition de réduire encore leur taux de pauvreté et en tout cas, d’éviter une croissance forte et rapide de ce taux.

À cet égard, cela me conduit à parler du dernier point que je voudrais évoquer, le sujet du non-recours. Dans le comité d’évaluation, nous avons été frappés de constater que de façon générale, on avait un taux de non-recours aux prestations destinées aux personnes pauvres de l’ordre du tiers, ce qui est un pourcentage extraordinairement élevé à mes yeux. C’est, à nos yeux aussi, un axe majeur d’action que de réduire ce taux de non-recours. En fait, pour le minimum vieillesse, le taux de recours est encore beaucoup plus élevé, à la fois du fait des mêmes raisons que pour tout le monde, la complexité, la difficulté d’accès, les barrières numériques et toutes ces choses et à la fois à cause du recours sur succession.

On peut être pour ou contre les droits de succession. Moi, je suis très pour les droits de succession, mais il faut reconnaître que léguer à ses enfants est quelque chose qui a une importance majeure pour les personnes âgées. Ce système du recours sur succession a sans doute un effet extraordinairement dissuasif pour des retraités qui ont des petits revenus, mais qui considèrent que c’est la légitimation de leur vie que de céder quelque chose à leurs enfants. Je plaide donc pour que l’on fasse tout pour que ce taux de non-recours au minimum vieillesse diminue de façon drastique et, si possible, soit éliminé. Voilà les deux remarques que je voulais faire dans le cadre de cette présentation. Merci.

**M. BRAS**.- Merci à vous.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Monsieur TURQUOIS, vous avez la parole.

**M. TURQUOIS.-** Mesdames et Messieurs, bonjour. Monsieur le Président, merci de cette invitation. Je ne suis pas un habitué des colloques en tant qu’intervenant. Je m’excuse un peu de mon amateurisme en l’occurrence. Peut-être vais-je expliquer pourquoi je suis là aujourd’hui : fin 2019 et surtout en 2020, j’étais l’un des rapporteurs sur le projet de système universel de retraites, en tant que député. De fait, j’étais le seul rapporteur, puisqu’il y a eu le 49.3 et la pandémie de Covid. J’étais sur ce sujet des retraites à ce moment-là.

Puis, dans le temps où cela a été discuté à l’hémicycle, il y avait une forte interpellation des oppositions sur le fait qu’on parlait beaucoup du système de retraite futur et que cela ne s’appliquait pas aux retraités actuels, notamment les plus pauvres d’entre eux. Édouard Philippe alors m’avait confié, ainsi qu’à un autre député des Landes, Lionel CAUSSE, de faire un rapport sur les petites retraites. D’où mon intervention aujourd’hui.

Pour la constitution de ce rapport, j’avais sollicité notamment le COR. Je constate qu’il n’y avait pas un effort contributif du COR gratuit, puisqu’on me demande d’intervenir maintenant ! M. BRAS a la mémoire longue. J’en profite pour remercier à cette occasion la DREES, puisque nous nous étions beaucoup appuyés sur des chiffres de la DREES et de son rapport annuel très enrichissant, ainsi que sur ceux de la DSS et de la CNAV. Nous avons fait une approche uniquement sur les montants des pensions, ce n’était pas sur l’ensemble des revenus des ménages de retraités. C’étaient les montants des pensions de façon individuelle, pas une approche par ménage. Il faut la regarder en fonction de ces éléments.

J’ai repris quelques éléments de mon rapport qui avait été rendu voici maintenant un an et demi. Nous nous étions basés sur les chiffres de 2019. Nous avons fait une approche explicative. Pour resituer, nous étions partis sur un chiffre plus symbolique, celui des pensions de retraite inférieures à 1 000 €. Parmi celles-ci, on parle beaucoup en pourcentage, mais en nombre de personnes, en 2019, c’était 5,7 millions de personnes. C’était quand même assez important. Sur ces 5,7 millions de personnes, 3,9 millions avaient des carrières incomplètes, à savoir les personnes qui avaient au moins dix ans de leur carrière sans cotisations retraite. Dit autrement, 68 % des personnes qui ont des carrières incomplètes ont des retraites inférieures à 1 000 €. C’est un élément explicatif important.

Des catégories ont été définies. C’est l’explication principale : la première catégorie, ce sont les assurés avec une activité principalement liée à l’étranger parce qu’ils sont venus de l’étranger, qu’ils ont fini leur carrière en France, parce que certains ont été des saisonniers étrangers, un quart de leur carrière a été fait à l’étranger. Cela représente 17 % de la catégorie. La colonne précédente vous montre que 93 % de ces personnes ont une retraite inférieure à 1 000 €.

Deuxième catégorie, que nous allons mettre à part du fait de sa particularité : peut-être l’élément le plus important dans cette catégorie, c’est la longue inactivité pour garde d’enfant, qui est tout de même un élément structurel de notre société. Ce sont 28,7 % de l’ensemble des retraites inférieures à 1 000 €. Dit à l’envers, ce sont quand même 1 900 000 personnes qui ont été prestataires en 2019. Ce sont 87 % des personnes ayant une longue inactivité pour garde d’enfants qui ont une retraite inférieure à 1 000 €.

Les autres, c’est beaucoup plus résiduel. La longue activité en chômage non indemnisé représente 3 % des retraités avec moins de 1 000 €. L’inaptitude représente 4 % et la longue inactivité pour maladie représente 0,2 %. C’est du résiduel.

Ce qui est appelé MDA, c’est la majoration pour durée d’activité. Quand vous avez des enfants dans le régime général, on va parler essentiellement du régime général, la mère a quatre trimestres validés, pas cotisés, mais validés, au titre de la maternité, plus éventuellement quatre autres trimestres pour l’éducation qui peuvent se partager entre la mère et le père, mais qui, le plus souvent, sont affectés à la mère. Les longues majorations pour durée d’activité sont celles qui ont plus de vingt trimestres validés. Cela fait deux maternités et demie, deux fois huit plus quatre. Cela représente encore 4 % des retraités avec moins de 1 000 € de retraite. Il y a aussi ce que l’on appelle les décoteurs, nous y reviendrons, et les carrières tardives. Cela, c’est pour les carrières incomplètes. Nous verrons après la cinétique du sujet.

Pour les carrières complètes, vous regardez les deux dernières colonnes, soit le pourcentage de la catégorie qui a une retraite inférieure à 1 000 €, soit le pourcentage de cette catégorie dans l’ensemble des carrières inférieures à 1 000 €. La principale ligne, c’est le temps partiel prolongé. Cela va faire écho à ce que l’on avait dans les carrières incomplètes, qui était la garde d’enfants. Ce sont 14 % de temps partiels prolongés dans le total des carrières inférieures à 1 000 €. Dit autrement, 60 % des personnes qui ont eu un temps partiel prolongé ont une carrière inférieure à 1 000 €.

Il y a d’autres catégories qui sont les périodes de chômage longues, l’AVPF, l’allocation vieillesse des parents au foyer, qui est un autre dispositif, l’allocation de garde d’enfants.

En haut, vous avez l’ensemble des catégories salariées et en bas, les catégories non salariées. Au sein de ces dernières, vous avez les NSA, les non-salariés agricoles. Peut-être que la précision que j’aurais dû apporter, puisque M. BRAS l’a souligné plusieurs fois pendant les présentations progressives, c’est qu’à la base, je suis agriculteur. Un vrai enseignement de mon étude, c’est que j’ai bien fait d’être député plutôt qu’agriculteur en termes de pension agricole, si l’on a bien écouté, mais je remets quand même les choses à leur place, j’ai gardé mon statut d’agriculteur, je le suis toujours. Je suis agriculteur et député pour le moment. Pour les non-salariés agricoles, il y a écrit que 63 % ont une pension inférieure à 1 000 € mensuels, ce qui représente au total 4,5 % de l’ensemble des personnes qui bénéficient des retraites inférieures à 1 000 €. On peut voir que parmi les commerçants et les artisans, la proportion est aussi importante.

Il y a quand même une explication très genrée. Les femmes constituent trois-quarts des retraites inférieures à 1 000 €. Dit autrement, 52 % des femmes retraitées ont une pension inférieure à 1 000 € là où seulement 20 % des hommes sont dans ce cas, ce qui se rapproche beaucoup de la notion de carrière complète et incomplète. Incomplète, c’était la garde des enfants, complète, ce sont les temps partiels. Nous verrons que nous sommes passés d’un système à l’autre. Il y a une forme de biais dans cette proportion de femmes qui ont une pension inférieure à 1 000 €, c’est qu’elles vivent plus longtemps. La proportion des retraites liquidées inférieures à 1 000 € est plus importante. Comme ce sont essentiellement des femmes, leur proportion apparaît plus importante.

Les autres effets explicatifs, au-delà du genre, on l’a vu tout à l’heure, sont la question des personnes qui ont une part de leur carrière importante à l’étranger, le chômage, l’inaptitude, mais dans des proportions bien moindres en termes explicatifs, ainsi que la partie des indépendants.

Je trouve ce tableau intéressant. Là, vous voyez 2019 suivant l’année de liquidation. En 2019, les retraités toujours en vie qui ont liquidé avant 1990 (leur retraite était à 60 ans) sont des personnes qui ont 90 ans et plus. Fin 2019, il y avait encore 419 000 allocataires ayant liquidé avant 1990, 228 000 avaient une retraite inférieure à 1 000 €, soit 54 %. Pour ceux ayant liquidé entre 1990 et 1999, il n’y en avait plus que 48 % qui avaient une carrière inférieure à 1 000 €. Les derniers ayant liquidé, ce qui alimente l’effet noria situé parce que les carrières sont plus longues, que les revenus de carrière sont plus importants, ne sont plus que 31 % ; c’est un tiers, c’est beaucoup, mais il y a quand même eu une forte diminution de la part des retraités ayant une retraite inférieure à 1 000 € depuis trente ans. Il y a un effet des politiques publiques, un effet de l’engagement des femmes dans le milieu professionnel, de la réalisation de carrières de plus en plus longues et de plus en plus complètes, il y a un effet tendanciel fort.

C’était l’effet d’âge. Je vais vous commenter les chiffres. Juste avant le tableau, c’était par années de liquidation, par périodes de liquidation. Là, c’est le même tableau des carrières partielles par années de liquidation, où l’on voit que la principale catégorie par périodes de liquidation, c’était la longue inactivité pour garde d’enfants, là où, parmi ceux qui avaient liquidé avant 1990, c’était 42 %. Nous ne sommes plus qu’à 20 % dans les liquidations entre 2010 et 2019. Ce sont à 95 % ou 99 % des femmes, de moins en moins de personnes sont concernées par la longue inactivité pour garde d’enfants parce qu’aujourd’hui, les personnes vont travailler.

Si on le met tout de suite en vis-à-vis de ce qu’il se passe dans les carrières complètes, là où il y avait très peu de temps partiels prolongés, c’est le premier chiffre en haut à droite, 5,6 % pour les liquidations avant 1990, il y avait peu de temps partiels. Aujourd’hui, on est à 20 % des petites retraites liquidées ces dernières années qui sont liées à un temps partiel prolongé. Là où les femmes - c’est presque bateau, ce que je dis, mais c’est une traduction de l’évolution de la société - s’arrêtaient totalement de travailler pour l’éducation des enfants, c’est remplacé presque au pourcentage près par un travail à temps partiel pour concilier vie professionnelle et éducation des enfants. Je ne vais pas trop commenter les autres chiffres.

Les deux derniers tableaux, c’est ce que vous rapportent les trimestres cotisés ou les trimestres validés. Je ne sais pas si tout le monde l’a à l’esprit. Chaque trimestre travaillé donne lieu à des cotisations et donne droit à un trimestre cotisé, mais vous avez des dispositifs de solidarité qui valident des trimestres sans que pour autant, il y ait une cotisation de l’individu en face. C’est, par exemple, la majoration de durée d’activité que j’ai évoquée tout à l’heure.

Là, ce sont les carrières incomplètes. Dans la première colonne, vous avez la pension mensuelle en euros courants en janvier 2020. Par exemple : arrivée tardive sur le territoire national, une pension moyenne de 388 €. La pension moyenne par trimestre validé, c’est 5 € en moyenne par trimestre pour la première catégorie et la pension moyenne par trimestre cotisé. Vous voyez des chiffres différents. Dit autrement, par trimestre validé, c’est assez homogène, quelle que soit la catégorie, soit l’arrivée tardive, soit la longue inactivité pour garde d’enfants. On est autour de 5 € par trimestre validé. Par trimestre cotisé, si on le ramène aux seuls trimestres cotisés, on voit des écarts assez importants. Vous pouvez mesurer les dispositifs de solidarité, ce qu’ils ont apporté. Si vous n’aviez que les trimestres validés, vous aviez en moyenne 5. Si vous le ramenez au trimestre cotisé, cela veut dire que certains ont peu cotisé. Pour autant, ils ont des retraites assez élevées parce qu’il y a eu un dispositif de solidarité. Par exemple, avec un début de carrière tardif, on passe à 20 € par trimestre cotisé. Quand vous commencez tard, mais si vous continuez tard, vous annulez la décote – il faut avoir bien à l’esprit ces problèmes de décote - vous passez à 20 € par trimestre cotisé. D’autres dispositifs sont moins impactés. C’était pour les carrières incomplètes.

Pour les carrières complètes, entre temps partiel prolongé, la pension moyenne par trimestre validé et la pension moyenne par trimestre validé, il n’y a pas beaucoup d’écart. Globalement, les dispositifs tels qu’ils sont ne corrigent pas beaucoup cette question du temps partiel prolongé alors qu’avec des dispositifs comme le MDA ou AVPF pour accompagner la question de la maternité, la question de l’enfance, on passe de 5 à 15 ou de 5 à 25, soit un effet contributif de solidarité important.

En revanche, on peut regarder les non-salariés, particulièrement la dernière ligne en bas, celles des non-salariés agricoles : 5 € par trimestre validé, 5 € par trimestre cotisé. Là, c’est une base totalement différente. Autant, les autres, c’est un manque de trimestres cotisés qui peut être compensé par des dispositifs de solidarité. Autant, les non-salariés agricoles, mais c’est vrai pour les artisans ou les commerçants, ont cotisé toute leur carrière, mais là, ce n’est pas la durée qui est en question, c’est la base de cotisation, l’assiette sur laquelle cela s’appuie. Quand vous avez de faibles revenus, multipliés éventuellement par un taux de cotisation un peu plus faible que la moyenne, cela donne de faibles droits. Vous avez donc cet écart majeur. C’est la même chose pour les conjoints collaborateurs. Ils sont sur une base de cotisation faible, qu’ils soient agricoles ou commerçants ou indépendants, donc ils acquièrent de faibles droits.

Nous avons beaucoup parlé des retraites et de l’agriculture. Dans les conclusions que l’on avait dans ce rapport, évidemment, la question du genre est majeure. C’est l’élément explicatif important. Le deuxième élément est sur la base des cotisations : plus vous avez cotisé sur des revenus élevés, cela explique le résultat, mais il y a quand même un certain nombre d’éléments qui sont liés à la complexité du système. Plus le système est complexe, moins le retraité ou le futur pensionné va le comprendre et parfois, il va faire des choix contre productifs.

Je vous ai illustré la complexité du régime de retraite agricole. C’est le summum en termes de complexité. En bleu clair en bas, c’est un régime AVI, (assurance vieillesse individuelle), un régime forfaitaire qui dépend juste du nombre d’année, qui peut vous accorder 300 € ou 400 € de retraite agricole. En bleu, c’est un régime de retraite proportionnelle. Je vais vous le décrire en quelques mots. Le régime de retraite proportionnelle est tout sauf proportionnel, c’est-à-dire que si vous avez 0 € de revenus, entre 0 et ce que l’on appelle l’équivalent de 400 SMIC, soit 5 000 € de revenus annuels, vous avez 23 points. Ne me demandez pas pourquoi 23, c’est 23 points. Entre 5 000 € et 8 000 € de revenus annuels, vous passez de 23 à 30 points, de façon proportionnelle sur ce segment. De 8 000 € à 16 000 € de revenus annuels, soit 1 200 € ou 1 300 € de revenus par mois, vous restez à 30 points. L’effort contributif est double, puisque 18 % de 16 000, cela fait le double de 18 % de 8 000, mais vous n’acquérez pas de droits supplémentaires. De 16 000 € jusqu’à l’équivalent d’un plafond de la Sécurité sociale, on passe jusqu’à 113 points. Là encore, pourquoi les 13 points ? Je n’ai pas tout compris, mais on acquiert 113 points.

Avec ce système, et au-delà d’un plafond de Sécurité sociale, vous n’acquérez pas de droits supplémentaires. Ce système, le monde agricole a beaucoup de mal à en comprendre les subtilités et fait parfois fait des choix contreproductifs ; ils voient d’abord les cotisations qu’ils vont payer, ils font donc parfois des choix de gestion qui peuvent être un non-sens en termes de constitution de droits à long terme, mais voilà le résultat.

Au-delà de ce système AVI, vous avez le système de prestation de maladie de référence, le système de PMR qui donne des droits complémentaires. C’est l’équivalent du MICO. Ont été ajoutés deux niveaux supplémentaires pour compléter des droits ; il a été évoqué la loi Chassaigne pour essayer de se rapprocher des 85 % du SMIC. C’est extrêmement complexe, à tel point que cela amène des non-recours d’un certain nombre d’agriculteurs.

J’en viens à l’exemple cité de la loi Chassaigne qui, normalement, devait permettre d’atteindre 85 % du SMIC. Sauf que, et cela a été très bien présenté dans les dispositifs de solidarité, avec le MICO et le PMR, pension majorée de référence, (ce qui n’est pas vrai pour le MIGA), il y a un principe de subsidiarité. C’est toute retraite liquidée par ailleurs. Il y a un plafond à ne pas dépasser. En permanence, moi-même ou mes collaborateurs, nous avons été plus sollicités par les personnes qui pensaient pouvoir bénéficier du système et qui n’en bénéficient pas parce que ce plafond a parfois été dépassé de quelques euros ou, parfois, ne peuvent pas en bénéficier parce qu’elles n’ont pas liquidé toute leur retraite.

Je m’explique. Je vais prendre un exemple auquel j’ai été confronté, d’un monsieur qui avait plus de 80 ans, qui n’en bénéficiait pas parce qu’on lui avait retrouvé dans son début de carrière quelques trimestres cotisés au titre du régime général pour lesquels il devait faire sa demande de liquidation et, à plus de 80 ans pour un homme seul, il devait fournir des éléments administratifs compliqués pour lui, il a préféré y renoncer. Le montant de la retraite complémentaire qu’il aurait eu au titre de ces quelques trimestres de la Sécurité sociale a été estimés à 3 € ou 4 € par mois, c’était extrêmement faible. Pour autant, cela bloquait l’application du système de solidarité.

C’est vraiment un élément important que la complexité du système. L’agriculture concerne peu de monde, mais la présentation, je la trouve suffisamment éloquente pour en montrer la complexité. Quand vous le conjuguez à l’interpénétration de différents systèmes, cela devient très compliqué. Sachez par exemple que la règle des 25 meilleures années applicable au régime général, quand vous avez travaillé dans différents régimes, se calcule au prorata de vos différents régimes. Si vous pensez avoir eu vos 25 meilleures années dans les 25 dernières, mais qu’en début de carrière, vous avez travaillé dans un autre régime, par exemple salarié agricole ou indépendant, vous allez calculer vos 25 ans au prorata de vos différents régimes. Vous n’aurez peut-être finalement que 18 ans de vos dernières années, puis les autres 7 ans seront peut-être pris ailleurs. Voilà quelques éléments que je voulais vous apporter.

Peut-être quelques propositions que nous avions faites : il y a vraiment un effet très fort de la carrière incomplète sur les petites retraites. Il est prévu dans la loi une obligation d’information des régimes de retraite autour de 45 ans sur ce que sera votre retraite future. La plupart de ces informations passe à l’as chez nombre de nos concitoyens. Ils la regardent et n’y font pas attention. Nous avions estimé que l’on pourrait cibler, pour limiter l’effort des caisses de retraite, ce travail à ceux qui, à 45 ans, ont déjà un trou de dix ans dans leur carrière. Cela peut très facilement être identifié. Même s’il y a un effet gouvernail de bateau très long à réorienter, à 45 ans, s’il y a une prise de conscience, vous pouvez encore de façon substantielle influer sur le montant de votre retraite. Si vous en prenez conscience à 58 ou 60 ans, c’est trop tard, « la messe est dite ». Il y a un effort d’information à cibler sur cette catégorie.

Il y a aussi la question des liquidations automatiques des retraites subsidiaires, secondaires à partir d’un certain âge. La retraite, c’est une démarche quérable. Il faut la demander. Autant, il paraît logique de la demander pour votre carrière principale, autant on constate, ce qui est de moins en moins vrai avec le GIP retraite, que pour les personnes qui ont 70 ans et plus, on a une multitude de petites pensions qui ne sont pas demandées. Les caisses de retraite les identifient bien. Pour l’instant, il faut que ce soit une démarche volontaire. C’est comme l’exemple de l’agriculteur que j’ai cité tout à l’heure. S’il vous manque 8 € par mois, fois 12, c’est 100 euros, à quelque chose près, fois 20 ans, c’est 2 000 €. Ne pourrait-il pas y avoir des démarches d’automaticité à partir de 70 ans, en tout cas, à partir d’un certain âge après la retraite principale ? Il faudrait le voir.

Il y a aussi la question des faibles efforts contributifs pendant la carrière qui donnent de faibles droits. C’est la question des conjoints collaborateurs, c’est celle des autoentrepreneurs. Plus on permet le maintien de ces périodes où il y a de faibles efforts contributifs, plus on s’assure qu’ils auront une toute petite retraite. Il y a eu une évolution de la loi très récemment sur les conjoints d’agriculteurs. Ce statut sera limité à cinq ans. Cela a été une réelle avancée au début des années 1990 quand il a été créé, car cela a permis de donner des droits aux femmes d’agriculteurs, qui n’en avaient pas jusque-là, des reconnaissances, mais aujourd’hui, ce système est beaucoup moins constaté. On permet à une femme d’agriculteur de s’installer à un moment donné, qu’elle prenne le statut de chef d’exploitation, d’ailleurs, en termes d’équité hommes/femmes, je pense que cela aurait du sens. C’est aussi du sens vis-à-vis de la retraite, car si l’on a un effort contributif faible, le résultat sera connu d’avance.

Enfin, il y avait la question de la revalorisation des minima, cela se rapproche des discussions qu’il va y avoir au niveau national. Nous avions chiffré à l’époque (il y a un an et demi, mais il y a eu cette période d’inflation) quels seraient l’effort pour la nation de passer à 85 % du SMIC *via* les dispositifs de type MICO (essentiellement MICO, puisqu’il y a assez peu de personnes concernées par le MIGA) ou PMR. Si on le passait à 85 % du SMIC, nous avions fait un échelonnement en passant à 83 %, 84 %, puis 85 % d’ici 2025 (nous nous en rapprochons), si l’on était uniquement sur le flux, on était de l’ordre de quelques dizaines de millions d’euros supplémentaires, entre 40 M€ et 50 M€ supplémentaires par an. Au regard des montants dont les médias nous font état régulièrement, en termes de politique publique, c’était un effort contributif relativement modéré, mais qui allait monter en charge, car c’est de l’ordre de 40 000 à 50 000 personnes chaque année qui en bénéficieraient.

Il y a un effet cumulatif et à l’horizon de 2040 ou 2050, on était en valeur euro 2021 de l’ordre de 2 Md€ à 3 Md€. En revanche, si on voulait l’appliquer au stock, remonter à 85 % du SMIC, ce qui signifie le recalcul d’un certain nombre de pensions très nombreuses, on était plutôt à 2,5 Md€ d’emblée et là, il y avait un effet dégressif fort parce que les générations les plus anciennes sont les plus nombreuses à bénéficier des retraites inférieures à 1 000 € et ce sont celles qui vont s’éteindre le plus vite. Pour situer les ordres de grandeur, de l’ordre de quelques dizaines de millions d’euros si on l’appliquait au flux, en valeur 2021, et de l’ordre de 2 Md€ à 3 Md€ si on l’appliquait au stock très rapidement. Peut-être pourrons-nous y revenir dans les échanges avec la salle tout à l’heure.

Je vous remercie de votre attention.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci beaucoup, Monsieur le député. Je passe la parole à M. Nicolas DUVOUX.

**M. DUVOUX**.- Merci beaucoup pour votre invitation. Je voudrais d’abord, à la fin de cette matinée, saluer le travail remarquable de présentation des données qui a été fait, que ce soit par le Conseil d’orientation des retraites, la DREES, l’INSEE avec des repères présentés aussi par France Stratégie. Je voudrais, après cet ensemble d’informations, de données, faire un pas de côté par rapport à des informations chiffrées, précises et vous proposer simplement trois remarques générales.

La première porte sur les ordres de grandeur de la pauvreté des retraités qui ont été présentés à différents moments et souligne un certain nombre d’enjeux sur la très bonne performance de la France en matière de réduction de la pauvreté des retraités. La deuxième remarque sera d’évoquer, malgré ces résultats très satisfaisants, des points de fragilité actuels sur la situation des retraités. La troisième remarque sera plutôt d’essayer de se projeter dans l’avenir, sur les évolutions que vous avez évoquées et essayer de proposer quelques éléments de complément et d’interprétation.

Première remarque sur la très bonne performance de la société française, du système de protection sociale français dans la prévention de la pauvreté des retraités. D’abord, je voudrais souligner que c’est une évolution générale que l’on voit dans l’ensemble des pays développés, depuis plusieurs décennies, vous l’avez rappelé. C’est une évolution qui est particulièrement forte et accentuée en France par rapport à d’autres pays. Vous l’avez évoqué, Monsieur SCHWEITZER, la pauvreté des retraités est deux fois inférieure en France à la situation européenne. L’OCDE nous dit que seuls le Danemark, l’Islande et les Pays-Bas font mieux que nous sur l’indicateur du taux de pauvreté. En matière de niveau de vie relatif, seul le Luxembourg fait mieux.

Nous avons quand même une performance remarquable, liée à la montée en puissance des systèmes de retraite dans la deuxième moitié du XXe siècle. Il ne faut absolument jamais le négliger. C’est l’une des grandes réussites de l’État social que d’avoir réussi à endiguer la pauvreté des personnes âgées qui était la caractéristique fondamentale de la pauvreté au sortir de la Seconde guerre mondiale.

Simplement, il faut mettre en perspective cette réussite avec les résultats relatifs de la France en matière de pauvreté pour d’autres catégories de la population. Ce différentiel, qui est presque de moitié (8,5 % contre 16 %) est beaucoup moins accentué dès lors que l’on va regarder la situation de la pauvreté des jeunes adultes et des enfants par rapport aux autres pays de l’Union européenne. La France se situe dans la moyenne ou dans la moyenne basse, légèrement inférieure à la moyenne, mais on ne constate pas du tout cet écart par rapport aux autres pays. Nous faisons beaucoup mieux pour la lutte contre la pauvreté des retraités qu’on ne le fait pour la lutte contre la pauvreté des jeunes et des enfants. Ce n’est pas pour relativiser cette réussite, mais c’est simplement pour dire qu’elle correspond à des choix qui se traduisent de manière très nette.

Vous avez évoqué cette sous-indexation des pensions qui avait été décidée voici quelques années, elle a été corrigée, cela apparaissait dans les données qui ont été présentées. Il y a eu des sous-indexations de prestations qui s’adressent à des ménages d’âge actif, très modestes, les aides aux logements qui n’ont pas fait l’objet des mêmes corrections ou pas à la même échelle et pas à la même vitesse.C’estquand même un point important de souligner que l’on paye, en quelque sorte, du côté de la pauvreté des jeunes et des enfants un certain nombre de choix de moindre revalorisation d’un certain nombre de prestations.

C’est donc un tableau très satisfaisant, mais il ne faut jamais oublier qu’il y a des envers qui peuvent aussi avoir des effets, vous l’avez évoqué, comme les femmes divorcées qui vont finir avec des pensions très basses. Ces femmes divorcées ont été, pour une partie d’entre elles, des familles monoparentales qui élèvent des enfants en situation de pauvreté avec un ensemble de problèmes de reproduction, d’hérédité de la pauvreté : 41 % des enfants de familles monoparentales vivent dans des ménages en situation de pauvreté aujourd’hui en France. Ce sont quand même des ordres de grandeur considérables, qui doivent nous alerter sur des effets de cycles de vie qui se termineront sans aucun doute dans les minima sociaux, l’ASPA, pour le dire simplement.

Deuxième remarque, ce très bon résultat général, cela a été évoqué à de nombreuses reprises sous de nombreuses facettes, je vais donc aller très vite, n’empêche pas un certain nombre de fragilités. Vous l’avez évoqué, Madame, sur la question des effets ressentis de l’inflation. Il est important d’avoir à l’esprit que la mesure du niveau de vie ne nous permet peut-être pas de saisir l’intégralité des déterminants des manifestations de la pauvreté. Cela a été évoqué par l’INSEE très bien en soulignant les mesures de la grande pauvreté par le croisement de l’indice de privations matérielles et sociales et de la pauvreté monétaire relative. Néanmoins, on a d’autres moyens,notamment en essayant de boucler avecles dépenses, avecla consommation, de voir qu’il y a des postes de dépenses contraintes, de dépenses dites pré-engagées qui vont peser en matière d’énergie, d’alimentation et qui vont fragiliser les ménages retraités les plus pauvres.

Je pense que l’on a aussi intérêt à mobiliser tous les indicateurs dont on dispose et la mesure des dépenses pré-engagées nous livrerait sans doute des taux de pauvreté plus importants chez les retraités que le niveau de vie qui est en général utilisé. évidemment, en période d’inflation, et d’inflation qui pèse sur des dépenses beaucoup plus importantes chez les ménages modestes, en particulier l’énergie et l’alimentation, ce sont des informations critiques.

Deuxième point, je pense qu’il faut être aussi vigilant sur les effets d’interactions à l’intérieur de sous-populations. Cela a été évoqué, femmes, femmes exploitantes agricoles, on a des effets d’interactions qui peuvent conduire à des zones de fragilité extrêmement intenses. Évidemment, la question du genre est fondamentale, elle est liée au caractère contributif du système. Plus vous êtes présent sur le marché du travail, plus vous avez des pensions d’un niveau satisfaisant. C’est un choix historique, consolidé qui a quand même des effets d’amplification dans le système de protection sociale, des inégalités que l’on va trouver sur le marché du travail. C’est aussi quelque chose qui peut peut-être être réfléchi, repensé.

La question se pose de la même manière pour les indépendants, qui sont évidemment par construction à la lisière des régimes par répartition, des régimes qui permettent d’accumuler des droits à la retraite.

Je voudrais souligner aussi qu’il y a un intérêt très fort, cela a été évoqué, à réintégrer, ce qui est l’objet de votre troisième table ronde, le patrimoine et le stock de patrimoine dans la compréhension de la fragilité des retraités. Dans un travail que nous avions réalisé avec un collègue de la DREES, Adrien PERRUCHON\*, nous nous étions intéressés au sentiment de pauvreté, le fait de percevoir la dégradation de sa situation. Ce qui nous avait frappés, c’est de voir que chez les retraités locataires, dont le statut d’occupation du logement est atypique, puisqu’environ 80 % des retraités sont propriétaires de leur logement, chez ces 20 % de retraités locataires, le sentiment de pauvreté était extrêmement fort. Pour cerner les zones de fragilité, je pense que l’on a intérêt de raisonner avec des effets d’interactions entre le fait d’être retraité et locataire de son logement, ce n’est pas du tout quelque chose de négligeable.

Enfin, deux dernières remarques sur ces zones de fragilité de la situation actuelle. Je dirai qu’il faut raisonner - ce n’est pas une critique de tout ce qui a été présenté sur les niveaux de vie, qui sont les repères fondamentaux - sur la multidimensionnalité de la pauvreté et le fait qu’il peut y avoir des variations très importantes liées à l’environnement physique, l’environnement social, l’environnement institutionnel. Si vous avez un centre communal d’action sociale qui propose des choses, il y a des variations territoriales très fortes, si vous vivez dans un quartier où les ascenseurs fonctionnent, en termes de rupture de la participation à la vie sociale, cela crée des différences évidemment fondamentales. Ce sont vraiment des éléments qu’il faut avoir à l’esprit, la qualité de la vie est très fortement liée aux équipements sociaux, collectifs, relationnels. Il y a de très fortes disparités sur le territoire.

Dernier point, cela a été dit par M. MARINO, oui, on parle des retraités qui sont vivants. C’est par construction, mais quand on raisonne sur les questions de pauvreté, on sait qu’il y a une espérance de vie sans incapacité qui est moins grande que pour les autres catégories de la population. Pour le dire avec un langage statistique, qui ne rend pas compte de la dureté des conditions de vie, on a un effet d’attrition ; évidemment, les plus pauvres arrivent moins à ces âges avancés qui permettent de bénéficier de la retraite. C’est un point qui doit nous alerter évidemment, en amont même de la mesure des inégalités entre les retraités, les actifs ou l’ensemble de la population.

Troisième remarque sur l’évolution, je pense que l’ensemble des présentations qui ont été faites souligne une tendance très nette à la baisse de la pauvreté des retraités, avec une très légère remontée dans les années récentes. C’est un signal que l’on va observer, on le voit par le niveau de vie, on le voit sur l’ASPA. L’ASPA, c’était 11 % des retraités en 1990. Aujourd’hui, c’est 3,5 %. La courbe remonte depuis deux ou trois ans. C’est quand même un point de vigilance important, car nous sommes dans une situation où un progrès historique, demi-séculaire, est en phase d’être inversé.

évidemment, pour une société qui se vit non seulement par rapport à son niveau de vie actuel, mais aussi par rapport à des perspectives, à des anticipations, à une croyance dans le progrès associée à la construction de l’État social, pour le dire simplement, c’est quelque chose de très perturbant que le sens de cette courbe. Là-dessus, il y a eu beaucoup d’attention portée, notamment dans la première présentation, aux variables subjectives, à la question du bien-être. Vous avez suggéré plusieurs interprétations : comment analyse-t-on, comment interprète-t-on ce décalage entre la perception des Français sur le niveau de vie des retraités et la réalité de ce niveau de vie qui est quand même globalement, surtout si l’on réintègre les revenus du patrimoine et encore plus si l’on réintègre le stock de patrimoine, très satisfaisant ?

Là-dessus, il y a un effet d’inertie. On n’a pas complètement pris la mesure de ce progrès, pas complètement mesuré à quel point la tendance était beaucoup plus favorable pour les aînés que pour les plus jeunes ou les enfants. On a une difficulté, mon voisin y sera aussi sensible, puisqu’il a plaidé dans ce sens dans un précédent rapport. On a une difficulté à faire prendre conscience du niveau et de l’intensité de la pauvreté des jeunes dans notre pays. C’est un point qui est tout à fait convergent avec vos analyses.

On pourrait se déplacer un peu et se dire que c’est aussi une crainte pour l’avenir. Il y a la perception, l’anticipation de la population pour elle-même au moment où elle passera à la retraite, pour les retraités eux-mêmes pour leurs futures années et pour les retraités pour leurs propres enfants, une dégradation et une inversion des progrès qui ont été réalisés. Ces variables subjectives, je ne conteste pas du tout la manière dont elles ont été présentées. On peut les interpréter de manière aussi un peu plus projective en se disant que ce n’est pas simplement une inertie sur des représentations passées, c’est qu’aussi, les personnes anticipent une dégradation liée aux formes d’indexation ou aux réformes sur l’âge légal de départ à la retraite. Il y a une inquiétude qui fera l’objet de vos discussions, sur la viabilité ou la soutenabilité à terme de ce niveau de vie. Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci beaucoup. Après toutes ces données et ces prises de position, je vais vous donner la parole dans la salle, si vous avez des questions ; pour ceux qui assistent à ce colloque en distanciel, vous pourrez poser vos questions sur le fil et elles seront retransmises par les personnes qui suivent le fil dans la salle.

Avant de donner la parole à la salle, concernant les stratégies à venir, lutter contre la pauvreté des retraités est un objectif, mais il y a deux réflexes. Le premier, c’est de se tourner vers l’outil universel, le minimum vieillesse. Cela a été la réaction de Louis SCHWEITZER. Effectivement, c’est le filet de sécurité. Cela englobe toutes les situations, quelles que soient les différences de trajectoire. Il y a un autre réflexe, celui de se tourner vers les outils propres à la Sécurité sociale, qui sont les minima de pension, le MICO, le MIGA, M. TURQUOIS en a aussi beaucoup parlé. Je vois que dans les débats au COR, les partenaires sociaux sont plus sensibles aux mécanismes qui relèvent des dispositifs contributifs de la Sécurité sociale et qu’ils considèrent que le minimum vieillesse, l’aide sociale, d’une part, c’est moins bien que la Sécurité sociale parce que ce n’est pas contributif et que d’autre part, c’est l’affaire de l’état et non du système de retraites. Ona vu aussi que c’était complètement interagissant, que l’un ne pouvait pas s’apprécier sans l’autre.

D’autant plus que la grande faiblesse des mécanismes de MICO, c’est qu’ils sont proratisés et sous condition d’avoir une carrière complète. On l’a vu, par rapport à toutes les personnes qui sont en situation de très grande pauvreté, même s’il y a de multiples explications, l’une des explications majeures, qui est reliée à beaucoup d’autres, comme être une femme ou autres, c’est surtout d’avoir des carrières incomplètes et, donc, de n’avoir pas le plein bénéfice du MICO.

L’autre sujet qu’il y a en intersection (faut-il agir par le minimum vieillesse ou par le minimum contributif ?), c’est le flux ou le stock. Là, bien évidemment, les indications données par M. TURQUOIS sont éclairantes. Porter le minimum contributif pour le flux à un certain niveau (à l’époque, c’était autour de 1 100 €, maintenant, on dit que ce sera plus), c’est 40 M€ à 50 M€ par an. Cela ne règle pas le problème du stock par construction, mais progressivement, cela amène des choses. À terme, cela fait des montants importants. En revanche, en règle générale, toutes les réformes du MICO ont porté sur le flux. Bien évidemment, si l’on voulait transposer une réforme du MICO qui est, par construction, une réforme de flux, on peut bien évidemment la transposer en réforme de stock, mais là, c’est 2 Md€ à 3 Md€ d’un coup. Ce ne sont pas du tout les mêmes équations.

J’ai entendu le président de la République dire parfois que ce serait sur le stock. Je ne sais pas si c’est toujours d’actualité, puisque c’est une mesure qui est évoquée comme compensation du report de l’âge. En gros, le report de l’âge, deux ans, c’est 10 Md€. Si vous avez une mesure de compensation qui coûte 3 Md€, étant donné qu’il y a des effets reports sur le report de l’âge et sur d’autres prestations, on a une équation difficile. Plutôt une position, une stratégie, qui est : faut-il privilégier le minimum vieillesse avec ses limites, même si, comme le suggérait Louis SCHWEITZER, le minimum vieillesse n’était pas soumis dans les mêmes conditions à la récupération sur succession, il perdrait peut-être son caractère stigmatisant ? En tout cas, on lèverait un obstacle au non-recours, même si ce n’est pas la seule raison du non-recours. Peut-être que vous pourriez réagir à ces questions de stratégie, Messieurs TURQUOIS et SCHWEITZER ?

**M. SCHWEITZER**.- En un mot, je ne souhaite pas du tout privilégier le minimum vieillesse par rapport au système contributif, je dis simplement que dès lors que l’on a un filet de sécurité en bas, il ne faudrait pas que la moitié des personnes qui devraient en bénéficier n’en bénéficient pas, c’estma seule position. Pour le reste, avoir un système par répartition qui évite qu’un retraité soit dans une situation de pauvreté me paraît l’objectif premier.

Mon autre remarque qui me paraît importante, c’est que pour les personnes en âge de travailler, il y a clairement dans la politique de lutte contre la pauvreté l’idée que si le revenu de substitution est trop élevé, les personnes seront « désincitées » à travailler. Il y a, si je puis dire, une politique qui tient à maintenir un écart significatif entre un revenu d’activité et un revenu social. Cette question ne se pose pas dans les mêmes termes pour les retraités. C’était ma seconde remarque.

**M. TURQUOIS.-** Peut-être quelques éléments de compréhension sur l’ASPA, ce que l’on appelle le minimum vieillesse, car je pense qu’il y a un certain nombre de blocages liés à la représentation psychologique de l’ASPA plus qu’à la réalité.

Pour situer le sujet, l’ASPA, c’est que l’on porte le montant à 900 € pour une personne seule, un peu plus maintenant ; quand on dit récupération sur succession, j’ai entendu M. SCHWEITZER évoquer le fait que l’on pourrait évoquer ce sujet, elle se fait au-delà d’un montant de patrimoine de 39 000 €. Quand vous sollicitez l’ASPA, c’est un différentiel, un complémentaire. Parfois, vous bénéficiez de 100 € ou de 150 € de complément ; 150 € fois 12, cela doit faire près de 2 000 € à l’année, fois 20 ans, cela fait 40 000 €. Finalement, il n’y a presque rien de récupérables sur succession.

Deuxième élément, on a beaucoup parlé des agriculteurs. Dans le monde agricole, l’ASPA va reprendre sur la ferme. Cela n’existe plus, cela a été retiré, le patrimoine professionnel a été retiré de la partie récupérable, y compris la maison d’habitation si elle est située sur la ferme. Il y a déjà un élément psychologique très fort sur l’ASPA. En revanche, on peut quand même se questionner sur ce montant de 39 000 €. C’est la conversion à la virgule près des 250 000 F de 1983. Cela n’a pas été revalorisé depuis. 250 000 F en 1983, c’étaient des montants de succession assez importants. 39 000 € aujourd’hui, cela reste relativement limité. Il y a peut-être une réflexion à apporter là-dessus.

Je rejoins ce qu’évoque M. SCHWEITZER. Il y a le côté faible différence entre quelqu’un qui aura travaillé toute sa vie, cotisé toute sa vie et qui bénéficie du MICO et quelqu’un qui aura eu une vie moins concernée par le travail, sans juger des raisons pour lesquelles la carrière n’est pas complète, mais qui va bénéficier de l’ASPA. Je crois qu’en termes de signal que l’on doit donner à la société, il y a une réflexion autour de cela. Il me semble que la partie sur le minimum contributif est politiquement plus pertinente que celle sur l’ASPA.

Un dernier point que je soulève est le minimum contributif. On a beaucoup parlé de pensions de droit direct, mais la question des pensions de réversion est très importante, elle est même significativement importante dans le revenu de certains retraités. Le MICO est le fruit qui relève du contributif, mais dans la réversion, il n’est pas intégré. Si un couple, en dialogue, a décidé que monsieur travaille (cela a été de vrais parcours de vie) et que madame s’occupe des enfants, si ce monsieur vient à décéder, elle bénéficiera de sa réversion. Si monsieur a travaillé au SMIC, il va bénéficier du MICO. En cas de réversion, madame ne bénéficiera pas du MICO. Il y a là un élément de justice qui me semble à travailler parce que pour moi, le MICO est quelque part dans cette logique contributive, que ce n’est pas l’ASPA.

**M. DUVOUX.-** Deux remarques pour dire que concernant l’ASPA, évidemment, il y a les aides au logement qui peuvent aller. Si l’objectif est d’éradiquer la pauvreté des personnes âgées, on est par construction en deçà de l’objectif, de la même manière qu’avec les minima sociaux pour les individus d’âge actif, on se situeen dessous du seuil de pauvreté. C’est toujours la question de l’objectif : est-ce d’amener tout le monde au seuil de pauvreté ? Est-ce de limiter l’intensité de la pauvreté, c’est-à-dire l’écart entre le seuil de pauvreté et la moyenne des personnes qui vivent en dessous ? C’est la clarification sur l’objectif, une fois que l’on raisonne sur l’ASPA.

La deuxième chose, et les prises de parole sont intéressantes, c’est : quel sont l’objectif et la signification sociale que l’on donne à ces deux grands piliers du système de protection sociale, le pilier contributif et de solidarité, que l’on peut appeler aussi le pilier assistantiel ? Au fond, considère-t-on que ce pilier de solidarité est celui qui a vocation à universaliser le droit à un revenu décent à la retraite ou maintient-on l’écart, la priorité du système contributif ? Cela a été souligné à propos du cas des agriculteurs, il y a des effets d’interactions entre les deux systèmes. C’est souvent perdu de vue dans les débats sur les réformes des systèmes contributifs pour les individus d’âge actif, il y a des interactions très fortes, ce que l’on gagne d’un côté, évidemment, on le perd de l’autre.

**M. BRAS**.- Merci. Y a-t-il des questions dans la salle ou à distance ? Je pense que l’on va vous passer des micros.

**Une intervenante**.- Bonjour. Claire FLIPO. Je ne travaille pas du tout dans les entités qui ont contribué à tous ces rapports. Je suis juste poly-pensionnée de trois régimes : général, parapublic et public. Je remplis tous les critères pour lequel le rapport de la Cour de cassation du 21 octobre 2021 dit que le système, globalement, est injuste envers les bas salaires, les femmes parce qu’elles sont bas salaires, pour toutes les raisons que vous avez évoquées, et les carrières courtes hachées, multiples, etc. Je remplis tous ces critères. Je suis bas salaire parce que poly-pensionnée. Heureusement, je ne suis pas bas salaire, ce qui me permet d’être ici, car les bas salaires ne sont pas représentés ici. Les retraités sont très peu représentés. Il y aurait une mesure de justice à prendre qui est de faire en sorte que la CNAV mette beaucoup plus de personnel à la résolution des cas complexes.

Je vous écoute depuis 2 heures et, ni du côté de M. TURQUOIS, dont j’apprécie fortement le rapport, ni du côté des solutions présentées par le CNLE, nulle part vous n’évoquez les raisons originelles de la réforme de 2019, qui étaient : opérer une redistribution verticale, ce qui est demandé fortement par le CSR cette année, parce que le système est injuste de manière systémique.

Je voudrais vous le prouver et vous dire quelque chose que les économistes ne vous diront jamais : prenons le cas du régime général. Il est injuste envers les bas salaires et pas seulement les femmes pour raison de carrière courte. Il est injuste envers les bas salaires parce que le calcul des droits se fait par la multiplication de quatre prorata, toute pension est un pourcentage, toute proratisation est un pourcentage. Décote sur cote, c’est un pourcentage. Ensuite, 10 % de retraite supplémentaire pour les parents de trois enfants, c’est un quatrième pourcentage. La multiplication de quatre pourcentages, c’est une exponentielle, Messieurs et Mesdames les économistes. Personne ne le dit. On aboutit à un tableau dans le rapport du COR qui montre que les hommes perçoivent 5 Md€ de majoration, 10 % de trois enfants, alors que les femmes n’en perçoivent que trois. Cherchez l’argent. Il est dans la nécessité d’une redistribution verticale.

L’autre raison qui provoque cette injustice du régime général et des autres systèmes en trimestres année civile, c’est que le salaire de référence est d’autant plus bas que les personnes ont subi des périodes de non revenus dans l’année (chômage, maternité, et on ne choisit pas sa date de congé de maternité, on ne choisit pas sa date de licenciement économique). Le système vous accorde des trimestres qui n’en sont pas. Le trimestre n’est pas une question de temps dans le régime général. C’est une sorte de jeton retraite dont la valeur dépendra du futur de votre carrière.

Ensuite, on somme vos 25 meilleures années, toutes les années pour les poly-pensionnés. Puis, on divise cela par le nombre d’années civiles. Or, une année civile, c’est quatre jetons trimestres. Donc, on divise vos droits. C’est une exponentielle à la baisse du salaire de référence. Quand vous prenez un salaire annuel de référence stable, le salaire annuel moyen, qui est d’autant plus faible par son mode de calcul pour les carrières hachées, intermittentes, chômage, maternité, etc., et que vous multipliez cela par une exponentielle de quatre pourcentages, cela donne les injustices que vous avez relevées, Monsieur TURQUOIS ; merci pour votre rapport, il complète très bien celui de la Cour des comptes, mais il n’explique pas de manière assez brutale, comme je le fais là, les causes systémiques de l’injustice de l’ensemble des systèmesen trimestres et années civiles, qui est la raison pour laquelle il nous faut passer à un système de points, que ce soit un point par répartition, un point basé sur le revenu comme le régime des fonctionnaires ou des parlementaires maintenant, ou que ce soit un point basé sur les cotisations. On peut en juger, mais le régime belge, qui est décrit dans le rapport du Sénat du 19 avril 2018 en deux pages explique très bien ce vers quoi on pourrait aller. D’ailleurs, les parlementaires ont commenté à aller, puisqu’ils se sont adossés au régime de la fonction publique d’État.

Maintenant, en vertu de la loi 2003 article 3 qui prône l’égalité de traitement, on pourrait proposer à l’ensemble du régime général (qui représente tout de même 80 % des Français, voire plus) de migrer petit à petit vers un système plus juste et équitable, par paliers éventuellement, c’est-à-dire passer par la trimestrialisation au lieu du fonctionnement par années civiles, qui est vraiment délétère. La trimestrialisation est une solution qui a été proposée par la CNAV en 2012, étudiée par le COR fin 2012. Pourquoi n’est-elle pas mise en œuvre ? Elle montre qu’elle opère une redistribution verticale et que les deux premiers déciles (décile 1 à décile 2) se verraient augmenter en retraite de 80 € par mois, ce qui est énorme.

**M. BRAS**.- Vous avez fait une interventionsur notre système de retraite dans sa globalité qui est unpeu éloigné du sujet de cette table ronde. Je retiens un point : vous vous faites l’avocate du passage au régime par points. C’est ce qui était évoqué et prévu dans la réforme engagée en 2017. Pour le moment, cela me semble moins d’actualité. Je me tourne vers le député. Simplement dans les régimes par points, l’ensemble de la carrière est prise en compte. C’est ce que fait l’Agirc-Arrco. Effectivement, nous avons montré bien souvent au COR que prendre toute la carrière était plus redistributif que de prendre les 25 meilleures années parce que dans ce cas, on avantageait les personnes qui avaient une carrière ascendante et donc, comme le fait d’avoir une carrière ascendante est lié à des revenus élevés, prendre toute la carrière améliore la redistributivité du système.

Je vous avoue que cet argument que nous avons se heurte en général à un attachement très fort, dans toutes les professions… D’ailleurs, la revendication actuelle des agricoles, c’est de passer de toute la carrière aux 25 meilleures années. Chez tous les partenaires sociaux, il y a un attachement très fort aux 25 meilleures années et parfois même, la revendication de revenir aux dix meilleures années.

Concernant la majoration de 10 %, proportionnelle aux pensions, il est clair que les pensions des hommes étant plus élevées, elle ne fait qu’accroître cet écart. Là, vous discutez de l’ensemble de notre système de retraite. Voilà les quelques réponses que je me permets de vous apporter. Y avait-il d’autres demandes de parole ?

**Un intervenant**.- Bonjour. D’abord, je dis d’où je parle. Je suis Bernard TEPER, du Réseau éducation populaire. J’ai l’habitude de présenter les systèmes de retraite à des publics très différents. En général, la question qui est posée est : que peut-on faire pour améliorer les choses ? Que peut-on faire pour diminuer la pauvreté grandissante des retraités depuis 2017 ? Alors, le problème, c’est que j’ai entendu que l’on pouvait agir sur MICO, MIGA et le minimum vieillesse. Quels sont les avantages respectifs, les inconvénients respectifs pour faire de la prospective ? Ce qui intéresse le public, c’est effectivement de pouvoir répondre à cette question. Si c’était possible, sans être directif, si chacun d’entre vous pouvait dire ce qu’il pense des avantages et inconvénients d’agir sur MICO et MIGA ou sur le minimum vieillesse, cela aiderait l’éducation populaire à se développer en France. Merci.

**M. BRAS**.- Sachant que vous avez dit que vous ne vouliez pas les opposer.

**M. SCHWEITZER**.- Il faut savoir que dans les deux cas, les retraites en France, dans ce système, que ce soit le minimum vieillesse ou MICO, MIGA et tous ces systèmes, sont financées par des prélèvements obligatoires. Au fond, de mon point de vue, la différence entre les deux est plus symbolique que réelle. Il y a des prélèvements obligatoires. Après, on peut se demander si les prélèvements obligatoires qui financent les dispositifs de minimum vieillesse sont plus justes ou plus progressifs que les cotisations dans leur assiette. Je ne suis pas sûr que je saurais répondre à cette question. Je me tourne vers des personnes beaucoup plus compétentes que moi pour savoir s’il y a un système qui est plus juste que l’autre ?

J’ajoute que le minimum vieillesse n’évitera jamais à quelqu’un d’être en situation de pauvreté. Ce qu’il évitera peut-être, c’est à des personnes d’être en situation de grande pauvreté, c’est-à-dire une pauvreté qui cumule un revenu monétaire inférieur à 50 % du revenu médian et une privation matérielle majeure. C’est le seuil que nous avions défini pour la grande pauvreté dans nos rapports sur la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Si je devais faire une réponse, parce qu’ayant dit pourquoi on ne peut pas répondre, je dirais qu’il me semble que le minimum vieillesse devrait être calé de telle sorte qu’il garantisse que la personne ne tombe pas dans ce que j’appelle la grande pauvreté, que j’ai définie tout à l’heure. MICO et MIGA devraient être calés sur la barrière de pauvreté. Cela me paraîtrait être quelque chose d’assez logique.

**M. TURQUOIS**.- Je voudrais réagir sous un autre angle et peut-être, faire la réponse aux deux interventions précédentes. Quand vous posez la question, le MICO, le MIGA, le PMR ou l’ASPA s’adressent vraiment aux plus modestes des retraités, mais les retraités qui sont au-dessus de ces montants ne sont pas pour autant riches, loin s’en faut.

Si je reviens à la première question, dans les chiffres que j’avais à l’esprit de 2020, la moyenne des pensions en France était de 1 450 €, de mémoire, qui se décomposaient en à peine 1 900 € pour les hommes et un peu plus de 1 100 € pour les femmes. Si l’on veut agir de façon majeure sur les retraites modestes, il faut agir sur la question des retraites des femmes. C’est vraiment un enjeu majeur quantitativement. Je ne veux pas mettre de côté la question des hommes qui auraient une petite retraite, mais il y a quand même un enjeu majeur des retraites des femmes. Pour reprendre la première intervention, il est vrai qu’il y a un certain nombre d’enchaînements de calcul qui font que c’est très impactant sur le sujet.

D’abord, c’était statistiquement bien établi, chaque naissance, dans une carrière où l’on travaille, c’est 5 % de salaire en moins. C’est la jeune femme qui est embauchée à 24 ou 25 ans, qui a pu faire des études, qui est embauchée comme son collègue masculin, qui est déjà depuis cinq ans dans l’entreprise ; à ce moment-là, un poste est à pourvoir de promotion dans l’entreprise et qui, en moyenne, va être proposé à l’homme plutôt qu’à la femme parce que statistiquement, le responsable va se dire : elle va bientôt avoir un enfant. La promotion qu’elle n’a pas eue, elle va la garder toute sa carrière en retard. Quand elle va revenir et qu’elle va reprendre son travail, statistiquement, ce sera peut-être l’âge d’avoir le deuxième enfant. Ce sont des différentiels de salaire statistiquement bien établis et qui se traduisent par des différentiels de retraite.

Deuxième élément, c’est la question de l’arrêt. Parfois, c’est un arrêt qui se fait pendant quelques années. Il y a des dispositifs MDA, par exemple, où l’on donne des trimestres, mais où il n’y a pas de valeur portée au compte ou de faibles valeurs portées au compte. Pour les personnes prenant aujourd’hui leur retraite, il peut leur manquer des trimestres. S’il leur manque des trimestres, il y a deux calculs. Il y a une décote, de mémoire de 1,25 % par trimestre manquant, cela a donc un effet très fort, à laquelle s’ajoute la proratisation, puisqu’admettons que vous deviez avoir 168 trimestres et que vous en avez 164, il vous manque quatre trimestres fois 1,25, cela fait donc 5 % de retraite en moins, mais que l’on applique sur 168e de la retraite. Cela a un effet cumulatif fort. Si on le met en regard de la question des enfants et de la natalité, je pense qu’il y a des réflexions à avoir sur le sujet.

À l’inverse, la femme qui a eu ses trimestres validés, mais qui ne s’est pas arrêtée de travailler ou qui est passée à temps partiel ne peut pas utiliser ces trimestres pour améliorer son coefficient de proratisation. Elle peut avoir des surcotes, mais pas de coefficient de proratisation. Il y a quand même des questions. Je ne suis pas un décroissant, je ne suis donc pas non plus pour exploser la natalité, mais aujourd’hui, on a de vraies questions de financement de la retraite future si la population décroît. Je pense qu’il faut se questionner sur un certain nombre de pourcentages qui sont appliqués. La question des 10 % par enfant, oui, mais 10 % d’un salaire plus faible, il vaudrait mieux que ce soit le conjoint, si on s’en sépare, c’est problématique aussi. Il y a quand même un certain nombre de questions qui se posent sur la retraite des femmes, au-delà de la question MICO MIGA qui a du sens en tant que telle, mais j’aimerais, dans la réforme qui s’annonce (il y aura sûrement des questions d’âge) que la question des retraites des femmes soit particulièrement évoquée.

Je ne veux pas entrer dans la philosophie, mais la question d’âge de départ légal sans toucher aux durées, cela permet d’éliminer un certain nombre de décotes et d’améliorer les coefficients de proratisation ou de limiter les mauvais effets, cela a un effet mécanique aussi de ce point de vue.

**M. DUVOUX**.- Nous avons eu des projections ce matin sur l’effet des législations à terme de baisse du niveau de vie relatif des retraités, qui est en quelque sorte programmée dans l’avenir. Il y a des ajustements des comportements, cela veut dire qu’il y a un intérêt majeur à asseoir un bouclier qui permette, et c’est sans doute par le biais de l’ASPA, de sécuriser un niveau de vie qui ne décroisse pas trop radicalement pour les futurs retraités.

Une fois que l’on a dit cela, si l’objectif n’est pas simplement d’être à la barre du seuil de pauvreté, c’est évidemment par les mécanismes contributifs que cela va se jouer, à travers leur financement et à travers aussi, pour répondre à ce que vous disiez, Madame - je m’exprime à titre personnel - le CNLE qui a émis des recommandations sur ces questions ; il n’y a pas de recommandations spécifiques là-dessus, il faut peut-être d’essayer de tempérer les effets cumulatifs des inégalités qui seront liées aux carrières incomplètes, qui se traduiront par un différentiel majeur entre les femmes et les hommes. Ce n’est pas parce qu’on reste dans le contributif, pour le dire simplement, que l’on ne peut pas essayer de corriger un certain nombre d’effets cumulatifs, comme vous l’avez évoqué.

**M. BRAS**.- Merci. Avec l’ASPA, vous prenez tout le monde. Avec le MICO, vous risquez de ne toucher que ceux qui accèdent au taux plein, qui ont des carrières complètes. Or, souvent, ceux qui sont les plus en difficulté sont ceux qui ont des carrières largement incomplètes. Avec l’ASPA, si, par exemple, on le revalorise, il est clair que c’est sur le stock. Avec le MICO, le débat sur le flux n’est pas tranché. Étant donné les enjeux, cela risque d’être sur le flux plus sur le stock. Voilà ma contribution. Nous ne pourrons pas prendre toutes les questions. Je propose d’en prendre une, ce sera au hasard de la disponibilité du micro.

**M. ZEMMOUR**.- Bonjour, Michaël ZEMMOUR, de l’Université Paris 1. J’ai une remarque et une question. La remarque est une remarque de champ, c’est-à-dire que l’on a regardé le niveau de vie des retraités, mais de ce fait, on ne regarde pas les seniors non retraités, que ce soit juste avant 62 ans ou entre 62 et 67 ans. Or, on a remarqué que les plus petites pensions étaient souvent liquidées à 65 ou 67 ans. On manque donc peut-être d’une partie du diagnostic.

La question qui est liée est : a-t-on expertisé, quelque part, la levée de la condition de taux plein pour le MICO, qui pourrait tout à fait fonctionner sans cette condition, ou le décalage de l’ASPA dès l’âge d’ouverture des droits à 62 ans, par exemple ? S’agit-il de choses qui ont été expertisées, par exemple, dans le rapport de M. TURQUOIS ou par les administrations ?

**M. BRAS**.- Au sujet du premier point, vous avez raison, mais on se centre sur les retraités parce que nous sommes le COR. Sur une éventuelle expertise sur les deux propositions, à ma connaissance, non, mais qu’en est-il du côté des administrations ?

L’idée est la suivante : pourrait-on avancer l’âge d’ouverture de l’ASPA à 62 ans, si j’ai bien compris, et lever la condition du taux plein pour l’accès au MICO ? Ce qui pourrait être deux mesures dont on voit bien qu’elles sont favorables aux retraités modestes.

**M. MARINO**.- Nous n’avons pas eu d’étude spécifique pour voir l’impact, mais outre le niveau de pension, intuitivement, je pense que ce qui jouerait beaucoup à la levée du taux plein au MICO, c’est l’âge de départ des personnes concernées, souvent des femmes actuellement. Cela leur permettrait d’anticiper l’âge de départ à la retraite. Le point d’accumulation des personnes, notamment des femmes, à partir de l’âge de l’annulation de la décote est pour ne pas se prendre une décote, elles ont une durée incomplète, etaussi pour pouvoir toucher le minimum de pension. Intuitivement*,* jene pourrais pas dire l’impact sur combien ils ou elles auraient en plus, mais en tout cas, il est vrai que cela conduirait à une anticipation de l’âge vraiment non négligeable.

**M. TURQUOIS**.- Concernant l’ASPA à 62 ans, je n’y suis pas du tout favorable. Là, vous renforceriez l’effet… Nous avons quand même dans notre société, en tout cas sur mon territoire, beaucoup de personnes qui remettent en cause un certain nombre de politiques de solidarité. Qui prendrait l’ASPA à 62 ans ? Des personnes pour lesquelles il y a très peu de patrimoine. Elles auraient tout intérêt à avoir l’ASPA, très peu de patrimoine, très peu de droits à la retraite et là, c’est un effet concurrentiel très fort avec la question de l’effort contributif et de l’activité passée au travail. J’y suis, à titre personnel, défavorable.

**M. BRAS**.- Si l’âge d’ouverture des droits est reporté à 65 ans, ce serait un paradoxe d’abaisser l’âge de l’ASPA.

Je suis désolé, car je vois qu’il y a encore des questions, mais nous avons dépassé le temps. Je veux que vous puissiez déjeuner tranquilles, nous allons donc conclure. Je remercie tous les intervenants, les interventions liminaires et les interventions plus d’orientation qui ont suivi. Je vous donne rendez-vous à 14 heures. Merci.

*(Applaudissements)*

*(La séance est suspendue à 12 heures 38 et reprend à 14 heures 03.)*

**M. BRAS**.- Je vous propose que nous reprenions. Nous allons avoir un court entretien avec Yves GUéGANO. C’est l’ancien secrétaire général du COR, il est présent dans la salle, mais vous allez le voir également à l’écran.

*Intervention vidéo – Yves Guégano, conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes*

*(Applaudissements)*

Table ronde 2 – La baisse du niveau de vie relatif des retraités est-elle soutenable ?

**M. BRAS**.- Il a dit fort pertinemment que la question de l’équité entre générations devait se voir au travers de quatre dimensions. Il est clair que l’on va restreindre le focus, cet après-midi, en s’interrogeant sur le niveau de vie des retraités et notamment le niveau de vie des retraités relatif à l’ensemble de la population, sans évoquer les questions de durée de carrière et de durée de retraite, mais bien évidemment, comme il l’a dit, il faut avoir ces dimensions en perspective.

Pour introduire cette table ronde, je vais revenir sur ce qui a été déjà dit ce matin. Je présente les intervenants. Nous aurons cinq intervenants : Didier BLANCHET, président du Comité de suivi des retraites, Michaël ZEMMOUR, maître de conférences à l’Université Paris 1, Carole BONNET, directrice de recherche à l’INED, Pierre-Yves CUSSET, chargé de mission à France Stratégie et Hervé BOULHOL, économiste à l’OCDE, l’organisation de coopération et de développement économique. Ils interviendront autour d’une question qui est : la baisse du niveau de vie relatif des retraités est-elle souhaitable, soutenable ? Nous devons reprendre deux transparents de ce matin pour vous donner le cadre du débat.

Je voulais vous montrer à nouveau ce premier transparent qui vous montrait que le niveau de vie relatif des retraités, qui est actuellement légèrement supérieur à celui de l’ensemble de la population (101 %) allait diminuer progressivement du fait de la législation actuelle pour se situer dans 50 ans entre 75 % et 85 %, autour de 80 %. Aujourd’hui, les retraités ont un niveau de vie légèrement supérieur à celui de l’ensemble de la population. Si l’on ne change rien, dans 50 ans, ils seront plus pauvres que l’ensemble de la population de 20 %. C’est complètement lié aux modes d’indexation des retraites, au fait que les retraites sont indexées sur les prix alors que la rémunération des actifs augmente comme les salaires qui, dans le passé, ont augmenté plus vite que les prix. Cette baisse du niveau de vie relatif ne signifie pas une baisse du niveau de vie en valeur absolue. Les retraités, demain, seront plus riches qu’ils ne le sont aujourd’hui, mais relativement, demain, aux actifs et à l’ensemble de la population, ils seront plus pauvres. Je ne fais que répéter ce qui a été dit ce matin.

Tout cela, ce sont des projections que fait le COR et qui sont mécaniques. On n’intègre pas d’éventuels changements de comportements, justement du fait de ces évolutions, c’est-à-dire que l’on peut imaginer, du fait de ces évolutions, que les retraités repoussent l’âge auquel ils partent à la retraite pour bénéficier de surcote, pour avoir plus de droits, ou qu’ils épargnent plus pendant leur vie active pour en bénéficier pendant la retraite. Encore faut-il pouvoir épargner pendant que l’on est actif et pouvoir repousser l’âge de sa retraite lorsqu’on est à des âges élevés. Ce sont les rappels de ce qui a été dit ce matin.

La question qui naturellement vient à l’esprit, c’est : cette évolution est-elle souhaitable, soutenable ? Est-elle vraiment inscrite dans la législation ou peut-il y avoir des modifications de comportement ? Sachant que cette évolution est bien évidemment essentielle par ailleurs parce que c’est celle qui permet au COR de dire qu’il n’y a pas une explosion des dépenses de retraite. S’il n’y avait pas cette baisse du niveau de vie relatif, étant donné le vieillissement de la population, les dépenses de retraite augmenteraient significativement par rapport au PIB. La charge qui pèserait sur les actifs serait donc amenée à augmenter. Si le COR peut dire qu’en gros, il va y avoir une stabilité des dépenses de retraite par rapport au PIB, on n’aura pas à augmenter la charge que supportent actuellement les actifs, c’est parce qu’il y a cette baisse du niveau de vie relatif. Est-elle soutenable ? Devrait-on faire autrement pour réguler le système des retraites ? C’est ce sur quoi nous allons échanger dès à présent. Je passe la parole à Didier BLANCHET, le premier intervenant.

**M. BLANCHET**.- Merci, bonjour à toutes et à tous. Merci de l’invitation. Merci d’avoir donné pour titre à la session la forme d’une question assez claire. Le problème, c’est que cela laisse peut-être attendre une réponse par oui ou par non. Ce n’est pas trop mon genre de répondre ainsi. Je ne vais pas déroger à cette règle. Ma réponse sera plutôt que, d’une part, il est peu probable que l’on puisse complètement éviter de se priver de cette baisse. Il faudra sûrement que cela joue un rôle dans l’équilibrage du système, mais du point de vue de la soutenabilité, elle ne sera acceptable que jusqu’à un certain point et sous certaines conditions. S’il faut me situer quelque part entre le oui et le non, ma réponse sera oui, sauf que, ou à condition de. Nous verrons comment se situeront les autres par rapport à cela.

Je vais commencer par faire un peu de remises en perspective avec un petit retour en arrière sur les premiers temps du débat sur la retraite. Vu du début des années 1990, ce qui était projeté à l’époque était un doublement du ratio retraités sur actifs. Cela a été parfois un peu mis en doute, on disait que les projections démographiques n’étaient pas fiables, que l’on ne pouvait pas compter dessus et qu’il n’y aurait peut-être pas de problèmes de retraite. Il se trouve qu’en l’occurrence, cela mérite d’être souligné, les projections jusqu’à présent ont plutôt été confirmées. Cela a été une contribution importante du COR que d’arriver à ce que l’on ait au moins du consensus sur cette partie du diagnostic.

Ceci étant, pour qui voulait à l’époque minimiser le problème des retraites, il y avait un autre argument, souvent utilisé, le fait que, quand bien même il y aurait en 2040 deux fois plus de retraités par actif, il serait tout à fait facile aux actifs de continuer à financer les retraites de montant équivalent sans toucher à rien, ni à l’âge de la retraite, ni aux taux de cotisation. Il suffisait pour cela que la productivité soit multipliée par deux, des actifs deux fois plus productifs, cela aurait compensé le fait qu’ils soient deux fois moins nombreux par rapport aux retraités.

J’avoue que la première fois que j’ai fait ce petit calcul en réfléchissant naïvement au problème des retraites, je me suis dit que, oui, c’était vrai, le problème des retraites était un faux problème, qu’il se résolvait tout seul. Je me disais qu’il fallait peut-être que je trouve un autre sujet pour la suite de ma carrière, quelque chose qui serait un peu plus compliqué à résoudre, mais en l’occurrence, quand on réfléchit un peu plus, on s’aperçoit vite que c’est plus compliqué que cela.

Cela dit, cette idée a quand même duré un certain temps. Il a fallu un certain moment pour se dégager de l’idée que les problèmes de productivité allaient de façon miraculeuse tout résoudre. Cela ignorait le fait que ce que l’on attend du système de retraite à l’horizon 2040 ou 2050, ce n’est pas une performance à comparer au niveau des retraites aujourd’hui, mais en 1990, c’était encore moins se comparer au niveau des retraites de l’époque. Qu’est-ce qui peut nous garantir, comme pouvoir d’achat pour les retraités, en comparaison de ce que sera demain le pouvoir d’achat des actifs ?

Dire que l’on peut se contenter de maintenir des retraites en niveau absolu pendant que lepouvoir d’achat des actifs est multiplié par deux, cela veut dire que l’on aurait admis, considéré comme faisable une division par deux de ce niveau de vie relatif (je vois que le mot « relatif » est souligné sur le titre qui apparaît à l’écran) ; pour le coup, on n’utilisait pas trop le mot « soutenable » à l’époque, il n’était pas encore passé dans le vocabulaire courant, cela paraissait difficilement acceptable, notamment, puisque nous avons beaucoup parlé de pauvreté ce matin, cela aurait sûrement voulu dire une explosion du taux de pauvreté des retraités, puisqu’il s’exprime relativement à un niveau de vie moyen du moment.

Le COR marche toujours un peu sur les deux jambes, il communique aussi sur le niveau de vie absolu des retraités, mais on met quand même plutôt en avant cette question du niveau de vie relatif avec l’idée que c’est par rapport à une norme de parité de niveau de vie qu’il faut apprécier les évolutions à venir. Pour autant, cela n’a pas débouché sur l’idée qu’il faudrait coûte que coûte maintenir ce niveau de vie relatif au niveau qu’il atteignait à l’époque, car cela aurait obligé à envisager des évolutions pas davantage soutenables pour l’un ou l’autre des deux leviers du système de retraite. À ne jouer que sur le taux d’effort en ne touchant à rien d’autre, il fallait le faire monter de 11 à 19 %, comme on arrive à le simuler rétrospectivement. Cela apparaissait et cela paraît toujours difficilement soutenable.

À ne jouer que sur l’âge de la retraite, la première fois que j’ai vu des calculs essayant de montrer combien il fallait décaler cet âge pour ne toucher à rien d’autre, cela le montait à 69 ans. C’était les projections de 1990, on voit bien que l’âge discuté actuellement esttrès en deçà. Ne jouer que sur l’âge n’était pas soutenable non plus.

Ne jouer que sur l’âge et le taux de cotisation posait également des questions de soutenabilité, d’où l’idée que ce qui allait fonctionner, ce qui allait être soutenable, pas forcément agréable, mais soutenable, c’était de combiner un peu les trois instruments. C’est ce genre de mix qui nous permet de discuter le fameux abaque du COR. C’est suite à cela que sont arrivées les fameuses réformes successives, même si cela n’a pas été forcément avec un plan d’ensemble bien défini au départ, puisque ce que l’on aura eu, si les choses se concrétisent de la façon qui est prévue actuellement, c’est une part des dépenses de retraite dans le PIB qui est passé de 11 à 14 (je sais qu’il y a l’idée de la redescendre à 13, mais bon, restons, disons, entre 13 et 14, soit plus élevé qu’au début du débat sur la retraite). La hausse de l’âge de la retraite porterait plutôt à 64 qu’aux 69 dont je parlais. Tout cela, finissant d’être bouclé par une baisse d’environ 10, 15, 20, 25 points du niveau de vie relatif des retraités, ceci étant conditionné par les hypothèses de croissance future.

C’est un peu cela qui me fait dire que l’on n’évitera pas de continuer à avoir une contribution de cette baisse du niveau de vie relatif des retraités, le problème d’équilibrage global du système de retraite, mais il est vrai que l’on peut quand même interroger le dosage qui est fait entre les trois instruments : n’est-on pas allé un peu trop loin sur ce levier ? Il est vrai que celui-là, on en parlait moins. Les débats étaient très centrés sur l’âge. Le taux de cotisation, on voyait bien qu’il y avait un blocage à le remonter davantage, mais on ne parlait pas beaucoup de cet aspect des projections. Maintenant, cela entre beaucoup dans le débat. N’a-t-on pas été trop loin dans la mobilisation de cet instrument ? Dans ce cas, il faut déplacer un peu le centre de gravité vers les deux autres.

Comme je l’ai dit, ces moins 10 %, moins 15 %, moins 20 % de niveau de vie relatif sont-ils soutenables ?. Je vais démarrer par les arguments qui vont plutôt dans le sens du oui. Nous avons fait des comparaisons internationales ce matin. Cela nous laisserait très au-dessus du niveau déjà atteint à l’étranger. Cela nous laisserait encore au-dessus de ce qu’était ce niveau de vie relatif dans les années 1970, où il était plutôt de 75 %. Je parle de l’un des scénarios médians, le niveau de vie relatif redécrocherait de 15 % à peu près.

Pour ce qui est de la comparaison internationale, c’est un argument que j’ai souvent utilisé, il y a bien des pays qui arrivent à supporter des niveaux de vie relatifs de 90 %, 85 % dès à présent, alors pourquoi ceci serait-il un problème pour la France ? Il y a un petit paradoxe à souligner derrière cela, c’est que l’on a parlé de ressenti ce matin. En comparaison internationale, le petit paradoxe, c’est que la France se situe plus très bien en termes de niveau de vie relatif. Si j’en crois l’*European social survey*, j’avais pris cela dans un précédent rapport du COR, quand on interroge les personnes sur ce qu’elles pensent être le niveau de vie relatif des retraités par rapport aux actifs, les Français ont une vision plus négative que dans ces autres pays où la réalité est pourtant plus défavorable que chez nous. Je ne m’attarde pas sur ce petit paradoxe.

Du côté du oui aussi, ce que l’on peut répondre aux personnes qui disent que baisser le niveau des retraites, c’est remettre en cause le contrat intergénérationnel, c’est que les personnes ne vont pas toucher quelque chosequi aura été en rapport avec ce qu’elles ont cotisé quand elles étaient actives. On sait quand même que même si l’on décale l’âge de la retraite, même si l’on baisse le niveau des retraites, tant qu’il y a du progrès technique et de productivité et que la part des retraites dans le PIB ne décroche pas significativement, chaque génération récupère au moins ce qu’elle a mis dans le système. On ne peut pas opposer cet argument que ce serait une rupture du contrat intergénérationnel.

Ce qui peut aussi aller dans le sens du oui, c’est une chose qu’a incitée Frédérique NORTIER-RIBORDY ce matin, c’est le fait qu’à supposer que les personnes trouvent vraiment que la baisse de 10 % ou 15 % est absolument impossible, elles peuvent toujours le contrebalancer soit en ajustant leur âge de départ à la retraite pour surcoter, soit en allant puiser dans leur épargne, ce qui sera le thème de la table ronde suivante.

C’est là que l’on va quand même entrer dans le « oui, mais ». Il y a le fait que la baisse du niveau de vie relatif des retraités est plus compliquée, plus pénalisante pour les plus basses retraites, mais il se trouve qu’en même temps, c’est pour ces personnes qu’il est plus difficile d’ajuster par le décalage de l’âge de la retraite ou plus difficile de compenser par l’épargne. C’est toute la thématique des petites retraites que nous avons abordée, les tables rondes se complètent très bien entre les trois parties de la journée. C’est ce dont nous avons débattu ce matin à propos des petites pensions.

Ce qui tendrait aussi vers le non, c’est ce qui se dessinerait dans les scénarios de croissance les plus rapides. Avec les mécanismes d’indexation prix, le décrochement serait beaucoup significatif. Autant, on peut dire que 10 % ou 15 %, peut-être, sont supportables, mais moins 25 %, pour le coup, cela nous remettrait vraiment au niveau des années 1970 où la situation des retraités n’était pas florissante. Il y a là un problème. Je ne crois pas trop au scénario de croissance économique rapide, mais enfin bon, c’est une opinion personnelle. Quand bien même il se réaliserait, à la limite, il serait assez facile de rattraper le coup. Ce serait peut-être le rôle du CSR dans dix ou quinze ans que de dire que cela décroche trop, qu’il faut faire quelque chose. On prendrait des mesures, des systèmes de clauses de rendez-vous. Ou bien, il y a l’option de remettre davantage d’indexations sur les salaires dans les paramètres du système. On sait que c’est compliqué, car il faut compenser cela par une autre façon de prendre en compte la contrainte démographique.

Dernier point qui irait du côté du « non, mais » ou du non corrigé, la prise en compte du coût de la dépendance. C’est quelque chose que l’on a objecté à cette histoire, notamment aux règles d’indexation prix depuis le début du débat sur la retraite. Quand on *(inaudible\*)* à 90 le choc du baby-boom 2006 pour les retraites, c’était 60 ans après 1946, le choc de l’indépendance, c’était plutôt 80 ans plus tard, en 2026. On commence à entrer dans le sujet, dans le débat et voici un moment qu’on a l’impression de tourner autour sans apporter de réponse à la hauteur. Le problème que cela pose par rapport au décrochement du niveau de vie des retraités en proportion du salaire des actifs, c’est le fait que le coût de la dépendance est plutôt le coût d’un service supposé accroître comme les salaires. D’autant plus que maintenant, il y a en plus la revendication que les métiers en question soient revalorisés, donc éventuellement une dynamique de coûts plus importante que celle des salaires.

Par rapport à cela, la réponse n’est pas qu’il faut réindexer massivement les retraites sur les salaires, que c’est la bonne façon de faire. La dépendance ne concerne quand même pas tout le monde, ou cela ne concerne qu’une petite partie de la durée de la retraite, en fin de retraite. Dans ce cas, ce qui est plutôt efficace, c’est de concentrer l’effort sur la prise en charge de ce risque supplémentaire plutôt que de dire que l’on va systématiquement réaugmenter toutes les retraites de façon que tout le monde puisse s’offrir la couverture dépendance dont il a besoin, il faut plutôt viserun système qui soit bien au point pour la couverture spécifique de ce risque.

Oui, donc, sous condition, à la fois sur les petites retraites et pas seulement les très petites retraites. Il y a tout un problème de gradation de l’évolution du pouvoir d’achat relatif le long du gradient social, sous condition concernant cette prise en charge de la dépendance et en prévoyant ces mécanismes qui éviteraient que la baisse ne prenne trop d’ampleur, si une croissance économique rapide était au rendez-vous. Peut-être qu’elle ne le sera pas, peut-être qu’elle le sera. C’était plutôt le thème du colloque du mois dernier.

Pour conclure rapidement, il y a un petit paradoxe que cela soulève quand même : si l’on dit qu’il est soutenable à long terme d’avoir un niveau de vie relatif des retraités inférieur de 10 % à 15 % de ce qu’il est actuellement, pourquoi ne le fait-on pas tout de suite ? Il y a un sujet. Si l’on vise la mesure d’équilibrage à court terme du système de retraite, même si l’on cherche des économies pour financer d’autres postes de dépenses publiques, tout à coup, le message est qu’il faut arrêter de toucher au niveau de vie des retraités parce qu’on a essayé de le faire ces derniers temps, on l’a fait, même, et cela a produit des effets très contestés. De ce fait, on bascule complètement l’effort sur l’âge de la retraite ou éventuellement, sur le taux de cotisation, des choses qui concernent plutôt les actifs.

Cela pose un petit paradoxe, nous l’avons dit dans l’avis du comité de suivi des retraites cette année, soit c’est que, justement, moins 10 %, moins 15 %, ce n’est pas envisageable à long terme et c’est pour cette raison que l’on n’en veut pas dès maintenant. Dans ce cas, il faut que le COR refasse tous ses calculs et nous dise s’il considère toujours que le système est à l’équilibre si les moins 10 %, moins 15 % ne sont pas envisageables, ou alors, c’est que c’est acceptable, mais il faudrait trouver une bonne raison d’expliquer pourquoi ce que l’on demande aux retraités de demain ne pourrait pas être demandé aux retraités d’aujourd’hui ?

Je vois deux arguments que l’on peut utiliser : celui qui consiste à dire que les retraités de demain auront le temps de se préparer à l’idée, cela rejoint un peu ce que l’on disait sur l’épargne, par exemple, mais pas que. C’est un argument, mais il y a quand même des limites. L’autre argument serait de dire qu’ils n’auront que 90 % ou 85 %, mais un niveau de vie moyen qui sera plus élevé que celui d’aujourd’hui. Sauf que, comme je suis plutôt partisan des hypothèses de croissance basse, ce sera 85 % ou 90 % d’un niveau de vie qui ne sera pas énormément plus élevé que celui d’aujourd’hui.

Cela pose question. Je mets juste cela sur la table. Je n’ai pas de réponse. Il est certain que l’on ne va pas, du jour au lendemain, faire des mesures brutales sur le pouvoir d’achat des retraités. À nouveau, il faudrait qu’elles soient bien différenciées entre les petites retraites et les plus grosses retraites, mais il y a là un sujet qui mérite d’être posé. De la façon dont on l’a reglissé dans l’avis du comité de suivi des retraites cette année, il faudrait rouvrir un peu la réflexion sur les règles d’indexation. Il ne faut pas aller jusqu’au point où des récessions successives auraient pour résultat qu’avec les règles d’indexation actuelle, chaque fois, le niveau de vie relatif des retraités bénéficie d’un petit coup de pouce parce que celui des actifs est réduit et qu’eux, par contre, sont protégés par l’indexation prix. À la limite, je vais peut-être pousser le bouchon un peu loin, je ne suis pas complètement insensible aux sirènes des « décroissancistes » : si l’on entrait dans un monde de décroissance, faudrait-il que les retraités soient indéfiniment protégés des effets de cette décroissance et que le coût en soit supporté uniquement par les actifs ? Cela mérite une discussion.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci beaucoup. Nous allons poursuivre cette discussion avec Michaël ZEMMOUR.

**M. ZEMMOUR**.- Merci beaucoup. Bonjour à toutes et à tous. Un peu dans le fil de ce qui a été présenté, j’ai essayé de traiter la question qui nous a été soumise avec une grille de lecture d’analyse des politiques publiques, une sorte de lecture de ce que produit le COR et notamment l’abaque, c’est-à-dire le simulateur agrégé sur la trajectoire.

Si l’on se demande si la baisse du niveau de vie des retraités est soutenable, ma thèse sera que cela dépend de ce que l’on veut faire de la retraite et, pour le dire d’une certaine manière, qu’il y a un moment où la quantité se transforme en qualité. C’est-à-dire que le niveau de vie des retraités actuels a transformé l’expérience de la retraite. C’est aujourd’hui une période de la vie à laquelle on a un niveau de vie comparable à celui de la quarantaine en moyenne. On a le même type de niveau de vie. En France, nous avons un revenu quasi exclusivement de la retraite par répartition. En fait, c’est cela qui est en question. Si le niveau de vie relatif des retraités évolue, c’est cette fonction de la retraite, qui est relativement récente, un niveau de vie à peu près comparable à avant et une retraite entièrement sociale ou publique qui est en question. C’est cela que nous suggère l’expérience des autres pays européens qui n’ont pas forcément la même expérience de la retraite.

J’ai essayé de soulever quatre points. Le premier, c’est que cette question du niveau de vie des retraités, malgré tous les efforts du Conseil d’orientation des retraites en organisant le colloque, n’est pas indépendante de la réforme qui se prépare tout de suite, car évidemment, les projections du COR (qui a quand même le mérite d’alerter sur ce sujet depuis longtemps, on ne pourra pas dire que l’on ne savait pas, on arbitre, réforme après réforme), la baisse du niveau de vie relatif des retraités est projetée à législation constante. Or, il est question de modifier la législation. Si, par exemple, on décale l’âge de la retraite ou si l’on modifie la durée de cotisation, cela a des effets.

Rapidement, si l’on décale l’âge minimum de la retraite, en moyenne, cela augmente un peu le niveau de vie relatif des retraités avec l’idée qu’en partant plus tard, on a acquis plus de droits et que les pensions augmentent un peu. Un peu et en moyenne. Si l’on regarde dans le détail, en réalité, il y a des profils de retraités pour lesquels cela ne bouge pas, il y en a même pour qui cela baisse, notamment parce que l’un des effets du décalage de l’âge, c’est de supprimer la surcote. Si, comme il en est question dans les débats parlementaires au Sénat, on se dit que l’âge minimum, on n’en est pas *fan*, on va faire un cocktail âge/durée. À ce moment-là, l’un des arguments du décalage de la durée pour avoir des pensions un peu plus élevées tombe, puisque décaler la durée de cotisation, c’est une autre façon de baisser le barème des pensions. C’est exactement la même chose. Si l’on décale la durée de cotisation en décalant l’âge, on a ce qu’il s’est passé lorsqu’on est passé de 60 à 62 ans avec un décalage d’âge, c’est-à-dire travailler plus tard pour des pensions de même niveau et, donc, on n’améliore pas le niveau de vie des retraités. C’est un réel enjeu du débat actuel. Le niveau de vie futur des retraités n’est pas absent.

La revalorisation des minima de pension, je n’y reviens pas, mais ce matin, c’était également un sujet, et sous quelles conditions ces minima sont accessibles. Et puis, se pose la question de l’évolution du niveau de vie des seniors non retraités. Si l’on décale l’âge de la retraite, on augmente la période sans emploi ni retraite ; au chômage, les droits baissent, au RSA, et puis, les retraités avec les plus petites pensions sont aussi ceux qui liquident à 67 ans. On ne peut pas faire abstraction de ce qu’il se passe à ce moment-là. C’était le point de contexte pour montrer qu’il y a quand même un lien.

Deuxième élément, une fois que l’on se place dans la projection, la projection est à législation constante et à comportement constant. Or, on ne peut pas faire l’hypothèse que si le niveau de vie des retraités baisse, personne n’adapte son comportement. Il y a trois types d’adaptations de comportements possibles : de l’épargne, c’est-à-dire, en gros, des retraites supplémentaires, ou de l’assurance vie, pour ajuster son niveau de vie, un appauvrissement relatif, c’est-à-dire que l’on ne fait pas bouger son comportement et que l’on supporte un appauvrissement relatif ou, troisièmement, un changement de comportement de l’âge de départ. Cela a été dit. Je voulais juste dire que d’un côté, on ne peut pas faire l’hypothèse que personne ne s’adapte. Probablement, il y a des papiers de recherche qui montrent que les épargnants réagissent à la baisse de leur niveau de vie par une augmentation de la retraite, mais il serait tout aussi, même peut-être plus absurde, de faire l’hypothèse que l’on s’adaptera complètement.

Quand on compare la France aux pays étrangers (ce ne sont pas des études très fines, ce sont des études en moyenne), ce qui ressort, c’est que plus de retraite publique, c’est le cas de la France, se traduit par un niveau de vie relatif plus élevé et moins d’inégalités entre retraités, ce qui veut dire que les autres pays européens que la France, qui ont plutôt des systèmes mixtes, publics, privés à étages, se caractérisent en moyenne par des niveaux de vie un peu plus faibles et une plus grande disparité de niveaux de vie. Si l’on imagine les adaptations de comportement, c’est un peu cela que l’on peut avoir à l’esprit, on peut mentionner par exemple le cas de l’Allemagne qui a été vers ce mix, qui a fait décroître la part de ses retraites publiques pour faire de la place aux retraites privées de manière explicite et qui, aujourd’hui, fait face entre autres à un problème de sous-épargne des retraités les plus modestes.

Une fois que l’on a dit cela, y compris, je m’appuierai sur ce qu’a dit Yves guégano en introduction, quel que soit le bon niveau de vie des retraités que l’on a à l’esprit, on peut au moins s’accorder sur le fait qu’il ne faut pas d’à-coups et que l’équité, cela signifie qu’avec les générations successives, on évite d’avoir des bosses et des creux. De ce fait, par rapport au graphique du COR, on voit qu’en termes de niveau de vie, nous sommes en haut de la bosse et que là, nous sommes sur un toboggan. Il me semble, à lire les rapports du COR successivement, que l’on a mis pour l’instant le niveau de vie des retraités sur le siège du passager. Ce que l’on pilote, c’est l’équilibre. Par le passé, cela se comprenait, car l’objectif principal était d’éviter une explosion des dépenses publiques, tout était orienté là-dessus et l’on constatait le niveau de vie des retraités comme une conséquence de la politique publique.

À partir du moment où l’on est sur le toboggan, c’est-à-dire sans nouvelles mesures, cela se dégrade, on peut reposer la question du pilotage à moyen et long terme du niveau de vie relatif des retraités, comme un objectif explicite de la politique publique. Si l’on fait cela, le plus prudent, le plus raisonnable, c’est d’essayer de lisser. Il n’y a aucune raison de penser que, spontanément, le toboggan projeté est le bon, on peut discuter d’une cible du niveau de vie relatif des retraités. À partir du moment où l’on a une cible, on peut avoir une trajectoire.

Cette trajectoire, cela me paraît pertinent sur le fond. Il y a deux choses à piloter, à mon avis, si l’on part de l’expérience économique : il y a, d’une part, le moment de la liquidation. Il ne faut pas sous-estimer le choc économique d’une perte entre 25 % et 50 % du revenu monétaire au moment du passage à la retraite. Les questions sont extrêmement concrètes. Est-ce que, quand on part à la retraite, on doit déménager immédiatement ? En France, ce n’est plutôt pas le cas aujourd’hui, mais étant donné ce qui est projeté, cela pourrait le devenir. Il y a ce moment de la liquidation à piloter. Ensuite, il y a le stock des retraités, l’actualisation du niveau des pensions. Ce sont deux cibles à tenir de rang, il ne faut pas avoir un raisonnement uniquement en moyenne.

Quels sont les outils pour piloter ? D’abord, l’outil le plus naturel – et c’est là que je dis que pour l’instant, on ne pilote pas - c’est le taux de cotisation. Quand on regarde le fonctionnement du système et les graphiques projetés ce matin sur l’évolution du salaire moyen et l’évolution de la pension moyenne, l’instrument qui a pour seul effet de transférer une partie de la croissance des salaires vers la croissance des retraites, c’est le taux de cotisation. Pas des hausses de cotisations faramineuses, mais c’est vraiment un pur effet de transfert. Quand on regarde les taux de cotisation qu’il faudrait pour amortir, viser d’autres cibles, ils ne sont pas rédhibitoires. Pour l’instant, nous sommes dans une situation où l’on s’est interdit de prendre ce levier, c’est dit explicitement, on a dit que l’on allait tout équilibrer par autre chose, mais en se l’interdisant, on s’interdit de piloter le niveau de vie à liquidation*,* c’estun élément important.

Le deuxième élément, si l’on entre dans le détail des documents du COR et que l’on sort de la représentation agrégée, c’est que les projections sont faites à législation constante, mais aussi avec des hypothèses de comportement des politiques publiques. Nous avons une partie du système, le régime général, dont on connaît la législation, les taux de remplacement. Il y a deux éléments importants qui sont les principaux responsables du décrochage du niveau de vie des retraités projetés, c’est la fonction publique et l’Agirc-Arrco. La fonction publique a déjà et programme une baisse du niveau de vie des retraités à cause de sa politique de primes. On rémunère en primes pour ne pas rémunérer en indice parce que cela fait des économies de pension. Explicitement, on pilote à la baisse le niveau de vie des retraités, mais cela peut changer demain. Je dis simplement qu’il ne faut pas attendre que cela devienne une crise, il vaut mieux le piloter dans le temps pour ne pas avoir de sursaut.

De l’autre côté, il y a l’Agirc-Arrco. Les hypothèses du COR nous disent qu’ils pilotent à long terme, mais avec un équilibre quasi instantané entre recettes et dépenses. Aujourd’hui, les projections de l’Agirc-Arrco avec ce scénario et sans hausse des cotisations, qui sont des hypothèses très lourdes, mais qui sont celles qui sont pour l’instant sur la table et qui sont même celles implicitement adoptées par les gestionnaires, si je comprends bien, sont des hypothèses de très fort décrochage. Autrement dit, y compris les partenaires sociaux auraient dès aujourd’hui les outils pour rendre plus explicite la cible de niveau de vie des retraités à liquidation en se donnant une trajectoire indicative des cibles, pas seulement d’équilibre, mais aussi de taux de remplacement, de niveau de liquidation, etc.

Enfin, pour conclure, évidemment, la question de la soutenabilité intègre celle des petites pensions. Il existe des mesures, on en a parlé ce matin, autour du minimum contributif ou autour de l’ASPA qui peuvent aussi permettre d’amortir. en gros, mon propos est de dire que probablement que le niveau de vie projeté par le COR descend trop bas, qu’il faudrait se donner les outils aujourd’hui pour redresser la cible (à discuter laquelle) et en la redressant, cela veut dire que l’on accepte quand même une dégradation. S’il y a une dégradation, il faut absolument protéger en bas, notamment avec des mesures du côté des petites pensions ou des personnes qui ne sont pas encore retraitées et qui sont déjà très précaires.

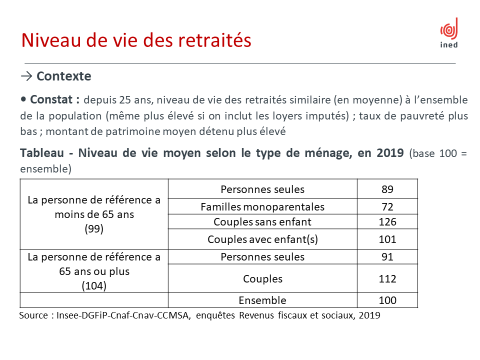
*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci beaucoup. Je passe la parole à Carole BONNET.

**Mme BONNET**.- Merci. Bonjour à tous. Merci pour cette invitation. Je m’aperçois qu’un certain nombre d’éléments sont redondants. Je passerai un peu plus vite par rapport sur ce qui a déjà été dit.

Je ne reviens pas sur le constat, si ce n’est qu’il y a une question de prise en compte des loyers imputés et du fait que les personnes âgées sont plus propriétaires que le reste de la population. C’est quand même important parce qu’on l’a aussi signalé ce matin et Nicolas DUVOUX l’a dit, à la retraite, le ressenti assez négatif des retraités sur leur niveau de vie vient beaucoup des personnes qui sont locataires et pas propriétaires. C’est une dimension très importante. Aussi, il a été souligné par l’INSEE qu’à des âges au-delà de 75 ans, cela pouvait rehausser de manière importante le niveau de vie, de l’ordre de 20 %, ce qui est non négligeable.

Le tableau renvoie aux niveaux de vie relatifs par rapport à l’ensemble de la population, des ménages dans lesquels il y a une personne de référence de 65 ans ou plus ou de moins de 65 ans. Je l’ai éclaté pour les personnes de 65 ans ou plus, selon qu’elles sont seules ou en couple. Cela me semble aussi une dimension importante du niveau de vie. Quand on regarde les personnes en couple, on a un niveau de vie bien plus élevé chez les 65 ans et plus que chez le reste de la population.



Ce tableau me permet aussi de souligner un point qui me semble important. Quand on parle de petites pensions, ce sera certainement l’une des populations qui arrivera à la retraite et qui aura des petites pensions. C’est le faible niveau de vie des familles monoparentales qui fait partie des catégories les plus défavorisées en termes de niveau de vie et qui affichent des taux de pauvreté élevés. Ces familles monoparentales, ce seront aussi des femmes qui arriveront à la retraite avec des carrières interrompues. C’est une population dont il faudra très certainement s’occuper.

Michaël ZEMMOUR a parlé de cible de niveau de vie. Didier BLANCHET a parlé de baisse de 10 % ou 15 %. Je trouvais compliqué de répondre à la question de l’appréciation de l’évolution du niveau de vie, j’ai l’impression que l’on a moins réfléchi sur l’objectif de niveau de vie, sur ce que serait un niveau de vie adéquat. Je sais que c’est compliqué parce que le niveau de vie, ce ne sont pas que des pensions. C’est vivre seul ou en couple, c’est de la fiscalité, des revenus du patrimoine, il y a beaucoup de composantes. Je me suis dit que peut-être que je trouverais des informations dans les différentes lois de réforme des retraites (2003 ou 2014) pour avoir une appréciation de ce que serait un niveau de vie adéquat à la retraite.

On a un chiffre qui apparaît dès 2003 dans l’exposé des motifs de la réforme des retraites. Il est indiqué qu’un haut niveau de retraite, de l’ordre des deux tiers du revenu d’activité à l’horizon 2020 constitue la référence choisie par le Gouvernement. Cela reste assez flou. On ne sait pas si c’est toute la durée de retraite comparée à la durée d’activité. C’est assez flou, mais il y a quand même une indication sur deux tiers. Ces deux tiers réapparaissent dans la loi de 2014. C’est aussi l’un des indicateurs de suivi du Comité de suivi des retraites, puisque dans les missions du CSR, Didier me dira si je me trompe, si le CSR fait des recommandations, elles ne peuvent pas tendre à diminuer en deçà des deux tiers le rapport pour une année donnée et pour un assuré qui est un salarié non-cadre, soit un cas type du COR, entre la moyenne des avantages de vieillesse perçus l’année de la liquidation et le revenu moyen d’activité perçu pendant la dernière année d’activité, en gros, le taux de remplacement. C’est le taux de remplacement net. On a cette notion de ne pas descendre en deçà des deux tiers en termes de taux de remplacement net.

J’ai cherché, peut-être que certains auront des informations. Ces deux tiers restent assez peu documentés. Il n’est pas évident de savoir pourquoi on a pris ces deux tiers, à quoi cela renvoie, comment a été fait ce choix, d’autant plus que dans d’autres pays, peut-être qu’Hervé BOULHOL en parlera, d’autres choix ont été faits pour les taux de remplacement cible. Je me disais que collectivement, on pouvait peut-être progresser sur cette notion.

On a beaucoup parlé d’âge de la retraite et de taux de cotisation, moins de niveau de vie et de son évolution. Nous nous étions quelque peu habitués depuis 25 ans à une parité du niveau de vie actif/retraité, qui était devenu en quelque sorte la référence implicite. Si l’on se départissait de cette égalité, c’était quelque chose vers lequel il ne fallait pas tendre. Je vois que ce n’est pas forcément ce qui est discuté à la table ronde. D’autant plus que cette parité a été acquise pour des raisons très diverses, qui étaient la montée en charge des régimes complémentaires et la diminution des pensions des non-salariés. On a aussi la forte augmentation de l’activité des femmes et de leurs droits à retraite. Il y a beaucoup de composantes qui font que ce niveau de vie s’est maintenu à la parité avec les actifs.

Pour continuer un peu dans cette recherche d’indications sur ce que serait un niveau de vie adéquat, j’ai un peu essayé de regarder dans différents rapports d’institutions, en particulier dans le rapport d’évaluation des politiques de la Sécurité sociale, leREPS, où l’objectif est d’assurer un niveau de vie adapté aux retraités. Il n’y a pas non plus de quantification ou même d’essais. Il y a un objectif affiché de limiter la dégradation du ratio entre pension nette et revenu d’activité net. Si l’on regarde aussi dans le rapport du COR, en général, il y a un petit paragraphe sur les évolutions du niveau de vie. L’idée, c’est de regarder les évolutions du système de retraite au regard de l’objectif d’un niveau de vie satisfaisant pour les retraités. C’est pareil. On pourrait le dérouler dans différents rapports. L’OCDE parle aussi de *pension adequacy*. Savoir exactement ce que cela recouvre est encore un peu flou. Ce n’est pas une naïveté de ma part, car je sais qu’il serait très difficile d’avoir un objectif de niveau de vie, cela recouvre différentes dimensions, mais il me semble qu’essayer de progresser collectivement sur le sujet serait important.

Du point de vue des individus, c’est là que je parlais un peu de redondance dans mes propos, on a un paradoxe, car lorsqu’on interroge les personnes sur le niveau de vie ressenti, ce ne sont pas que les retraités, c’est valable pour toutes les catégories d’âge, on juge le niveau de vie relatif des retraités beaucoup moins favorable que celui qu’il est objectivement aujourd’hui. Ce sont les questions du baromètre de la DREES. Cela a été abordé ce matin. On peut s’interroger sur cela. J’ai l’impression qu’il n’y a pas non plus que les individus. J’ai l’impression que c’est un peu aussi ancré dans d’autres dimensions. Par exemple, dans la fiscalité, quand on aura des mesures liées à l’âge, à revenu identique, on aura des dispositions plus favorables pour les 65 et plus. Ou alors, il y a d’autres raisons, mais peut-être a-t-on à l’esprit qu’ils sont plus défavorisés. On a aussi cela plus couramment dans la société avec, à partir de 65 ans, un certain nombre de réductions tarifaires uniquement liées à l’âge. Quelque part, on a une idée implicite que la situation des retraités est moins favorable.

Quand bien même ce ressenti est important à prendre en compte, cela a été dit, on se dit que si les personnes ont un ressenti différent à revenu disponible identique, c’est peut-être parce qu’elles ont des dépenses différentes. On aurait des dépenses différentes chez les retraités et dans le reste de la population, des dépenses contraintes, qui feraient qu’à revenu disponible identique, certains ressentent qu’ils ont moins de marges de manœuvre que d’autres sur leurs revenus. Il y a eu beaucoup de travaux à ce sujet. Peut-être que Pierre-Yves CUSSET en dira un mot aussi. Nous avons eu les travaux de la DREES sur les dépenses pré-engagées, soit celles qu’il est difficile de diminuer à court terme, car elles sont souvent contractuelles. On a les charges de logement, par exemple, dont le loyer. C’est important parce que cela fait une différence entre propriétaires et non propriétaires. Il y a aussi la question des assurances et des complémentaires santé qui revient souvent dans les discussions sur le niveau de vie des retraités, puisqu’en général, ils s’acquittent de complémentaires santé d’une tarification supérieure.

Quand on enlève aux revenus disponibles les dépenses pré-engagées, on a une nouvelle mesure, un niveau de vie arbitrable qui consiste en quelque sorte à un reste à vivre que l’on va pouvoir arbitrer entre les dépenses de consommation, de l’épargne, ce que l’on souhaite. Les travaux de la DREES montrent que finalement, quand on enlève les dépenses pré-engagées, le niveau de vie arbitrable des 60 ans et plus est un peu supérieur à celui des moins de 60 ans. On n’a pas non plus de différence très importante qui pourrait expliquer le ressenti.

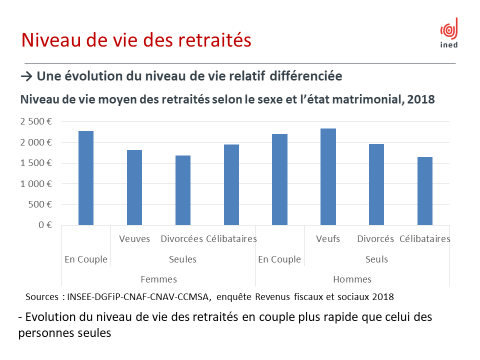
Il y a une autre mesure qui vient au-delà des dépenses préengagées, que l’on appelle les dépenses peu compressibles, en particulier dans lesquelles on range le reste à charge santé : on a le paiement de la complémentaire santé qui est dans les dépenses préengagées, mais aussi, on peut avoir des différences, puisque parmi la population âgée, on a plus de personnes en état de santé requérant des soins, sur lesquelles on peut avoir des restes à charge. Les premières investigations montrent que finalement, si l’on a une augmentation du coût de santé aux âges élevés, c’est plutôt lié au paiement de la complémentaire santé, qui est déjà dans les dépenses pré-engagées, que du côté des dépenses peu compressibles. Il y a un effet, de la population dans son ensemble et des retraités, mais il n’est pas de nature à modifier les positions relatives des actifs.

Enfin, il y a la dépense liée à la perte d’autonomie. Didier BLANCHET l’a abordé. Ce sont des dépenses qui peuvent être importantes. Il est probable, ou peut-être qu’un certain nombre d’individus jugent leur niveau de vie ou leurs revenus au regard de ce qu’ils auraient à financer s’ils devaient, par exemple, intégrer une maison de retraite. Cela peut créer des sensations d’avoir des niveaux de vie qui ne sont pas adaptés. Je ne vais pas m’étendre.

Une autre dimension, parce que cela a aussi été indiqué, c’est que quand on parle de cette évolution du niveau de vie relatif, bien évidemment, on a parlé de petites pensions. On sait que cette évolution ne sera pas la même pour tous les retraités. En particulier, j’ai un *focus* sur l’évolution suivant le sexe et la situation matrimoniale. Je vais indiquer pourquoi : on a un peu ce tableau, cela représente le niveau de vie des moyens des retraités selon le sexe et l’état matrimonialen 2018. Je pense que cela a été aussi présenté ce matin par Frédérique NORTIER-RIBORDY, on a des niveaux de vie des femmes seules inférieurs à celui des niveaux de vie des femmes en couple. On a un effet couple assez fort. On peut se demander s’il ne va pas se renforcer dans le futur, on l’a beaucoup vu dans le passé. Il serait intéressant de le quantifier. La montée en charge, la progression de l’activité féminine fait que de plus en plus, on aura des couples à double retraite. Cela va certainement créer un écart encore plus important avec les personnes qui vivent seules. C’est ce que l’on a vu dans le passé, puisque ces 25 dernières années, quand on regarde l’évolution du niveau de vie des retraités en couple, la progression a été plus rapide que celle des personnes seules.

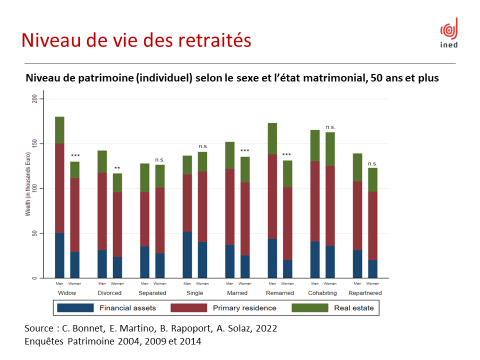
Aujourd’hui, on voit qu’en particulier parmi les femmes, les personnes seules qui sont dans la position la moins favorable sont les divorcées qui sont dans une position un peu plus basse que celle des veuves et des célibataires. On peut se dire que finalement, les écarts ne sont pas si importants, mais ici, il y a un effet important qui est que la population des divorcées et des célibataires aujourd’hui à la retraite chez les femmes est en fait en moyenne plus qualifiée que celle des autres femmes à la retraite. On a là un effet composition qui fait que si l’on contrôlait en particulier le niveau d’éducation, on aurait des niveaux de vie des divorcées qui seraient plus bas.

Je ne dis pas cela pour donner de l’information, mais aussi parce qu’on sait qu’en projection, la population des femmes divorcées ou des femmes célibataires va se modifier. En suivant, je reviens à la question des familles monoparentales, l’évolution et l’extension du divorce à l’ensemble des catégories de personnes et pas seulement aux plus qualifiés, on aura des divorcées qui, en moyenne, auront certainement des niveaux de vie plus faibles. Cela va se doubler en plus du fait que l’on va avoir une baisse du taux de couverture des femmes seules par la réversion, car on sait que par ailleurs, l’un des phénomènes massifs démographiques, c’est la baisse de la nuptialité. Les personnes se marient moins, dans un contexte dans lequel on a une réversion réservée aux couples mariés, pour l’instant, ce qui fait que moins de femmes seront couvertes par ces dispositifs de réversion qui sont de puissants rehausseurs de la pension des femmes, puisque les derniers travaux sur ces questions de pension de réversion montrent qu’en moyenne, cela permet de maintenir le niveau de vie lors du décès du conjoint. Ce sont donc vraiment des dispositifs extrêmement importants.



On s’interroge un peu sur cette évolution du niveau de vie relatif. Ce transparent reprend ce que je disais, à savoir que les tendances marquantes sur les situations conjugales, c’est une montée des divorces et des séparations importante et de la conjugalité hors mariage, une montée des unions libres. Ce filet de protection qu’était le couple quand on vivait ensemble ou qu’était indirectement le couple *via* la réversion va jouer de manière moins importante dans le futur. On peut s’interroger, cela fait partie des questions sur l’évolution du niveau de vie relatif, on aura une évolution moins favorable du niveau de vie pour les personnes vivant seules, en particulier les femmes.

Pour terminer, car comme c’est un travail que nous avons terminé voici peu, j’en profite : ces évolutions des trajectoires conjugales, c’est peut-être les effets d’interactions dont nous parlions ce matin, ont non seulement un effet sur le niveau de vie à la retraite en termes de pension, mais aussi un effet sur l’accumulation de la richesse. Quand on regarde l’accumulation de la richesse selon différentes trajectoires matrimoniales que les individus ont pu avoir… Je prends les séparés. Ce sont des niveaux de patrimoine au niveau individuel ; par exemple, quand les personnes sont mariées, il y a le patrimoine de l’homme et le patrimoine de la femme. Si l’on voulait le patrimoine total du ménage, il faudrait ajouter les deux. Il faut voir après comment on le traite avec une échelle d’équivalence, mais ce sont bien des patrimoines individuels.



Les divorcées aujourd’hui (là, ce sont des plus de 50 ans dans différentes enquêtes patrimoine) sont parmi les individus qui ont le patrimoine le plus faible, sachant que, comme je vous le disais tout à l’heure, c’est la même remarque, là, il s’agit de populations divorcées qualifiées. Si l’on tenait compte de cet effet éducation, on aurait des situations pour les divorcées et les séparées qui seraient encore inférieures. C’était pour illustrer un peu le fait que les trajectoires conjugales vont affecter non seulement les niveaux de vie par l’aspect pension, mais aussi par l’aspect niveau de patrimoine. Merci.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci. Pierre-Yves CUSSET ?

**M. CUSSET.-** Bonjour à tous. Je vais vous présenter trois travaux que nous avons produits récemment à France Stratégie, en lien avec la question posée aujourd’hui. La première chose que je tiens à faire, c’est à renverser la question et à demander si le maintien du niveau de vie relatif des retraités à son niveau actuel est soutenable ? Pour cela, je vous propose un petit exercice de pensée que nous avons publié dans une note voici peu qui consiste à se dire : qu’aurait-on dépensé en 2019, qui est notre dernier point de référence en matière de retraite, si l’on avait eu la même dépense par tête à chaque âge, mais que l’on avait eu la structure par âge, la pyramide des âges attendue pour dans 20 ans ?

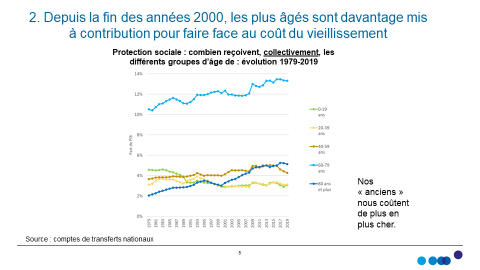
En gros, l’idée est que si, aujourd’hui, je veux calculer mes dépenses de retraite, j’ai mon profil à chaque âge de dépenses de retraite. Ce sont les dépenses par tête de retraite, cela inclut les personnes qui sont à la retraite et celles qui ne le sont pas. Quand on n’est pas à la retraite, on a une dépense de zéro et ensuite, je fais la moyenne sur l’ensemble des personnes qui ont un âge donné, qu’elles soient à la retraite ou non. Ce sont des profils issus des comptes de transferts nationaux, qui ont été produits par une équipe présidée par Hippolyte d’ALBIS\*, à laquelle Carole a participé. Si je prends mes profils, je les multiplie à chaque âge par le nombre de personnes qui ont cet âge. J’ai des dépenses en milliards d’euros à chaque âge, je somme sur mes âges et j’ai ma dépense de retraite en 2019. En 2019, on avait dépensé sur le champ de la protection sociale 340 Md€ de retraites au total.



Maintenant, je fais le même exercice. Je vais juste changer le graphique du milieu. Au lieu de prendre les effectifs de 2019, je vais prendre ceux d’une population fictive, qui aurait la même taille qu’en 2019, car je ne m’intéresse pas à la taille de la population, mais qui aurait la structure par âge attendue dans le scénario central des projections démographiques de l’INSEE. Je fais exactement le même calcul et là, au lieu d’avoir 340 Md€, j’ai 427 Md€, soit 87 Md€ de plus que ce que l’on a observé en 2019 et donc, 3,6 points de PIB. Ce que vous donne cette information, c’est le coût brut du vieillissement attendu pour ces vingt prochaines années sur les dépenses de retraite. On l’a fait sur toutes les autres dépenses, mais le gros morceau en termes de vieillissement, ce sont les dépenses de retraite.

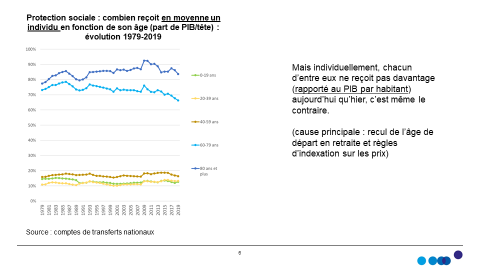
Ce n’est même pas à législation constante, ce sont vraiment les dépenses par tête aujourd’hui avec la structure par âge attendue pour dans vingt ans, cela ne passe pas, en tout cas, cela coûte 3,6 points de PIB. Sachant que, par ailleurs, on a la dépendance à financer, on sait que la santé ne va pas très bien, que nous avons une transition écologique à faire. Est-ce que déjà, c’est soutenable ? C’était une petite mise en bouche.

Maintenant, intéressons-nous vraiment au niveau de vie des retraités et à la façon dont on a géré le problème. Ce premier graphique, c’est une autre note, montre qui paye le coût du vieillissement. Le message que l’on a fait passer, c’est que ces dix dernières années, une partie de ce surcoût lié au vieillissement de la population était prise en charge par les personnes âgées elles-mêmes. Vous avez plusieurs graphiques. Chacun correspond à une tranche d’âge. Le plus en haut, ce sont les 60-79 ans. Combien reçoivent collectivement les différents groupes d’âge ? Collectivement, deux courbes augmentent très fortement, les 60-79 ans et les 80 ans et plus. Collectivement, les plus âgés coûtent plus cher à la nation. Si l’on regarde ce que reçoivent individuellement ces 60-79 ans ou ces 80 ans et plus, le constat est assez différent. Si les personnes âgées nous coûtent plus cher, ce n’est parce que l’on est plus généreux avec elles, mais parce qu’elles sont plus nombreuses, tout simplement.



Là, vous avez ce que reçoit individuellement chaque individu en moyenne d’un âge donné rapporté au PIB par tête, qui est une mesure du niveau de vie de la nation. On regarde par rapport au PIB par tête ce que reçoivent les différents groupes d’âge. La protection sociale est très fortement dirigée vers les personnes âgées, c’est fait pour, mais la générosité du système pour les individus a plutôt un peu décliné. C’était une façon de réagir à ce vieillissement de la population. C’est ce que les personnes reçoivent.

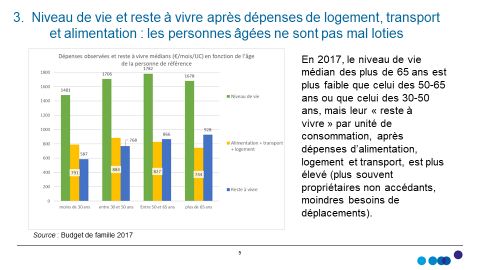
Il y a aussi ce que les personnes payent pour financer la protection sociale. C’est le même graphique que précédemment, mais côté recettes. Ce sont les contributions individuelles rapportées au PIB par habitant. Vous voyez que tout le monde contribue un peu plus. Les 40-59 ans sont les personnes d’âge actif qui contribuent le plus, la courbe jaune, ce sont les 20-39, la marron, ce sont les 40-59 ans. Ils sont plus mis à contribution avec un déclin, une petite baisse en fin de période. Ce que vous voyez augmenter assez fortement, c’est la contribution des 60-79 ans et des 80 ans et plus. C’est notamment la CSG, mais aussi l’évolution globale du système de financement de la protection sociale avec la part plus importante de la CSG, mais aussi de la TVA qui a été mise dans les impôts et taxes affectés, ainsi que ce que l’on appelle les contributions publiques. Quand ce sont les budgets de l’État ou des collectivités locales qui abondent directement les prestations sociales, c’est pris sur un budget qui, lui-même, agrège de nombreux prélèvements obligatoires divers et variés qui touchent *a priori* toutes les classes d’âge et qui sont beaucoup moins ciblés sur les tranches d’âge actif que ne le sont les cotisations sociales. Cela va plutôt à l’inverse de ce que je disais tout à l’heure. Les personnes âgées sont davantage mises à contribution pour financer le vieillissement de la nation dont elles participent.



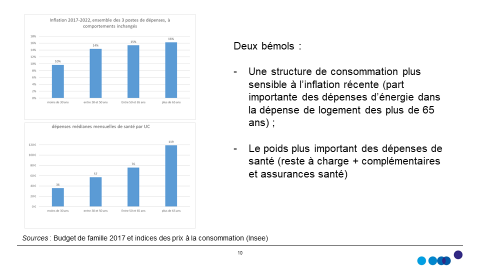
Dernier graphique, en faisant la somme des deux, ce que l’on reçoit moins ce que l’on paye. On a là aussi cette décroissance plus importante encore que ce que l’on reçoit. On voit bien que ce sont les personnes âgées, les plus de 60 ans, qui à la fois reçoivent un peu moins en PIB par tête et qui contribuent le plus PIB par tête. On a quand même un déclin qui est assez récent. On voit bien qu’il y a la montée en régime de réformes qui ont été décidées potentiellement voici 20 ou 30 ans. Cela commence à se voir.

Maintenant, s’agissant du niveau de vie relatif des retraités, on a évoqué les dépenses pré-engagées. On a une publication qui va sortir en début d’année prochaine. On a fait une actualisation des chiffres de la DREES que vous a présentés Carole à partir de la dernière enquête budget de famille. Là, c’est un autre concept que l’on appelle le reste à vivre. C’est ce qu’il vous reste une fois que vous avez dépensé pour votre alimentation, vos transports et pour vous loger. Cela comprend les assurances logement, les assurances transport, c’est un spectre assez large. En revanche, cela ne prend pas en compte côté transports tout ce qui est voyages. On ne considère pas que c’est une dépense nécessaire. Côté alimentation, le restaurant est mis à côté.

Vous avez en fonction de l’âge un déclin après 50 ans du niveau de vie des retraités. En revanche, si vous faites le reste à vivre par unités de consommation, puisque le niveau de vie, c’est du revenu disponible par unité de consommation, pour avoir quelque chose d’homogène, on a pris le reste à vivre, ce qu’il vous reste une fois que vous avez fait face à ces trois grosses dépenses, vous voyez que cela continue à augmenter, y compris après 65 ans. En termes de reste à vivre, les plus de 65 ans, en moyenne, c’est la médiane en l’occurrence, ont un reste à vivre plus important que les jeunes, déjà, mais aussi que les personnes d’âge actif.



Il y a deux bémols, quand même, à ce graphique. Premièrement, l’inflation. Pour calculer, j’ai utilisé le budget de famille 2017. Je connais pour chacun des 12 000 ménages ce qu’ils ont dépensé. Je l’ai revalorisé de l’évolution des prix entre 2017 et 2022. En gros, c’est le panier de biens de chaque ménage au prix 2022. Évidemment, les personnes s’adaptent au prix, ne vont pas avoir le même panier de biens. Faisons cette hypothèse. Dans ce cas, j’ai calculé une inflation pour chaque individu d’une certaine manière. J’ai fait des catégories d’âge. L’inflation est plus importante au fur et à mesure que l’on prend de l’âge, notamment pour les plus de 65 ans. à quoi est-ce dû ? C’est dû au poste énergie qui est plus important chez ces personnes. Typiquement, il y a plus de personnes de ces âges qui sont propriétaires non-accédants, qui n’ont à faire face ni à un loyer, ni à des remboursements d’emprunts, en revanche, dans leurs dépenses logement, la part énergie est beaucoup plus importante. C’est ce qui se retrouve ici. Si cela devait demain se poursuivre, ce serait un élément à prendre en compte.



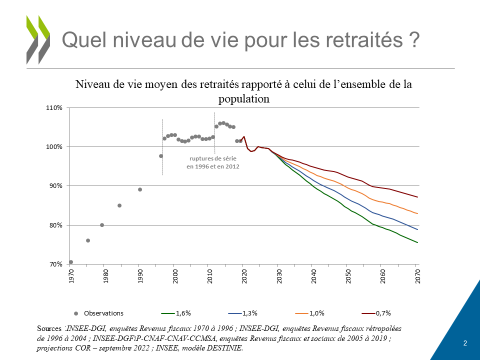
Ensuite, par rapport à une remarque qui m’a été faite, *quid* des dépenses de santé ? On ne les a pas mises dans les dépenses du reste à vivre. J’ai fait le même graphique. Ce sont les dépenses reste à charge plus mutuelle. Cela augmente en fonction de l’âge. On est à 119 € en médiane, à plus de 65 ans, par mois et par unité de consommation. Si l’on ajoute cela à ce que j’ai dit tout à l’heure, cela nuance un peu le diagnostic, mais on reste sur un niveau de reste à charge par unité de consommation légèrement supérieur pour les 65 ans et plus. Ce sont des éléments que je mets au débat, qui permettent d’informer un peu la question qui nous est posée aujourd’hui. Merci.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Je remercie pour ces éléments. Je passe la parole à M. BOULHOL.

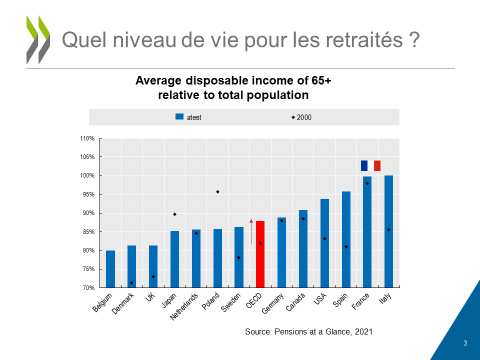
**M. BOULHOL**.- Merci pour l’invitation. Je vais essayer de répondre à la question, mais je dois dire d’emblée que la question, qui est celle de l’acceptation sociale, la soutenabilité sociale de la baisse du revenu relatif des retraités dépasse assez largement mes compétences. Je suis bien incapable d’anticiper ce qui pourrait déclencher des mouvements sociaux d’ampleur, sur plusieurs décennies, et en France en particulier. Je ne vais pas me défiler néanmoins. Je vais prendre ma casquette de comparaison internationale.

C’est assez simple. Pour répondre à cette question sur une base internationale, le graphique de gauche, celui tiré du rapport du COR, qui est central, c’est le niveau relatif des retraités. À droite, ce sont les données de l’OCDE pour le revenu relatif des plus de 65 ans. Le champ n’est pas tout à fait le même, retraités contre 65 plus, mais enfin, on recoupe quand même essentiellement. Ce n’est pas tout à fait comparable en niveau non plus, en raison des échelles d’équivalence pour la taille des ménages entre l’OCDE et ce qui est fait en France ou à Eurostat. Il y a de petits écarts de niveau, mais vous voyez que j’ai essayé de respecter les échelles. En France, on est autour de 100 %, un peu en dessous à cause de ces questions d’échelle d’équivalence.



Ce graphique a déjà été discuté. On est à un peu plus de 100 % avec des variations depuis 2000, une augmentation vertigineuse depuis 1970. Ensuite, une baisse graduelle, assez prononcée, qui dépend des niveaux de productivité, les salaires suivent la productivité à cause de l’indexation. Ce n’est pas le cas pour les retraites, ou moins le cas.

Je reviendrai néanmoins là-dessus, je trouve que ce graphique pose des questions et des problèmes. J’y reviendrai après. Pour l’essentiel, si l’on prendce, c’était pour 2019, les histogrammes et ensuite, les losanges, c’était ce que l’on avait à peu près en 2000. On n’a pas exactement les mêmes années tout le temps, mais c’est l’ordre d’idée. On retrouve le cas de la France autour de 100 %. Pour la moyenne des pays de l’OCDE, on est à 88 %. On a augmenté de 82 % à 88 % depuis 20 ans. Cette augmentation, c’est vraiment dans la majorité des pays de l’OCDE, pour la plupart des pays. Il y a quelques exceptions, comme la Pologne. C’est le cas dans d’autres pays d’Europe centrale et orientale, notamment la République tchèque, les pays baltes. C’est peu comparable, puisque c’est lié, d’une part, aux chocs de la transformation économique suite à la chute du mur de Berlin et, d’autre part, au fait que récemment, cela se fait par le haut avec des salaires très dynamiques.



Néanmoins, pour le coup, lorsqu’on pose la question du niveau absolu, dans les pays baltes on a aussi cette baisse avec des salaires dynamiques, mais on atteint plutôt 65 % ou 67 %. On a clairement des problèmes importants sociaux pour les plus âgés dans les pays baltes. Pour la Pologne, on passe de 96 % à 86 %. En tout cas, sur les niveaux, si l’on regarde ce qui s’est passé en Pologne, on pourrait réfléchir à la question du jour pour nous, mais ce n’est pas du tout comparable.

L’autre exception, c’est le Japon. Il y a une baisse graduelle sur ce graphique, de 93 % à 85 %. C’est lié à des performances économiques très médiocres depuis 30 ans au Japon. Une partie est liée au vieillissement démographique, une partie seulement. La baisse se fait par le bas. Au Japon, on a des difficultés sociales très prononcées, des inégalités très élevées pour les plus de 65 ans, des pensions modestes très faibles et, donc, un taux de pauvreté relatif très élevé et globalement, une baisse du revenu réel depuis le pic de 1995, de 15 % à 20 %. Nous sommes là vraiment dans un autre cas de figure.

Enfin, si l’on regarde aujourd’hui le cas de l’Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède, on se trouve entre 86 % et 89 %, ce qui est à peu près la moyenne des pays de l’OCDE. Le Danemark est à 81 %, la Belgique, à 80 %. Les Danois sont très contents de leur système de retraite. Le revenu relatif, depuis plus de 20 ans, a augmenté au Danemark et en Suède. C’est vrai qu’au Danemark, aux Pays-Bas, il y a un filet social très protecteur, avec un taux de pauvreté relatif très faible. En Belgique, les revenus sont aussi très compressés, l’indice de Gini des plus de 65 ans est à 0,23, 0,22. En France, nous sommes tout de même à 0,27, 0,28, soit quatre ou cinq points de Gini, cela se voit. En Belgique, ce n’est pas tellement le filet social, c’est le fait que le système contributif est très redistributif. Par exemple, lorsqu’on regarde nos projections, les taux de remplacement nets pour les bas salaires et les hauts salaires, la moitié du salaire moyen, le salaire minimum pratiquement, est deux fois le salaire moyen ; en France, pour une carrière complète, on a des taux de remplacement qui passent de 71 % à 65,71 % pour les bas salaires. En Belgique, on passe de 83 % pour les bas salaires à 44 % pour les hauts salaires. C’est quelque chose de très compressé. Pour la Belgique, en réalité, il semble qu’il y ait un ressentiment de la part de ceux qui ont eu des revenus élevés, qui ont l’impression d’avoir beaucoup cotisé et qui ne s’y retrouvent pas vraiment au niveau de leur niveau de retraite.

L’élément important pour la viabilité sociale, c’est donc la question des pensions modestes. Didier en a parlé. évidemment, ce qui est important, c’est que dans les réformes qui s’annoncent, on comprend qu’il y aurait des mesures d’accompagnement sur le MICO. La question de l’évolution de l’indexation de l’ASPA va jouer un rôle central. Je rejoins ce qui a déjà été dit. Cela me paraît vraiment essentiel pour essayer d’anticiper l’évolution du taux de pauvreté relatif qui conditionne largement l’acceptation sociale à terme. C’est un point vraiment important.

Au-delà des inégalités, et donc des pensions modestes, il y a la question de l’évolution du revenu réel. C’est un message qui est transmis et bien reçu très clairement à juste titre par le COR. Oui, il y a la baisse du revenu relatif, mais pas du revenu réel moyen. C’est essentiel, je trouve cela très bien dans le discours. Par exemple, en Grèce, avec la crise en 2008, on avait une hausse relative des plus de 65 ans, mais qui, évidemment, était causée par la baisse des salaires réels du fait de la crise économique, par la hausse du chômage. En réalité, par une baisse généralisée du revenu réel. Là, la hausse du revenu relatif des plus de 65 ans en Grèce n’était pas soutenable socialement.

Cela m’amène à souligner un élément clé dans notre discussion. Dans le choix du revenu relatif de l’indicateur dont on parle, c’est un revenu relatif. Ce choix est tout à fait conventionnel dans ce que l’on met au numérateur et au dénominateur. La hausse des revenus relatifs que vous voyez ici depuis les années 1970 en France, cela veut simplement dire qu’il y a eu la baisse du revenu relatif des plus de 65 ans. C’est exactement la même chose. Je vais être provocateur : on a connu la crise des gilets jaunes, bien sûr. Si je pousse la provocation, on peut se demander à quel point la baisse du revenu relatif des moins de 65 ans et la hausse du revenu relatif des plus de 65 ans sont soutenables socialement. Je renverse un peu la question. Au-delà de la dimension provocatrice, si je présente la question sous cet angle, je souhaite simplement souligner les limites qu’il y a à se focaliser sur les évolutions professionnelles projetées d’un indicateur de revenu relatif pour tenter de prévoir l’acceptation sociale. C’est vraiment quelque chose qui me paraît important, au-delà de la provocation.

Ce qui compte également dans la capacité à s’ajuster, cela répond un peu au dernier paradoxe que nous a soumis Didier (lui-même a répondu), c’est la vitesse d’ajustement. Là, on parle dans les projections de baisse graduelle. Forcément, dans les projections, on a une baisse graduelle, car il n’y a aucune réforme qui est un choc qui se produit à un moment donné. Par définition, la projection dans ce cadre se base sur une baisse graduelle. La vitesse est importante. évidemment, il y a également le niveau final absolu qui est atteint. Sur la base des comparaisons internationales, il semble en tout cas que dès lors que l’on est entre 80 % et 90 %, on a peu d’arguments pour dire que ce n’est pas soutenable. À nouveau, ce n’est qu’une moyenne. À nouveau, il faut bien prendre en compte ce qu’il se passe au bas de la distribution.

J’ai deux derniers points. J’ai mentionné (à nouveau, j’insiste, car c’est clé) pour le bas de la distribution, cela a été dit notamment, les femmes plus âgées vivant seules, mais pour ceux qui ont des revenus plus élevés, ce qui peut jouer, ce sont les comportements d’épargne ou de désépargne, plus exactement. Attention, cela ne change rien au revenu relatif. C’est le partage de revenu entre épargne et consommation, c’est juste pour corriger un peu. L’acceptation dépend notamment, pour les plus de 70 ans, me semble-t-il, plus de la consommation que du revenu. Il se trouve qu’en France, pour les plus de 50 ans, en moyenne, le taux d’épargne est à 18 %. Pour les plus de 70 ans, il est à 25 %. Cela a été souligné ce matin, les théories de cycle de vie ne fonctionnent pas du tout et dans la plupart des pays, ce n’est pas qu’un phénomène français. Ce qui est spécifique à la France, c’est que ces taux d’épargne sont très élevés, plus que dans d’autres pays. Il semble qu’en France, plus que dans beaucoup de pays, il y a une marge au-dessus du niveau médian pour désépargner, pour amortir si nécessaire la baisse du revenu.

Pour terminer, le questionnement que j’ai en réalité sur le graphique de gauche : on comprend bien qu’il y a des écarts en fonction des hypothèses de productivité, mais pour affiner le diagnostic, il me semble qu’il faudrait mieux comprendre ce graphique, les causes et la baisse projetée. Je lance un appel amical au COR pour faire plus de pédagogie sur les déterminants. Cela a été dit ce matin, on le lit beaucoup, souvent, on insiste sur l’indexation des prix, que ce soit l’évolution des pensions pendant la retraite ou les salaires portés au compte. J’avais signalé cela dans une précédente rencontre du COR : pour les salaires portés au compte, la réforme date de 1993. Elle n’a fait que pérenniser quelque chose en place depuis 1987. Il s’est passé 25 ans depuis 1987, nous sommes déjà à 2012. Pour l’indexation des salaires durant la retraite, on peut dire que l’on a déjà une grosse partie d’effet. C’est quelque chose de transitoire. On ne va pas aller vers zéro, si l’on prolonge. Le revenu relatif des retraités ne va pas aller vers zéro parce qu’on l’indexe sur les prix et les salaires.

C’est un effet transitoire qui doit s’arrêter à un moment donné, en 2040, grosso modo. On a déjà fait à peu près les deux tiers du chemin. Cela pose plusieurs questions. La première, c’est que cette baisse a déjà eu lieu, en réalité. Il y a quelque chose que l’on ne voit pas dans les chiffres qui compense. Il faudrait nous expliquer. C’est parfois fait, mais il faudrait l’expliquer plus.

Ensuite, il faut expliquer pourquoi cela continue de baisser après 2040. Normalement, à 2040, sur l’effet purement de l’indexation, cela devrait se stabiliser, grosso modo. Je suis preneur d’informations complémentaires, car si, notamment, la baisse se prolonge après 2040, la baisse qui n’est pas là depuis 2000, cela pose la question de ce qui génère cela dans les sorties des modèles de microsimulation. Quel est le rôle de l’augmentation de la durée de cotisation sur le taux plein ?

Carole a parlé, je suis très sensible à cela, des changements de composition des ménages et des familles. Je simplifie beaucoup, mais l’idée que j’en ai, c’est qu’il y a eu des séparations, des divorces qui ont affecté beaucoup les personnes qui étaient plutôt en âge de travailler. Certes, on aura de plus en plus de personnes âgées dans cette situation, mais avec les effets d’économie d’échelle, cela peut jouer un rôle important. Carole a mentionné les pensions de réversion. Peut-être que la baisse des pensions de réversion explique pourquoi on a toujours cela. Je ne sais pas ce qu’il y a dans les modèles de microsimulation, mais en tout cas, dire que c’est la non-indexation des pensions est hâtif. Je ne crois pas qu’avec 0,7 % seulement, on puisse continuer à projeter après 2040 une telle baisse. Merci à vous.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci. Je retiens tout ce qui a été dit, mais le dernier point, c’est une invitation directe. Je comprends qu’elle est amicale. Il n’y a aucun problème. Nous serons, si nous le pouvons, plus pédagogues lors de la dernière livraison, il faut que l’on étudie tout cela. Quand on dit que c’est l’indexation, on vise le principal mécanisme qui est à l’origine. Ce mécanisme a été compensé pendant un certain temps, c’est pour cela que l’on a une stabilisation en même temps que l’indexation du fait que la carrière des femmes s’améliorait. Pour après 2040, nous reviendrons vers vous et nous essaierons de vous donner tous les effets dans le détail.

Merci beaucoup pour tous ces éléments. Je n’ai pas fait respecter le temps avec suffisamment d’autorité et de vigueur. Je vous propose que l’on prenne quelques questions et que l’on décale notre calendrier d’un quart d’heure. La pause, au lieu d’avoir lieu à 15 heures 30, aura lieu à 15 heures 45, et nous reprendrons à 16 heures, tout est décalé. Y a-t-il des questions, des remarques ?

**Un intervenant**.- Bonjour et merci pour vos interventions. J’avais une question sur l’intitulé et les présentations. Est-ce qu’on n’en demande pas trop au système de retraite ? Et par là, qu’entend-on par niveau de vie ? Si l’on regarde les définitions statistiques, revenu disponible par unité de consommation, etc., on a vu que cela va au-delà du revenu d’activité ou de la pension et aussi du revenu du patrimoine, etc., mais j’ai l’impression que l’on demande aussi au système de retraite, dans les débats, de corriger toutes les inégalités que l’on a eues au cours de la vie.

Par définition, puisque c’est un système contributif, si l’on a eu des périodes de chômage, d’inactivité, on contribue moins, on a moins. Si l’on a eu une carrière ascendante, on a mieux qu’une carrière plate, etc. Là, on a regardé, on a vu les niveaux de patrimoine, les compositions des ménages, etc. Est-ce le rôle du système de retraite que de corriger toutes les inégalités qui peuvent naître de ces différences entre les ménages ? Je suis très peu expert du sujet. Cela reste une assurance vieillesse, donc une assurance à prestations définies. On a cotisé, on a des prestations, des droits. Si on n’a plus cotisé, on a plus que d’autres. N’est-ce pas la fiscalité ou la redistribution ou d’autres systèmes publics qui doivent corriger les inégalités plutôt que le système de retraite ? Merci.

**M. BRAS**.- Nous allons prendre plusieurs questions. Monsieur ?

**Un intervenant**.- Merci, Monsieur BRAS. On recherche des marges de manœuvre pour desserrer les contraintes qui sont dans tous les sens. J’en vois deux qui n’ont pas été explorées. La première, c’est le cumul emploi retraite. Serait-ce une manière de pallier le phénomène que l’on cherche à endiguer en introduisant plus de fluidité dans les passages en retraite ? Là-dessus, il y aurait une réforme très simple à faire qui serait de lever la contrainte de liquider tous ces régimes en même temps. Contrainte qui, on l’a vu, avait des effets pervers, notamment pour les agriculteurs, par exemple, comme cela a été dit ce matin, mais qui pourrait, sans trop de douleur, assouplir beaucoup et réintroduire une incitation à travailler et à continuer à travailler. Cela pourrait-il avoir un effet macroéconomique sensible pour desserrer la contrainte que M. BLANCHET a évoquée ? C’est le premier point.

Le deuxième, c’est une question pour Mme BONNET, qui a évoqué le problème des veuves qui ont des réversions conditionnées au mariage, dans un contexte de modification des règles, le pré-partage des droits ne serait-il pas une solution pour pallier la montée de la pauvreté au sein de certains couples de pacsés qui se trouveraient très défavorisés ? C’est une autre piste qui, à mon avis, pourrait pallier les dysfonctionnements ou les craintes qui ont émergé de nos discussions. Merci.

**M. BRAS**.- Votre voisin avait une question. On va prendre cette troisième question, puis, nous essaierons de répondre.

**Un intervenant**.- Concernant le problème des marges de manœuvre, je n’ai pas entendu parler des modifications de plafond de cotisations, de déplafonnement partiel, par exemple. Pourquoi ? Comment ? Ne serait-ce pas une partie de la solution ?

Par ailleurs, il y a le problème des taux, puisqu’on part du principe, comme une vérité révélée, qu’il ne faut surtout pas augmenter les taux. Je sais qu’il y a des hommes politiques qui ont décrété cela, mais ne serait-il pas intéressant d’avoir comme hypothèse la possibilité de modifier les taux, y compris de modifier des taux de façon différenciée ? Cela se discute, bien évidemment. Ce serait bien, à mon avis, à partir du moment où l’on peut faire par exemple des productivités différentes, d’éventuellement travailler sur des taux différents et d’éviter qu’il n’y ait une vérité révélée cachée.

**M. BRAS**.- Merci. Carole BONNET a été directement interrogée sur le partage des droits.

**Mme BONNET**.- Le pré-partage des droits, c’est qu’il y ait divorce ou pas ? Le partage des droits a souvent été discuté dans l’objectif de donner plus de droits directs aux personnes divorcées, mais en particulier par, plutôt, un rééquilibrage au sein des couples, puisque le transfert se ferait intracouple et qu’inévitablement, on aurait moins de droits pour les hommes divorcés et plus de droits pour les femmes divorcées. C’est quelque chose qui a été plusieurs fois étudié. Il y a plusieurs rapports dans lesquels c’est étudié. Au niveau de pauvreté, on aura certainement un effet, puisqu’on aura plus de droits directs pour les femmes divorcées. Je le vois plutôt comme un rééquilibrage femmes/hommes de ce point de vue, pour donner plus de droits directs en faisant du transfert intracouple.

**M. BRAS**.- Il y a des séances du COR où cette hypothèse a été aussi étudiée, comme dans beaucoup de rapports. En général, on est accueilli avec un succès d’estime, mais derrière, il y a l’autre question, celle de la réversion. Au-delà de l’estime que les personnes peuvent manifester pour la cohérence intellectuelle de la situation, en règle générale, cela ne va pas beaucoup plus loin. Il n’est pas nécessaire d’espérer pour entreprendre. On peut toujours maintenir les questions.

Pour les autres questions, sur le rôle du système de retraite, qui n’est pas tout à fait notre sujet, en général, oui, normalement, un système contributif a vocation à reproduire dans les grandes lignes les inégalités qui existaient pendant la vie active. Néanmoins, au moins et principalement dans le régime général et les régimes intégrés, il est aussi admis qu’il y a des éléments de solidarité qui viennent compenser non pas le fait que les personnes n’aient pas travaillé, mais le fait qu’elles n’aient pas pu travailler, par exemple parce qu’elles étaient en maladie, au chômage ou, dans le cas des femmes, parce qu’on considère qu’elles ont été accaparées par des tâches d’éducation, même si cela renvoie à une vision genrée que l’on pourrait souhaiter dépasser, mais en tout cas, c’est le cas. Voilà comment se fait l’équilibre.

Il est clair qu’a priori, beaucoup considèrent que dans un système contributif, ce n’est pas à la retraite, par exemple, de corriger l’inégalité salariale hommes/femmes. Dire que les retraites des femmes sont inférieures aux retraites des hommes veut dire que ce n’est que le reflet de salaires différents, ce n’est pas accepter que les salaires aient vocation à être différents entre les femmes et les hommes, c’est dire que ce n’est pas à la retraite de les corriger. Autour de cela, il y a un débat. Parfois, la question hommes/femmes vis-à-vis de la retraite est posée implicitement comme si le système de retraite devait corriger cette inégalité alors même qu’il est censé être contributif. Voilà la réponse générale.

En revanche, sur les taux différenciés, cela renvoie à ce que j’évoquais sur la nature contributive. Si les taux sont différenciés, est-ce que ce sera un système contributif en fonction du taux de cotisation ? Dans ce cas, on se mord la queue et sur les plafonnements, c’est la même chose : si l’on déplafonne et que le déplafonnement ouvre des droits, cela ne contribuera pas à la solution, en tout cas à terme.

Voilà les éléments, mais peut-être sur cumul emploi retraite, effectivement, on nous l’a dit, une manière de s’adapter à la baisse du niveau relatif, c’est que les personnes pourraient continuer à travailler plus longtemps, pratiquer plus le cumul emploi retraite. L’un des freins au cumul emploi retraite, c’est qu’aujourd’hui, on paye des cotisations et cela n’ouvre pas de droits à la retraite. Le travail en cumul emploi retraite est moins payé si l’on regarde le cycle de vie que le travail normal. On vient de lever la question pour les médecins. Eux cumuleront sans avoir à payer de cotisations. On pourrait imaginer que les personnes qui cumulent continuent à payer des cotisations pour ne pas faire une concurrence indue à ceux qui n’ont pas à supporter de cotisations, ce qui n’est pas le cas pour les médecins, mais que cela ouvre des droits. Je ne sais pas, sur toutes les questions posées, si certains d’entre vous veulent réagir ?

**M. BLANCHET**.- Ce serait trop demander au système de retraite que de corriger l’ensemble des inégalités. Pour reprendre une formule célèbre, ce n’est pas au système de retraite de corriger l’ensemble des inégalités, mais il faut quand même qu’il prenne sa part pour corriger un certain nombre d’entre elles. C’est dans cet esprit qu’il faut envisager la chose, il faut essayer de marcher sur deux jambes, la contributivité, Carole a rappelé la formule (offrir des pensions en rapport avec les revenus d’activité), n’a pas qu’un sens macro en moyenne. Cette formule sert aussi à dire que le but du système, c’est d’offrir une retraite qui conserve les conditions dans la hiérarchie sociale, mais en même temps, on a quand même besoin de corriger un certain nombre d’inégalités qui seraient générées par des accidents de carrière. Je ne pense pas que l’on puisse compter uniquement sur la fiscalité pour le faire. Il est normal que le système de retraite essaye d’y contribuer. Il faut trouver le bon équilibre sur les deux aspects.

Après, sur les autres sujets évoqués, les pistes d’ajustement complémentaires ne sont pas forcément des pistes sur lesquelles j’ai des expertises fines. Le cumul fait partie des choses à envisager. Notamment, c’est intéressant, la remarque que tu as faite sur les médecins, car quand on discute augmentation de l’âge de la retraite, il y a aussi de grandes transitions qui s’annoncent devant nous, il y a des besoins très différenciés entre les types de métier, il y a peut-être des métiers que l’on a moins besoin de voir parce qu’on verdit l’économie. Il y a des métiers pour lesquels on va avoir de la forte demande. Cela peut peut-être être intéressant d’avoir des mécanismes d’incitation qui puissent être différenciés selon les catégories d’emploi.

Sur la question des taux, c’est la loi qui interdit au comité de suivi des retraites de préconiser des taux supérieurs à 28 % pour les cas types de salariés non-cadres du privé. Cela ne nous a pas empêchés dans l’avis de cette année de dire que cela faisait partie des instruments que l’on ne pouvait pas complètement exclure.

Je vais quand même prendre temporairement un peu la défense de la hausse de l’âge de la retraite, quand même, avec un petit argument : par rapport aux deux choses que sont baisser le niveau de vie relatif des retraités et augmenter les taux de cotisation, qui sont deux façons d’équilibrer le système de retraite sans, a priori, effet de bond sur le reste. L’avantage d’augmenter l’âge de la retraite, dans la mesure où cela fait de l’emploi supplémentaire (et après, il y a toutes les réserves à avoir sur le fait que tout le monde ne peut pas travailler pour faire tous les types de métiers jusqu’à 65 ans), c’est que si cela génère de l’emploi supplémentaire, cela génère aussi de la ressource supplémentaire pour l’économie et pour financer d’autres postes de la protection sociale et des dépenses publiques. C’est un petit argument qu’il faut rappeler dans ce débat. Les trois instruments ne sont pas à mettre sur le même plan de ce point de vue.

Sur la question des plafonds, nous avons un système qui n’est pas très plafonné. Au-delà de la cotisation déplafonnée, il y a déjà beaucoup de tout cela. Il y a une question intéressante, celle de l’articulation entre la base et la complémentaire, on peut jouer sur le plafond pour voir des effets de transfert entre les régimes.

Cela me conduit à une petite remarque, quelque chose à creuser. Je vais appuyer, car en plus, on m’avait transmis cette demande de clarification sur la raison pour laquelle les taux de remplacement mettaient tant de temps à baisser et pour laquelle cela donnait l’impression d’être sur un toboggan infini alors que cela devrait se stabiliser à partir de 2040. Je me demande s’il n’y a pas des sujets au niveau des hypothèses qui sont faites sur la retraite complémentaire, des hypothèses indexation du salaire de la valeur d’achat du point, indexation de la valeur de service. Au-delà de 2030, ce sont des hypothèses assez conventionnées. Ce serait intéressant, l’an prochain, puisque vous aurez un rapport qui donnera des projections très détaillées par régime, de voir quelle est la contribution des complémentaires à ce phénomène de pente.

**M. BOULHOL**.- Deux petites choses sur les éléments redistributifs dans le système français qui se font beaucoup par les crédits pour les accidents de carrière et la validation des trimestres. Par exemple, pour le temps partiel, etc. Dans les pays de l’OCDE, une autre façon plus systématique d’avoir des taux de remplacements plus élevés pour les bas salaires que pour les hauts salaires, c’est d’avoir un niveau forfaitaire de pension. Il y a deux cas typiques, pour simplifier : le Danemark, qui est financé par l’impôt. Là, c’est totalement non contributif. Il y a aussi la République tchèque où c’est contributif, mais surtout, cela ne dépend pas du niveau de revenu, mais de la durée de cotisation. Quand on ajoute cet étage forfaitaire, lorsqu’on calibre l’aspect forfaitaire et l’aspect lié au salaire, lorsqu’on joue sur les deux paramètres, on peut avoir le niveau de redistribution que l’on veut sur des carrières à niveau linéaire en fonction des différents revenus. On n’a pas du tout ce schéma en France. Certes, on n’adresse pas le MICO, mais sur l’ensemble, en tout cas jusqu’à un certain plafond de niveau de revenu, cela ne joue pas.

Concernant la question du cumul emploi retraite, nous avions étudié cela en 2017 dans les pays de l’OCDE. C’est une question assez compliquée. La position de l’OCDE était de dissocier totalement le droit à pension, qui a ses règles propres, et le fait de pouvoir continuer une activité salariée, de ne pas lier ces deux choses. On n’aurait pas besoin de liquider tous ses droits pour pouvoir continuer à accumuler. À l’époque, me semble-t-il, que ce soit cela ou les mécanismes de retraite graduelle, cela posait problème dans le cas de la France, la complexité du système français, pour le coup, rend les choses beaucoup plus compliquées que dans un système simple. Je suis désolé de le dire comme cela. C’était l’un des aspects où l’on voyait que c’était compliqué de mettre cela en œuvre.

L’histoire de la retraite progressive, c’est comme cela que l’on dit en France, paraît être une bonne idée dans la plupart des pays réellement. Nous avions réfléchi, et il faudrait que nous travaillions à nouveau sur cette question, mais cela ne décolle pas, cela ne décolle dans aucun des pays alors que l’on sent que c’est la bonne idée. Les obstacles sont aussi dans le fonctionnement des entreprises, l’appétence par les employeurs, etc. En revanche, ce qui est très clair, sur cette question de la retraite progressive, c’est qu’il nous semble qu’à la fin, l’objectif n’est pas tellement d’augmenter le nombre d’heures travaillées après un certain âge, mais vraiment de lisser la décision de passage à la retraite. Ce n’était pas une question d’offre d’emploi, de la masse totale d’heures travaillées, ce n’était pas une question réellement de dépenses budgétaires, ce n’était pas une question de niveau relatif de retraite. C’était vraiment plus un choix de souplesse dans la décision de passage à la retraite.

**M. ZEMMOUR**.- D’abord, en réaction sur les pays étrangers et sur la soutenabilité, le monde ne va pas s’écrouler si le niveau de vie des retraités change. En revanche, il est à peu près certain que les changements de comportements ne compenseront pas le changement de niveau de vie des retraités si on le change d’un pays à l’autre et cela se traduira de fait par une dégradation de l’expérience de la vie à la retraite. C’était l’idée. Est-ce soutenable ou non ? Je l’ignore.

Concernant les taux de cotisation, tout est possible. C’est déjà le cas. On peut tout à fait interpréter les exonérations de cotisations employeurs comme des taux différenciés. Si l’on fait cela, l’ordre de cotisation, c’est d’un tiers au SMIC pour un à la fin des cotisations sociales. Il y a déjà des cotisations déplafonnées. Il y a déjà des éléments de solidarité dans les complémentaires. On a toute la palette. On peut ajuster comme on le souhaite, si on a très peur pour l’emploi, on ne joue que sur les déplafonnés, si l’on pense que le risque augmente et qu’il faut un élément de transfert, on peut augmenter toutes les cotisations de manière très graduée et progressive.

Enfin, demande-t-on trop au système de retraite ? Pour avoir un peu regardé l’évolution du système français de protection sociale, c’est une question qui va avec l’universalisation. La retraite vient du salariat, qui était minoritaire, puis qui a eu niveau de plus en plus grand. Aujourd’hui, de fait, la retraite est universelle. C’est quasi le revenu exclusif de tous les seniors. On peut tout à fait utiliser la retraite comme un élément à la fois universel et contributif, c’est un peu le grand écart, mais il est tout à fait possible d’avoir de l’universel contributif. La règle de conversion de la carrière et du salaire en droits, on en a une infinité, c’est vraiment politique et conventionnel. On peut tout à fait faire cela.

En revanche, ce qui est vrai, c’est que dans la manière que l’on a de se poser les questions, il y a sans doute un biais quand on parle des petites retraites. Quand on dit que tel système est plus redistributif que tel autre parce que les petites retraites passeraient de 300 € à 400 €, la question de passer de 300 € à 400 € pour une petite retraite ne résout pas la question du niveau de vie. La question du niveau de vie est plus générale, sur l’ASPA, sur la réversion, etc. Effectivement, je pense que dans l’analyse que l’on a du système de retraite, il faudrait distinguer les personnes dont le niveau de vie proviendra essentiellement de leurs droits directs aux retraites et du fait que l’on a des petits droits à retraite dont on ne peut pas penser que ce sera la source principale du niveau de vie. On peut le résoudre de deux manières : soit en interne du système de retraite avec un droit forfaitaire minimal, soit en externe, par un minimum vieillesse qui serait réformé.

**M. BRAS**.- Merci. Je crois qu’il est temps de faire la pause, sinon, nous n’arriverons pas à reprendre. Nous nous retrouvons à 16 heures. Merci de ne pas allonger la pause. Sinon, nous allongerons malheureusement la fin de nos débats.

*Intervention vidéo – Grégory Ponthière, professeur d’économie à l’UCLouvain*

*(La séance est suspendue à 15 heures 48 et reprend à 16 heures 05.)*

Table ronde 3 – Faut-il mobiliser le patrimoine des retraités pour maintenir leur niveau de vie ?

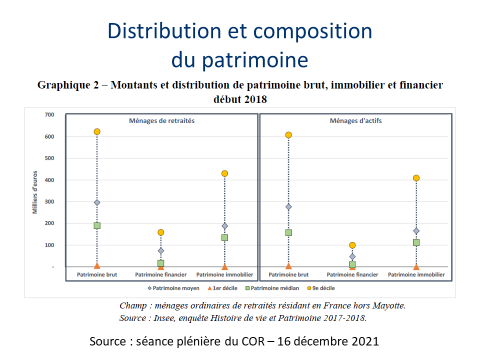
**M. BRAS**.- Nous allons aborder la question du patrimoine, puisque les questions du niveau de vie, des revenus et du patrimoine sont intimement liées et parce que la mobilisation du patrimoine, pour certains retraités, pourrait être l’une des manières de pallier l’évolution que nous avons vue du niveau de vie relatif. Par ailleurs, on sait que certains retraités continuent à épargner alors même qu’ils sont à la retraite alors que l’on s’attendrait a priori à une désaccumulation à la retraite. Pourrait-on mobiliser plus largement ce patrimoine pour maintenir le niveau de consommation des retraités sans avoir à maintenir leur niveau de vie relatif ? C’est un peu la question sous-jacente à cette troisième table ronde. Nous avions commencé par les plus modestes, ils ne sont pas concernés en règle générale par les questions de patrimoine. Là, nous sommes plutôt du côté des plus aisés.

Nous aurons quatre intervenants. D’abord, Muriel ROGER, professeure d’économie à l’Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, membre du COR au titre des personnalités qualifiées. Elle est aussi associée au LIEPP, le Laboratoire d’évaluation des politiques publiques de Sciences Po. Camille LANDAIS est professeur d’économie à la *London school of economics* à Londres*,* mais il rejoint la France pour être président délégué du CAE, le Conseil d’analyse économique*.* Ensuite, Marie BRIèRE, responsable du Centre de recherche aux investisseurs d’Amundi, et André MASSON, directeur de recherche émérite au CNRS. Je passe sans attendre la parole à Muriel ROGER.

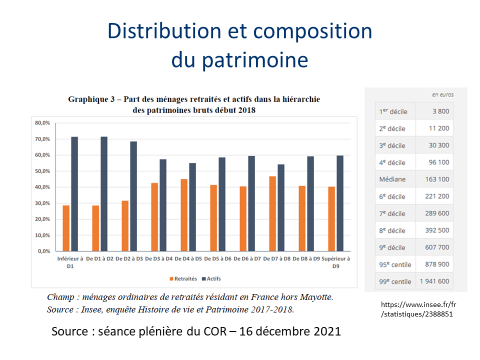
**Mme ROGER**.- J’ai un certain nombre de documents. Je vous remercie de m’avoir invitée à parler ici. Je vais essayer de faire un peu un cadrage sur la question de la mobilisation possible du patrimoine des retraités pour maintenir leur niveau de vie. Je vais m’appuyer sur un certain nombre de documents qui existent, qui ont été publiés, que vous connaissez sans doute pour une partie d’entre eux. Je pense qu’il est important ; pour introduire cette discussion ; de se poser plusieurs questions.

D’abord, revenir sur la distribution et la composition du patrimoine des retraités. C’est un élément important. Ensuite, se poser la question du lien entre ce patrimoine et leur droit à pension. Cela a été évoqué très rapidement. On a parlé des petites pensions ce matin et le président vient de dire tout de suite que petite pension veut aussi dire petit patrimoine. On va le montrer. Je vais faire un point sur l’évolution temporelle, car ce sont des systèmes de retraite et dans un système de retraite, ce que l’on décide aujourd’hui a des conséquences aujourd’hui, mais aussi demain et après-demain. Cela oblige à faire un peu d’anticipation. Je donnerai quelques éléments de bilan et de discussion à partir de ces éléments.

Je ne suis pas allée chercher très loin les informations sur la distribution et la composition du patrimoine. Le COR avait fait une séance là-dessus en décembre 2021 avec de très bons documents du secrétariat général que j’ai repris. J’en ai repris trois ici, qui me paraissent importants. Le premier, c’est la distribution du patrimoine. Depuis ce matin, on parle beaucoup du patrimoine des retraités, qui est en moyenne est plus élevé. C’est vraiment en moyenne. Si l’on regarde, en distribution, on a quelque chose d’extrêmement large. On a des niveaux moyens plus élevés, mais des dispersions encore plus grandes que celles des actifs. C’est important de l’avoir à l’esprit quand on préconise des solutions ou la mobilisation de ce patrimoine.

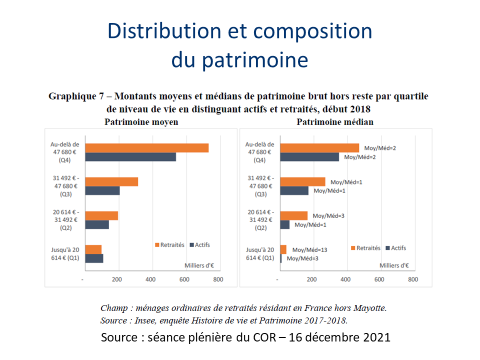


Le deuxième graphique est celui qui nous dit où sont situés nos retraités dans la population générale. C’est le même type de graphique que ceux que nous avons vus ce matin, des graphiques sur les déciles. On a classé les ménages en fonction de leur patrimoine et on les a classés du moins riche au plus riche. On a pris la proportion des retraités et des actifs. Dans l’échantillon, c’est tiré d’Histoire de vie, patrimoine, dont nous avons vu l’enquête plusieurs fois aujourd’hui, on a 38,4 % de ménages de retraités, à savoir ceux dont le chef de famille est retraité. Cela peut être aussi un ménage que l’on appelle, quand on travaille dessus, « en transition », avec un chef de ménage retraité, mais potentiellement le deuxième qui est encore actif. On a dans ces ménages des « en transition » aussi et l’on s’aperçoit que l’on a quand même une proportion assez forte de nos retraités qui sont dans les trois premiers déciles. Je vous ai mis les valeurs à côté des déciles. Le troisième décile, c’est 30 000 €, si l’on regarde le site de l’AFER en 2020, transformé en rente, ce sont moins de 1 000 € annuels. Comme mobilisation du patrimoine, c’est un peu léger.



On s’aperçoit de deux choses assez intéressantes, c’est que finalement, nos retraités sont assez massivement au milieu de la distribution, sous-pondérés en bas et pas tellement tout en haut. On s’aperçoit aussi que les niveaux ne sont pas si élevés que cela. On voit aussi qu’ils ont la même distribution que les autres. On est simplement au sein des retraités. On voit apparaître du patrimoine au troisième décile. Si l’on était sur l’ensemble de la population, ce serait un peu plus haut. On voit que les premiers déciles n’ont absolument pas du tout d’immobilier, que cela monte ensuite et qu’ils ont essentiellement de l’immobilier. C’est la même chose que pour tous les ménages français.

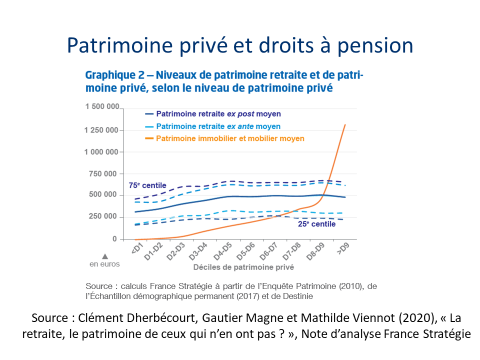
Ce qui va plus m’intéresser ici, je pense que l’on va se poser un tout petit moment sur ce transparent et ensuite sur un certain nombre de résultats, c’est la question du lien entre le revenu et le patrimoine. Que montre ce graphique ? On a classé les ménages par quartiles de niveau de vie et que ce soit en moyenne ou en médiane, on a un phénomène de corrélation incroyablement fort entre le niveau de patrimoine et le niveau de vie, c’est-à-dire que pour une grande partie de nos ménages de retraités, même si, en moyenne, ils sont plus riches que les actifs, la mobilisation du patrimoine privé pour financer la fin de vie semble être relativement complexe, en tout cas, pose question. Il faut avoir cela à l’esprit.



Le problème de ce graphique et d’un certain nombre de graphiques comme celui-là, c’est que l’on est en train de faire de la comparaison entre du flux, qui est du revenu, et du stock, qui est du patrimoine. C’est pour cela que je vais m’attarder un peu sur un document fait par France Stratégie, une quatrième note après les trois précédentes de France Stratégie, dans laquelle les auteurs se sont intéressés à ce que l’on appelle le patrimoine retraite ou le droit patrimonial à pension. C’est un calcul d’actualisation. On prend en projection le niveau de pension d’un retraité jusqu’à la fin de ses jours et on l’actualise pour savoir en gros quel serait le capital qu’il faudrait au moment du départ à la retraite pour fournir la rente équivalente à ce que l’on a comme niveau de pension.

Ce graphique est intéressant. Je vais vous dire ce que sont « ex-poste » et « ex-santé ». Quand on fait ce genre de calcul, il faut projeter une durée de vie. Les auteurs en ont projeté deux. L’ex-santé,c’est si toute la catégorie concernée avait la même espérance de vie. L’ex-poste, c’est que l’on a simulé aux personnes un âge de décès. La différence entre les deux n’est pas très forte, cela augmente simplement un peu la dispersion. Ce qui est important pour nous dans ce graphique, c’est de voir le lien entre les droits patrimoniaux à retraite ou le patrimoine retraite et le patrimoine privé. Le patrimoine retraite, même si, au niveau des déciles, il y a une certaine dispersion, est beaucoup plus égalisateur sur l’ensemble des déciles que le patrimoine privé.

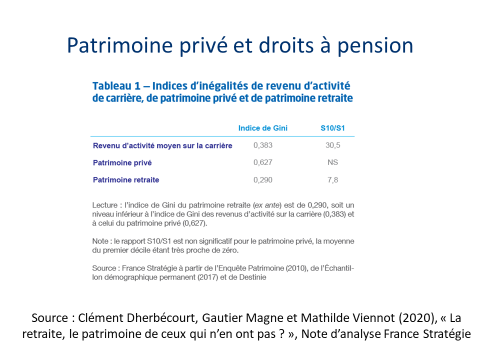
Ce qui est à la fin, où l’on a un très fort patrimoine privé et un assez faible patrimoine retraite, ce sont en partie les indépendants. On dit souvent des indépendants qu’ils ont accumulé beaucoup de patrimoine professionnel, qu’ils ont des droits à pension plus faible, mais qu’au moment du départ à la retraite, ils vont vendre leur patrimoine privé et le transformer potentiellement en rente pour la fin de leur vie. Il y a eu beaucoup de discussions autour des exploitants agricoles ce matin qui avaient des petites pensions, dont le niveau des pensions est en train de remonter. Quand on regarde le patrimoine des exploitants agricoles au départ à la retraite, on voit que cela fait partie des catégories où la rentabilisation financière de ce patrimoine est relativement difficile.



Dans des professions totalement différentes, on ne le voit pas encore dans les données, mais je pense que l’on peut anticiper le fait que dans un certain nombre de professions, il sera plus difficile de vendre de son patrimoine professionnel. Nous parlions des médecins. Il y a une pénurie de médecins et l’on voit de plus en plus de spécialistes ou de généralistes qui partent à la retraite sans repreneur, puisqu’il n’est plus intéressant pour les jeunes de racheter la clientèle et le cabinet, étant donné qu’avec la pénurie, ils peuvent s’installer à peu près où ils veulent. La mobilisation du patrimoine par un certain nombre de catégories pose déjà question.

Quand on retire les indépendants et que l’on ne prend que les salariés, on retrouve quelque chose dont on a plus l’habitude. C’est en fonction du revenu, des déciles de revenu en bas. On a des droits à retraite qui augmentent. On a un patrimoine retraite qui augmente. Ce graphique montre une fois de plus la corrélation très forte entre les deux types de patrimoine.

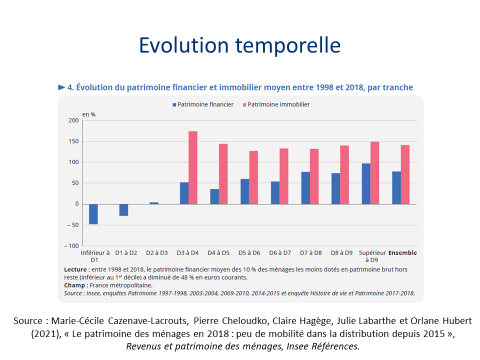
Je fais un tout petit passage sur les indices de Gini. Ce qui est surprenant, c’est qu’on voit que le patrimoine privé, c’est la grandeur sur laquelle la dispersion est la plus grande. Cela rebondit sur les discussions que nous avions tout à l’heure, on voit que finalement, le patrimoine retraite a un Gini plus faible que le revenu d’activité. Ce sont exactement les questions que l’on posait. On a un système qui compresse les inégalités au moment du départ à la retraite.



Dernier élément que j’ai pris dans ce document extrêmement riche, il y a des choses sur les différences hommes/femmes et beaucoup de choses très intéressantes sur les questions de patrimoine retraite, mais je voulais montrer un petit encadré méthodologique de l’article qui pose la question de l’évolution du patrimoine retraite avec les réformes récentes. Cela nous dit que les réformes récentes ont eu tendance à diminuer le patrimoine retraite de tout le monde de façon presque linéaire, avec un écart pratiquement constant, mais que cela a aussi beaucoup diminué les patrimoines retraite de ceux qui sont en bas de la distribution. Proportionnellement, ce sont ceux qui ont été le plus touchés par cela. Ceux qui ont été le plus touchés par la diminution, quand on arrête de regarder en moyenne, mais que l’on regarde en distribution, ce sont finalement ceux pour lesquels on n’a pas de moyens, en patrimoine privé, de compensation.

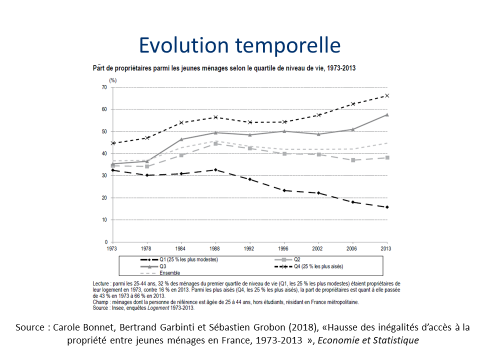
Après tous ces éléments, je pense qu’il y a quelque chose d’important : on a dit et redit aujourd’hui que l’on peut aussi évoluer, que les comportements des personnes peuvent évoluer. Si l’on change les droits à pension, peut-être que l’on pourra avoir un investissement financier et une épargne des ménages antérieurs plus élevés. Je voulais faire deux ou trois points sur les évolutions temporelles, sur les actifs, cette fois-ci, car les actifs sont nos retraités de demain. Si l’on commence à dire que l’on peut prendre sur le patrimoine des retraités pour compenser une baisse du niveau de vie ou du taux de remplacement des pensions, il faut savoir de qui l’on parle. On parle de nos retraités d’aujourd’hui, mais surtout de nos retraités de demain. Je vous ai mis les sources à chaque fois.

Ce que montre ce graphique, on ne le voit pas forcément complètement, c’est que sur le plan des niveaux de vie, on a un élargissement et un accroissement des inégalités. Ce n’est pas une surprise. On le sait déjà. On l’a aussi au niveau des patrimoines. Il y a une très grosse évolution des patrimoines, particulièrement des patrimoines immobiliers ces vingt dernières années avec la hausse du prix de l’immobilier. On l’a vu ce matin, c’est vraiment sur le début de la période et après, cela stagne. Ce qui m’intéresse dans ce graphique, c’est que l’on voit que sur le patrimoine privé, des déciles les plus bas, cela a vraiment descendu.



Nous sommes dans une société où l’on a un accroissement des inégalités. La plupart du patrimoine des ménages est de l’immobilier. Que nous montrent les travaux de Carole BONNET et coauteur ? Que pour ceux qui ont les revenus les plus faibles, l’accès à la propriété (c’est chez les 15-44 ans, ce qui veut dire avant qu’ils puissent réinvestir dans la propriété pour leur âge de retraite), pour ceux qui sont en bout du groupe, cela peut être compliqué. On voit que chez les moins riches, les écarts se creusent, l’accès à la propriété est de plus en plus difficile et ce n’est pas juste une question de prix. On a vraiment des phénomènes structurels. En zone urbaine, voici longtemps que l’on a un problème d’accès à la propriété des quartiles de revenus les plus faibles. On l’aperçoit aussi en zone rurale. Cela veut dire que l’on a vraiment un clivage qui se crée. On voit qu’avec l’accroissement des familles monoparentales, ce capital de réserve qui appartenait au ménage qui était l’immobilier a tendance à descendre pour une partie de plus en plus importante de notre échantillon.

Je trouve que ce dernier graphique que je vais vous montrer est particulièrement parlant. Il est tiré des travaux de Bertrand GARMATI\* et Frédéric SAVIGNAC\*, qui montrent que la probabilité d’être propriétaire est pratiquement stable pour ceux dont les parents l’étaient et en chute libre pour les autres.



Petit bilan de mes constats : on a une corrélation très forte entre le niveau des retraites et le patrimoine. On a tout une partie en bas de la distribution qui n’a ni l’un, ni l’autre. On a une partie médiane où finalement, le patrimoine des retraités est plus élevé, mais quand on sait que 40 % du patrimoine est détenu par les retraités alors qu’ils font 38 % de l’ensemble de l’échantillon, on n’a pas non plus une surpondération du patrimoine des retraités par rapport aux autres. On est dans une période où les inégalités augmentent.

Penser que l’on va pouvoir mobiliser le patrimoine des retraités pour compenser le niveau de vie soulève à mon avis deux types de question. La première, qui est très claire, c’est que c’est vrai pour le patrimoine, mais aussi pour la santé, on voit bien que l’on a des questions autour de la santé et d’un certain nombre de mesures où l’on voit que l’on ne peut pas travailler en moyenne, mais sur le patrimoine, on ne peut pas raisonner en moyenne. Il va vraiment falloir se poser la question des distributions. L’une des réponses qui pourraient être apportées, c’est de faire ce qui a été dit pour un certain nombre de pays étrangers, c’est-à-dire avoir un minimum qui assure un niveau de vie à tous et pour le reste, on fait appel au patrimoine des retraités. Cela pose un certain nombre de questions. Cela pose des questions d’inégalités. Michaël ZEMMOUR l’a dit, puisqu’il a parlé en termes d’inégalités, car dans les pays qui font cela, on a des inégalités relativement fortes du niveau de vie des retraités.

Je voulais faire un point en disant que c’est aussi une modification assez forte de notre vision de la prise en charge du risque vieillesse. On a vu aussi aujourd’hui que l’on a décidé, en France, d’avoir une prise en charge plus collective. On a remonté le niveau de vie relatif des retraités. Si l’on change de système, on va revenir là-dessus. C’est une question qui se pose. Ce n’est pas indépendant de choix plus larges de prise en charge de la dépendance, on en a parlé. Pour l’instant, on a une grande forme de prise en charge de la dépendance sur le patrimoine privé et les familles. Dans le triptyque État, famille, épargne, on a beaucoup de famille et d’épargne. Veut-on que les retraites passent en partie sur des questions de famille et d’épargne ? Si l’on a de vrais problèmes d’inégalité, j’aurais tendance à dire que peut-être que cela ne concerne pas que les systèmes de retraite.

On entend beaucoup que l’on pourrait prendre sur le niveau de vie des retraités pour redistribuer une partie de cette protection sociale pour les plus jeunes, mais ce que j’ai entendu ce matin et que l’on entend souvent, c’est que pour les plus jeunes, de toute façon, le niveau de protection que l’on donne, que ce soit par le RSA ou un certain nombre d’autres éléments, ne sera jamais aussi élevé que celui que l’on peut offrir aux retraités parce qu’on a toujours la question sous-jacente : si on leur met des niveaux trop élevés, on aura de la désincitation au travail. Je ne suis pas sûre que prendre aux retraités en disant que l’on va donner aux autres directement règle cette question. Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci beaucoup. La parole est à Camille Landais.

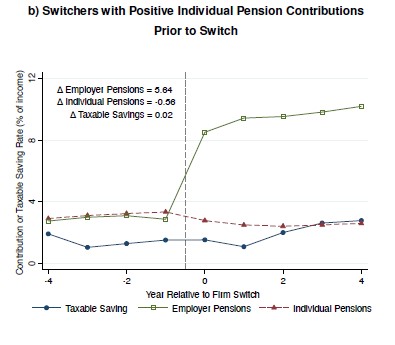
**M. LANDAIS**.- Merci beaucoup. Je vais essayer de vous proposer une vision un peu académique de ce que l’on a appris récemment sur le lien entre patrimoine, consommation et bien-être des retraités. Le propos liminaire que je voudrais faire, c’est qu’il y a une frontière de la recherche académique qui a été un peu poussée et dépassée au cours des dix dernières années. Cela a énormément à voir avec la qualité de l’infrastructure de mesure. Je voulais vous éveiller à cela, car je pense qu’en France, on n’est pas nécessairement très loin de pouvoir créer cette infrastructure, mais on ne l’a pas encore.

Que faut-il pour cela ? Ilfautpouvoirapparier des données longitudinales, mais à haute fréquence, à la fois sur votre historique sur le marché du travail, vos données de pension, tout ce qui détermine votre historique de contribution et la liquidation de vos pensions avec un certain nombre d’informations importantes sur la structure des ménages, les informations sociodémographiques, qui vit avec qui, l’assurance que vous pouvez donner au sein du foyer, mais aussi ces informations très précises sur le patrimoine et son évolution, ce qui revient au final à avoir aussi des informations sur la consommation des ménages.

En France, on n’a pas exactement cela. On a certains aspects. On manque vraiment d’informations complètes, universelles sur le patrimoine et sur la consommation à haute fréquence. Il y a un certain nombre de pays, c’est d’ailleurs de ces pays que je vais parler, qui ont cette structure. C’est un peu l’option 1. Vous avez des données administratives sur tout ;c’est le modèle scandinave. En plus, vous avez une *well\* tax* et vous pouvez donc tout observer. Cela vous permet aussi de mesurer la consommation comme un résidu dans la contrainte budgétaire des ménages, et ceci à haute fréquence. On n’aura pas cela en France.

Néanmoins, il ne faut pas mésestimer la possibilité d’utiliser l’accès nouveau à un certain nombre de données bancaires très riches avec des échantillons qui peuvent être déterminés spécialement pour le type de recherche que le COR peut vouloir faire. La Banque Postale, par exemple, mais aussi le Crédit Mutuel, ont essayé de mettre en place une infrastructure de données, des panels sur de très larges échantillons représentatifs. La Banque Postale a déjà versé ces données au CASD (Centre d’Accès Sécurisé aux Données). Elles peuvent être enrichies, on pourrait penser à aller faire des *surveys*, des enquêtes dans ce cadre d’échantillonnage pour aller récupérer un certain nombre de données, d’historiques de travail, de données de pensions qui nous permettraient d’avoir la même structure de données. C’est important, car cette capacité d’avoir ce type de données délivre vraiment des enseignements assez clés pour le pilotage des systèmes de retraite, en particulier pour comprendre aujourd’hui la question qui nous presse, c’est-à-dire dans quelle mesure on peut utiliser le patrimoine des ménages pour aider au lissage de la consommation pendant la retraite.

Parmi les types d’enseignements que l’on peut avoir, le premier enseignement venu du Danemark : les individus sont excessivement passifs vis-à-vis de leur épargne retraite. C’est important, car si l’on pense que les personnes font naturellement les bons choix quand il s’agit de générer du patrimoine pour lisser leur consommation au moment de la retraite, on fait une erreur. Pourquoi faut-il cette infrastructure de données dont je parlais pour s’en rendre compte ? C’est l’exemple parfait, je pense que beaucoup d’entre vous sont familiers avec ce texte dont M. RACHETTI\* est coauteur. Il le faut parce qu’on avait déjà documenté que, quand on vous donne une certaine option par défaut pour votre épargne retraite, votre épargne complémentaire ou à travers votre employeur, les personnes ont tendance à suivre l’option par défaut. En même temps, comme on observait ce qu’il se passait dans ces contrats, mais pas ce qu’il se passait vis-à-vis de l’ensemble de votre épargne, on ne savait pas si les personnes réoptimisaient tout le reste de leur épargne de manière à maintenir une sorte de profil optimal de leur épargne.

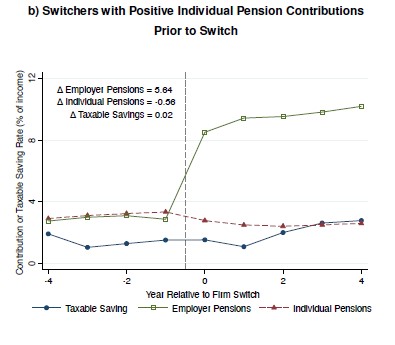


On voit très clairement que ce n’est pas le cas. C’est pris à partir d’une variation quasi expérimentale très simple qui consiste à prendre des individus qui changent d’employeur et qui vont vers un employeur qui a une option par défaut pour leur épargne qui est beaucoup plus élevée que leur employeur précédent. C’est la courbe verte : au moment où ils passent chez ce nouvel employeur, leur *employee pension,* leur contribution chez cet employeur dans ces comptes d’épargne retraite de l’employeur, augmente. On voit aussi, c’est la courbe rouge, que l’ensemble de leur *saving* pour les pensions, mais aussi de tous leurs *savings*, toute leur épargne (en bleu) ne bougent absolument pas. Le fait de les forcer à contribuer plus dans leur épargne retraite par leur employeur par défaut n’est absolument pas contrebalancé par d’autres choix qu’ils pourraient faire. Clairement, les personnes sont un peu perdues, suivent ce qu’il se passe et n’optimisent pas du tout. Ce n’est pas juste qu’elles auraient pu apprendre, car après quatre ans, c’est toujours la même chose. Il y a vraiment cette idée que les personnes sont extrêmement sensibles aux options par défaut et *a priori*, c’est un argument plutôt fort pour comprendre en partie l’accumulation de l’épargne retraiteet ne pas s’en remettre simplement au bon vouloir des individus pour épargner de manière privée le niveau de retraite.

Ce sont des arguments que nous avons à l’esprit, je pense que c’est l’argument principal pour avoir des systèmes de retraite aussi importants et publics dans la plupart des pays. Il n’est pas inutile de le rappeler. On se rend compte que ce type d’erreur est fait par une très grande majorité des acteurs. Vous avez en gros 15 % à 20 % des individus qui prennent des décisions vraiment actives vis-à-vis de leur épargne retraite. Le reste de la population est très passif. Le degré de passivité est corrélé avec quelques caractéristiques observables telles que le revenu, mais pas si fortement. Le niveau d’éducation prédit un peu le fait d’être moins passif, mais au sein même d’un même niveau d’éducation, les personnes qui ont une éducation supérieure sont très largement passives. C’est plus des différences entre ceux qui ont fait des cours d’actuariat et ceux qui n’en ont pas fait qui expliquent la capacité d’être actif ou passif.

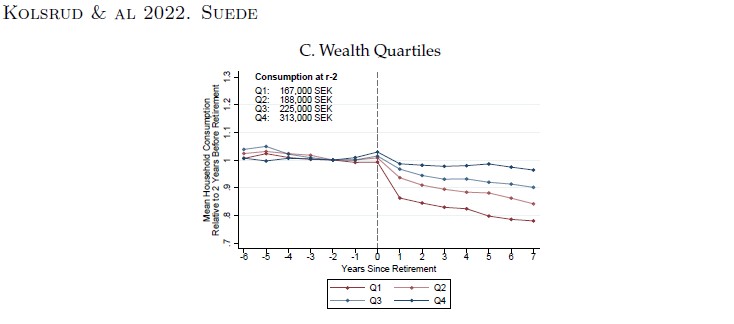
Le deuxième enseignement est que les personnes sont un peu perdues vis-à-vis de leur épargne retraite. Le problème est compliqué. Vous êtes soumis à de nombreuses incertitudes, de chocs pour savoir comment optimiser votre profil d’épargne optimal tout au long de la vie, ce n’est pas facile. On pourrait se dire qu’au moins, lorsqu’elles partent à la retraite, le problème est un peu plus facile, il y a beaucoup de chocs, vous ne connaissez pas votre longévité, vos dépenses de santé, vous ne le connaissez pas, il y a un certain nombre de choses, mais on pourrait dire que la décumulation est un exercice un poil plus facile que l’exercice d’accumulation.

Avec la capacité d’avoir ce type de données, on se rend compte aujourd’hui qu’il y a des arguments assez forts pour être relativement paternalistes du point de vue de la décision de la décumulation. Je prends un exemple qui n’est pas exactement lié aux retraites, mais qui est un exemple tellement bon et fort, lié à l’épargne pour le chômage. Cela vient du travail de François Gérard. Les données d’assurance sociale sont matchées avec des données de consommation à haute fréquence. Au Brésil, vous accumulez une partie de votre épargne pour vous protéger contre les risques de la vie, en particulier pour le chômage, à travers des comptes individuels auxquels vous pouvez avoir accès au moment d’un choc tel que le licenciement. Au moment du licenciement, la consommation des ménages explose, ils sont extrêmement sensibles à liquiditéà laquelle ils ont accès. Vous pourriez me dire que si cela se trouve, c’est qu’ils ont besoin de s’acheter certains biens durables ou autres, mais non, c’est exactement la même chose si vous regardez : il y a des dépenses de consommation somptuaires, toutes les dépenses de consommation explosent au moment de l’accès à cette liquidité.



Le fait d’avoir eu accès à votre liquidité a complètement déraillé la décumulation et très clairement, ce sont des arguments assez forts pour dire que la décumulation du patrimoine est loin d’être facile parce que le problème reste complexe, mais aussi parce qu’il y a un certain nombre de biais de comportement tels la sensibilité à la liquidité, qui sont très prégnants dans la population.

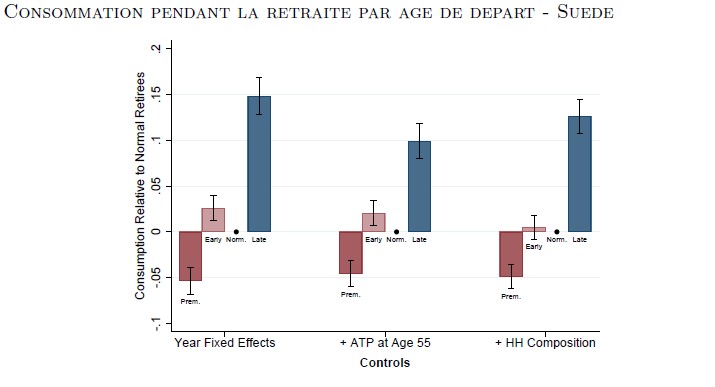
Cela veut-il dire que le patrimoine ne sert à rien ? Non. En regardant ces données longitudinales très fines, on peut apprendre que le patrimoine sert quand même à lisser la consommation. C’est tiré d’un travail récent que nous avons fait en Suède avec mes coauteurs Jonas KOLSRUD, Johannes SPINNEWIJN et Daniel RECK : on a eu accès à la consommation des ménages suédois. On montre ce qu’il se passe vis-à-vis de la consommation des ménages autour du moment où les personnes partent à la retraite, en fonction de leur quartile de patrimoine à 55 ans. Très clairement, le fait d’avoir de l’épargne participe à votre capacité à lisser votre consommation au moment où vous arrivez en retraite. Les personnes utilisent l’épargne pour lisser la consommation. Cela a quand même une valeur pour l’individu.



Après, il y a les questions qui se posent autour de : les personnes utilisent-elles vraiment leur patrimoine de manière optimale, sachant que l’on voit une si faible décumulation du patrimoineau cours de la retraite ? Une fois de plus, je ne cite pas toutes les études. Il y a de plus en plus de travaux qui montrent qu’il y a quand même une part de ce manque d’utilisation qui n’est pas irrationnelle parce que vous pouvez montrer qu’il y a un lien entre la prédictibilité de votre risque de dépendance et la vitesse à laquelle vous décumulez votre patrimoine, le fait d’avoir l’intention de léguer du patrimoine à ses enfants et la décumulation, le fait que la décumulation est beaucoup plus faible pour les personnes qui ont eu du patrimoine immobilier. C’est aussi rationnel si vous avez des coûts à liquider votre patrimoine immobilier. Il y a quand même un certain nombre d’arguments importants au fait de pouvoir utiliser du patrimoine pour lisser sa consommation. C’est clair.

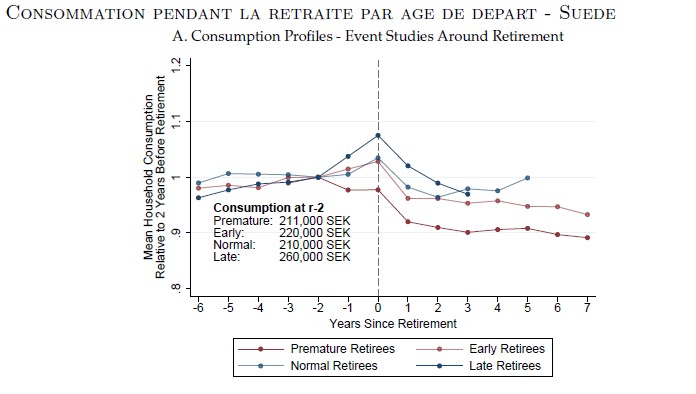
La dernière chose que je voudrais vous montrer, c’est la valeur de ce type de donnée très fines pour comprendre l’incidence d’un certain nombre de réformes de retraite. C’est sans doute même l’argument principal que j’utiliserais pour pousser à mettre en place cette infrastructure de données dans le cadre français, c’est que c’est la meilleure manière d’avoir une mesure fine de l’incidence des mesures de retraite.

Je vous donne là l’exemple de ce que l’on peut faire dans le cadre suédois, où l’on a commencé à réfléchir à quelle serait l’incidence de différentes mesures qui changeraient le profil du système de retraite de manière à augmenter les incitations à travailler tard au cours de la carrière. Comment pouvez-vous inciter les personnes à travailler plus tard dans leur carrière ? En changeant le profil de pension de sorte que les pensions sont plus élevées pour les personnes qui partent plus tard à la retraite, mais vousvous pouvez le faire de deux manières : en incitant en fonction de l’âge auquel vous partez à la retraite ou en fonction de la durée que vous aurez cotisé au moment où vous partirez à la retraite.

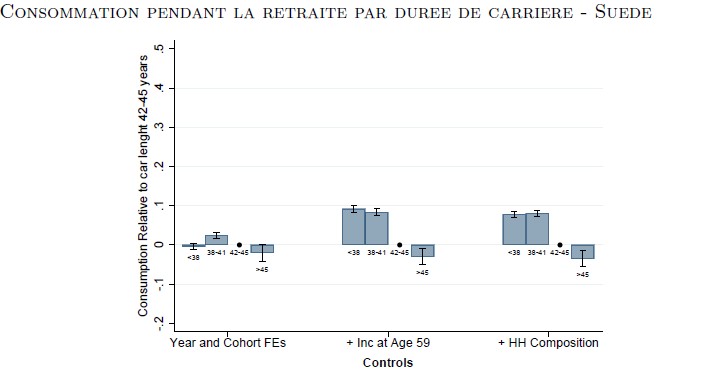


À partir de ces données, vous pouvez voir très facilement l’incidence différentielle qu’auraient ces différents types de réforme. Que sera l’incidence d’une mesure d’âge ? Elle va simplement redistribuer entre les personnes qui partent plutôt tôt et celles qui vont partir tard à la retraite. Il suffit de regarder la consommation et un certain nombre d’autres caractéristiques des individus qui partent tôt *versus* tard pour avoir une idée du type de redistribution auquel vous vous exposez. C’est ce que l’on voit dans le cadre suédois. D’abord, il y a un gradient très fort entre l’âge auquel vous partez à la retraite et votre niveau de consommation à la retraite. Les personnes qui partent tard, après 65 ans, ont des niveaux de consommation à la retraite environ 20 % supérieurs au niveau de consommation des individus qui partent de manière prématurée, c’est-à-dire avant 60 ans. C’est en contrôlant pour tout l’historique de votre carrière, jusqu’à 55 ans. Le fait de partir tôt est vraiment lié à un certain nombre d’accidents de carrière tard dans la vie que vous pouvez voir en regardant la dynamique de la consommation.

C’est exactement le même graphique qu’avant, sauf qu’au lieu de regarder par quartile de patrimoine, on regarde par âge de départ à la retraite. Les personnes qui partent à la retraite prématurée, les rouges, ont tendance à avoir dès avant le départ à la retraite des chocs négatifs qui diminuent déjà leur consommation. Une grosse partie des différences de consommation que l’on a à la retraite par âge de départ ont à voir avec l’incidence de chocs spécifiques.



D’ailleurs, vous le voyez parce que les niveaux de santé, par exemple, même s’ils sont très inégaux… Les niveaux de santé sont différents indices de mauvaise santé. C’est aussi la probabilité d’être décédé à 70 ou à 75 ans. Vous voyez là un gradient très négatif, les personnes qui partent de manière très prématurée sont des personnes qui ont des chocs de santé négatifs. Renforcer les mesures d’âge, vous le voyez très bien ici, cible mal les incitations à travailler plus longtemps parce qu’il y a autre chose d’intéressant, c’est que cela cible mal les incitations parce que vous pénalisez les personnes qui sont soumises à des chocs négatifs qui peuvent n’être pas de leur fait, mais en plus, et c’est tout l’enjeu, vous voyez qu’il y a quand même une non-monotonicité, c’est-à-dire que les personnes qui partent « early »*,* c’est entre 60 et 63 ans. En revanche, ce sont des personnes qui ont plutôt des niveaux de consommation plus élevés que celles qui partent vers 65 ans, à l’âge normal. Il y a un réel effet de richesse. En revanche, quand vous avez beaucoup de patrimoine et que vous pouvez vous permettre de partir à la retraite plus tôt, vous le faites. On cible mal les incitations, car on pénalise énormément les personnes qui partent prématurément, mais sans réussir vraiment à « targetter » celles qui partent tôt parce qu’elles ont les moyens de le faire.



Si vous utilisez les durées de carrière, en revanche, vous avez exactement les bonnes propriétés. Vous continuez à inciter les personnes à travailler plus longtemps, mais le type de redistribution que vous faites va exactement dans le bon sens. C’est exactement le même type de graphe que j’ai utilisé avant, les niveaux de consommation à la retraite, par durées de carrière au moment où vous liquidez votre retraite. En revanche, les personnes qui partent à la retraite avec des carrières courtes ont des niveaux de vie plus élevés à la retraite, donc il y a des niveaux de consommation plus élevés ; ce sont celles qui partent avec des carrières longues qui ont des niveaux de vie très faibles au moment du départ à la retraite et tout au long de la retraite.

En revanche, en incitant, en donnant un niveau de pension plus élevé aux personnes qui ont des carrières longues, vous faites à la fois de la bonne redistribution et de bonnes incitations. Je m’arrête là. Je voulais vous donner ce cadre général. On n’est pas loin, en France, d’avoir une infrastructure de données en utilisant les données bancaires qui nous permettraient de faire ce genre d’exercice. Il serait utile de pousser dans ce sens. Je m’adresse à Pierre-Louis : j’aimerais que l’on pousse ensemble dans cette direction. C’est une requête que je fais au COR.

*(Applaudissements)*

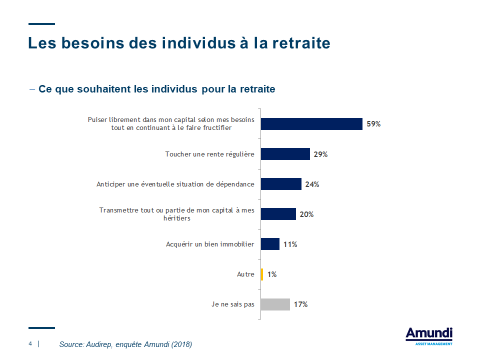
**M. BRAS**.- Ce oui public ne m’engage que dans la limite de mes capacités ! Je passe la parole à Marie BRIèRE.

**Mme BRIèRE.-** Merci beaucoup pour cette invitation. Je suis ravie d’être parmi vous et j’ai beaucoup apprécié la qualité des échanges aujourd’hui.

Je suis chez Amundi, je suis donc aussi chercheur associé à l’Université libre de Bruxelles et à l’Université Paris Dauphine. Je vais vous parler de l’expérience d’Amundi et de ce que l’on peut voir dans des données bancaires en ce qui concerne l’épargne retraite, notamment dans le cadre de l’épargne salariale. Ma présentation sera en deux parties. Dans une première, je vous parlerai des besoins financiers et des comportements d’épargne à la retraite tels qu’on les a observés chez Amundi, qui et le teneur de compte de l’épargne salariale d’un grand nombre d’entreprises, des très petites, des très grandes. Il y a plus de quatre millions de personnes dans cette base de données. Elle commence à être très représentative du secteur privé en France. Je vous montrerai quelques statistiques descriptives sur la manière dont les personnes épargnent dans le cycle de vie.

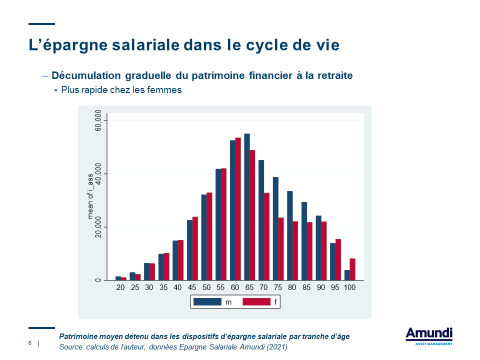
Dans une deuxième partie, je vous parlerai des solutions qui existent aujourd’hui pour offrir un complément de revenu aux retraités grâce à leur patrimoine accumulé. Je vous présenterai ce qui existe, ce qui est en développement. Curieusement, les solutions financières sont encore assez pauvres et il y a des produits qui n’existent pas, qui ne se développent pas. Je vous parlerai de ce que les académiques considèrent comme étant des solutions optimales, qui tiennent compte des situations individuelles de chacun, qui individualisent les solutions. Ces solutions, je les appelle de mes vœux, mais elles n’existent pas encore vraiment sur le marché. Elles sont en développement.

Concernant les besoins financiers et les comportements d’épargne, je partirai d’une enquête qu’Amundi avait réalisée en 2018 avec AUDIREP en sondant les personnes sur ce qu’elles souhaitaient pour la retraite. La première chose que l’on observe, c’est l’hétérogénéité des besoins. Les personnes ont des besoins différents qui dépendent aussi naturellement de leur situation patrimoniale qui peut être très différente. Il y a des personnes qui veulent de la liberté, puiser librement dans leur capital selon leurs besoins tout en continuant à le faire fructifier, ce sont des personnes qui ont en général des ressources assez élevées,d’autres qui veulent sécuriser, par exemple toucher une rente régulière, sécuriser un complément de revenu, anticiper une éventuelle situation de dépendance et puis, un autre objectif très important pour beaucoup d’individus, quelle que soit leur situation, c’est de transmettre tout ou partie du capital à ses héritiers.



On retrouve là les grands besoins classiques des individus à la retraite. Si l’on cherche à les classer, on a les besoins essentiels qui sont d’abord de couvrir des besoins de liquidité, des dépenses imprévues, exceptionnelles, puis de sécuriser des besoins de consommation essentiels, des besoins qui ont une forme en U à la retraite, car ils sont en général beaucoup importants en début et en fin de retraite. En début parce que l’on a encore des enfants à charge ou des remboursements immobiliers. Enfin, ce sont les dépenses liées à la dépendance, etc. Le troisième objectif est de transférer du capital à sa descendance.

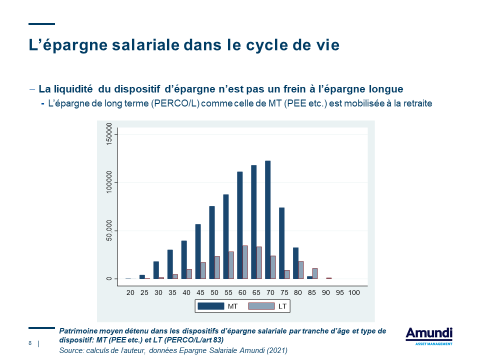
Que font les personnes en pratique ? Je me suis amusée à faire quelques statistiques descriptives sur ce que les personnes faisaient. J’ai regardé par catégorie d’âge, par tranches de cinq ans, quel était l’état du patrimoine dans l’épargne salariale en prenant toute la population qui s’y trouvait. Ce sont des données qui datent de 2021. Cela vous montre le patrimoine moyen détenu dans les dispositifs d’épargne salariale. Je l’ai fait par sexe. C’est assez intéressant, car vous voyez les hommes en bleu et les femmes en rouge, on voit globalement une accumulation et une décumulation de l’épargne, une décumulation qui se produit au moment du départ de l’âge à la retraite, approximativement, ce qui est plutôt une bonne nouvelle, mais une décumulation qui se fait beaucoup plus fortement et rapidement chez les femmes. Les femmes semblent avoir des besoins financiers à la retraite plus importants que les hommes alors même qu’elles accumulent un capital à peu près identique ; quand on regarde la partie d’accumulation de 20 à 65 ans, elle est à peu près similaire chez les hommes et chez les femmes.



Je ne vous présente que des moyennes. Quand on regarde les médianes, la situation est très différente parce qu’il y a une très forte hétérogénéité. Il y a des personnes qui décumulent tout, qui, au moment du départ à la retraite (c’est le cas pour plus de 50 % des personnes, il y a des personnes qui ont des besoins immédiats de récupérer l’argent à la retraite) et il y a une autre partie de la population qui continue d’accumuler du capital jusqu’à 90 ans. Ces moyennes cachent une très forte hétérogénéité, je n’ose pas faire des statistiques par quantile, car malheureusement, nous ne savons rien de ces personnes, on ne voit que le capital dans l’épargne salariale. Or, ces personnes en retirent peut-être parce qu’elles s’achètent un château. On ne connaît pas du tout l’étendue de leur épargne au-delà de l’épargne salariale. Il serait extrêmement intéressant de matcher avec d’autres données et de pouvoir creuser cela*.*

Sans faire des quantiles de richesses, regardez l’hétérogénéité par type d’entreprise. On sait quelle est la catégorie de l’entreprise. J’ai fait quatre catégories qui ne correspondent pas exactement à celles de l’INSEE, mais qui me semblent assez représentatives. Les toutes petites entreprises, que j’appelle les microentreprises, d’un ou deux employés, qui sont souvent des entreprises familiales ; entre 2 et 49 employés, que j’appelle petites, les moyennes entre 50 et 5 000 et les grandes avec plus de 5 000 salariés. Ce qui est très intéressant, c’est que l’on voit, d’une part, que les salariés des grandes entreprises touchent beaucoup plus d’épargne salariale, accumulent beaucoup plus rapidement de l’épargne et des montants beaucoup plus importants que ceux des autres catégories. également, dans les microentreprises, c’est lié au fait que l’épargne salariale est un véhicule extrêmement utilisé par les toutes petites entreprises pour verser de la rémunération défiscalisée. On voit une accumulation rapide, mais une décumulation aussi très forte. Ces personnes-là utilisent l’épargne salariale pour verser du salaire, mais ont sans doute à un moment donné des besoins et retirent beaucoup, ce qui n’est pas le cas des salariés des grandes entreprises qui conservent ce patrimoine et continuent à l’accumuler.

Une autre question intéressante qui rejoint les préoccupations de Camille LANDAIS est celle de la liquidité. Les personnes sont très sensibles à la liquidité. J’ai moi-même travaillé sur ces questions pour deux papiers de recherche. Nous avons la chance en France d’avoir deux dispositifs dans le cadre de l’épargne salariale, un de moyen terme, qui est bloqué cinq ans, après cinq ans, les personnes peuvent y puiser librement. Il est assez liquide. En plus, il y a des motifs de déblocage exceptionnels. Et puis, on a l’épargne retraite dans les PERCO, PERCOL, qui est bloqué jusqu’à la retraite, sauf cas de déblocage anticipé.



On constate que les personnes accumulent dans les deux dispositifs. Elles accumulent plus dans le dispositif de moyen terme que dans celui de long terme parce qu’il y a une très forte préférence pour la liquidité, on l’a constaté, mais ce que l’on constate, contrairement au papier qui était cité par Camille, c’est que lorsqu’elles ont cette possibilité de retrait, quand elles ont une possibilité de retrait exceptionnel, elles le feront principalement du dispositif de long terme, mais dans beaucoup de situations, elles ne retirent pas l’argent. C’est ce qui transparaît dans ces statistiques descriptives très brutes. Les personnes accumulent énormément dans les dispositifs de moyen terme. Bien que l’épargne soit disponible au bout de cinq ans, elles la laissent et continuent à la faire fructifier. Dans beaucoup de situations, elles ne décumulent qu’au moment de la retraite.

Ces situations de consommation excessive que l’on peut craindre dans des situations exceptionnelles, on ne les constate pas en moyenne sur les dispositifs de l’épargne salariale. Là aussi, je pense qu’il y a une très forte hétérogénéité des individus. Ce sont des points qu’il serait intéressant de creuser.

Dernier type de statistiques que j’ai examiné, les allocations d’actifs, par âge. J’ai classé les fonds par classes d’actifs, monétaires, obligataires, cela va du moins risqué au plus risqué, actions, actionnariat salarié et d’autres, je vous passe le détail. La première chose que l’on observe, qui m’a beaucoup surprise, c’est que la prise de risque augmente à la retraite. Si vous regardez les catégories risquées que sont les actions et l’actionnariat salarié en jaune et en rouge, au moment du départ à la retraite, la part des actifs risqués augmente. La raison de cette augmentation de la part d’actifs risqués, c’est la part de monétaire qui diminue. Très probablement, les personnes, quand elles arrivent à la retraite, font des retraits et retirent (il n’y a pas de risque de perte en capital) ce qu’elles avaient peut-être provisionné comme de l’épargne de précaution qu’elles pourraient retirer rapidement. Elles retirent des fonds monétaires et des fonds obligataires, ce qui, de ce fait, va les inciter à avoir une part plus importante de leur allocation d’actifs en actifs risqués.

Je me suis amusée à regarder ce qu’il se passait en fonction des catégories d’entreprises. Il y a d’énormes disparités. Dans les grandes entreprises, les personnes placent beaucoup plus en actifs risqués, notamment du fait de la part de l’actionnariat salarié qui est très présente ; si vous regardez tout à droite, les grandes entreprises, les barres rouges sont extrêmement importantes. C’est naturellement beaucoup moins le cas dans les microentreprises, qui ont souvent très peu accès à de l’actionnariat salarié, mais d’une manière générale, car ils ont souvent accès à des fonds action diversifiés, les placements sont beaucoup plus sécurisés pour les salariés de ces entreprises.

Ce sont des questions importantes. Je me borne à vous présenter là des statistiques, mais nous parlions d’inégalités. Cela aussi contribue au creusement des inégalités. Les personnes les plus fortunées, celles qui bénéficient des montants les plus importants d’épargne salariale sont aussi celles qui placent le plus en actions et les écarts de rémunération font que les écarts de patrimoine aussi se creusent. Ce sont des choses qui ont été montrées sur des données suédoises. On ne peut pas aller jusque-là avec les données que nous avons, mais on peut suspecter qu’il se produit la même chose.

Face à ce bilan, qu’existe-t-il comme solutions pour transformer un capital accumulé en rente ? Il existe aujourd’hui deux produits, la rente viagère offerte par des compagnies d’assurances, un produit financier que vous connaissez bien, qui offre le versement d’un revenu périodique à vie contre le transfert du capital à un tiers. Il y a une aliénation du capital. C’est ce qui fait que les personnes n’aiment pas beaucoup les rentes viagères. Et puis, il y a ce que l’on appelle la rente financière, qui est un produit financier qui peut être proposé par une banque, un gestionnaire d’actifs, une compagnie d’assurances. C’est un produit avec lequel il n’y a aucune garantie, aucune assurance sur le risque de longévité. On va simplement choisir une formule de retrait de ces fonds pendant toute la période de retraite, mais le capital reste accessible, on peut le transférer, etc.

Ces deux solutions existent plus ou moins. La deuxième, la rente financière, existe beaucoup aux États-Unis, où elle est extrêmement utilisée, en Australie, au Royaume-Uni. En France, elle se développe, mais les formules d’investissement pour la décumulation sont encore en cours de développement chez beaucoup d’*asset managers*.

Quels sont les avantages et les inconvénients des deux types de produit ? Aucun n’est parfait c’est pour cela que j’y reviendrai après. Ce qui est important, c’est de pouvoir combiner les deux types de produits. Le principal avantage de la rente viagère, c’est la protection contre le risque de longévité. Vous allez recevoir une rente quelle que soit la durée de votre vie. Cela vous permet aussi de bénéficier du crédit de mortalité. Il y a une remise au pot commun du capital des personnes qui décèdent, qui fait que vous allez toucher une rentabilité supérieure au taux sans risque. Ce crédit, cette prime de risque, cette prime va venir vous offrir une rentabilité supérieure à un produit financier standard. C’est son avantage principal, mais elle a un certain nombre de défauts qui font qu’elle n’est pas optimale dans un certain nombre de cas. Elle est irréversible, notamment en cas de dépenses imprévues. Si vous subissez un choc de liquidités lié à la santé, par exemple, ou si vous faites face à des restrictions pour emprunter, vous ne pouvez pas accéder à nouveau au capital, si vous voulez transmettre votre capital à votre descendance.

Deuxième pointimportant, les marchés des rentes sont incomplets. En France notamment, un peu moins dans d’autres pays comme aux Pays-Bas, etc., mais d’une manière générale, on n’a accès qu’à des rentes fixes. On n’a que très peu accès à des rentes indexées sur l’inflation ou sur le marché actions, par exemple. Et puis, il y a un risque, très faible, que l’assureur fasse défaut. C’est un produit qui vous engage sur vingt ou trente ans, il y a un tout petit risque, certes très faible, du défaut de l’assureur.

Voilà le panorama de ce qui devrait exister comme rentes viagères. On peut les catégoriser en deux : les rentes immédiates et les rentes différées. Les immédiates prennent immédiatement effet au moment où vous souscrivez, vous commencez tout de suite à recevoir la rente. La rente différée peut prendre effet à une date ultérieure. Lors du départ à la retraite, vous souscrivez pour une rente qui démarrera à 85 ans, par exemple. En pratique, ces rentes différées n’existent quasi-pas, les assureurs ne sont pas du tout friands pour les proposer, j’ai eu un certain nombre de discussions avec des assureurs dans le cadre d’Amundi à ce sujet. Il y a beaucoup de raisons liées au capital réglementaire, par exemple. Il est très coûteux d’offrir ce type de produit, du point de vue de la réglementation. Ils ne sont pas du tout intéressés à les proposer, même si du point de vue de l’individu, ce serait une solution optimale. Je vous montrerai après que combiner une solution financière avec une rente différée serait extrêmement attractif.

Ce qui existe, ce sont des rentes immédiates. Notamment la rente fixe qui vous verse un taux nominal constant. On n’a quasi-pas de rentes indexées sur l’inflation ou de rentes variables qui pourraient être indexées sur la valeur d’un portefeuille risqué choisi par l’investisseur, qui permettra à l’individu de continuer à s’exposer aux actifs risqués. C’est le souhait d’un certain nombre de personnes qui veulent continuer à placer en actifs risqués et à capter la prime de risque.

Il y a aussi toutes les questions liées à la gestion de la sortie en rente viagère. Dans l’idéal, il faudrait se couvrir contre le risque de taux. On a vécu toute une période de taux extrêmement bas pendant laquelle les rentes viagères étaient extrêmement chères. C’est une des raisons pour lesquelles très peu de personnes (ce n’est pas la seule raison pour laquelle les personnes n’aiment pas les rentes), mais cela contribuait au désamour pour la rente viagère parce qu’elles étaient extrêmement coûteuses. Lorsqu’au Royaume-Uni, on a supprimé l’annuitisation obligatoire, les personnes ont massivement arrêté d’acheter des rentes viagères. L’une des raisons est qu’elles considéraient qu’elles étaient extrêmement chères étant donné les conditions de marché. Normalement, cela devrait pouvoir se gérer en gérant le risque de fluctuation des taux d’intérêt.

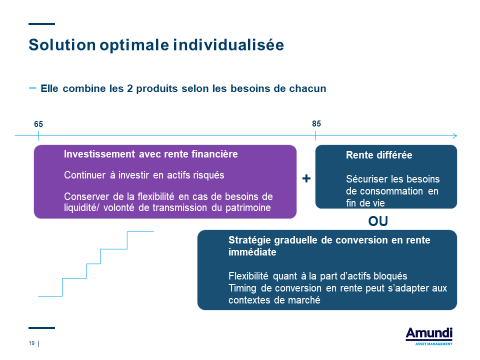
Les personnes n’aiment pas beaucoup les rentes viagères. Quand elles ont le choix, en général, elles choisissent des propositions qui offrent plus de flexibilité, notamment la rente financière ou décumulation programmée, solution purement financière qui n’offre aucune garantie contre le risque de longévité. Ce qu’elles vous offrent, c’est la possibilité de décumuler votre capital au rythme qui vous convient, c’est-à-dire de faire des retraits programmés à des périodes régulières et de décumuler progressivement votre capital. L’avantage principal, c’est la liquidité des fonds, puisque vous pouvez à tout moment, si vous avez un besoin de liquidité, accéder à vos fonds, que vous avez un choix libre de placement, puisque vous pouvez continuer à placer de manière risquée, choisir votre allocation d’actifs, etc., mais le gros désavantage, c’est qu’il n’y a aucune couverture du risque de longévité. Si vous vivez plus vieux qu’anticipé, vous pouvez vous retrouver avec ce risque de ne pas avoir complètement épuisé vos fonds.

Plusieurs formules existent. C’est un produit très développé dans les pays anglo-saxons. Il existe des formules standards avec versements programmés constants, par exemple, ou versement programmés variables qui peuvent être un pourcentage fixe du capital, le capital change au cours du temps. Cela peut être par exemple divisé par la durée maximale de vie ou l’espérance de vie et dans des formules plus sophistiquées, on peut tenir compte d’une espérance de vie qui varie dans le temps et cela s’ajuste dynamiquement en fonction d’une épargne de vie qui est variable.

Le produit existe, il est en développement en France. Il y a beaucoup d’*asset managers* qui travaillent sur des solutions de ce type. Qu’est-ce qui serait optimal du point de vue de l’individu ? Il y a beaucoup de travaux académiques sur ces questions, la question de la gestion optimale de ces placements dans le cycle de vie, ce qui vous montre qu’il y a deux solutions optimales : la première, c’est de combiner un investissement dans une rente financière avec une rente différée qui vous permet de sécuriser les besoins de consommation en fin de vie, mais l’investissement dans la rente financière vous permet de continuer à investir enactifs risqués et aussi de conserver de la flexibilité en cas de besoin de liquidité ou si vous voulez transmettre votre patrimoine.

La deuxième solution optimale très intéressante, c’est celle de convertir graduellement son capital en rente. Si vous le faites graduellement et non pas en une fois au moment du départ à la retraite, cela vous permet de garder de la flexibilité quant à la part d’actifs bloqués, puisque vous bloquez progressivement le capital, pas en une seule fois et après, vous ne pouvez plus retirer. Cela permet aussi d’ajuster le timing de conversion en fonction de l’évolution des taux et, par exemple, de moins convertir en rente quand les taux sont bas et que les rentes viagères sont très onéreuses, et ainsi, de « timer » la conversion.

Pour conclure, concernant le capital accumulé, quand il y en a, mais il n’y en a pas toujours, il y a beaucoup de personnes, plus de 50 % de la population, même en épargne salariale, ce ne sont les personnes les moins défavorisées, ce sont des personnes qui ont travaillé dans le secteur privé, etc., qui décumulent extrêmement rapidement. On ne sait pas pour quelles raisons, mais il y a des personnes qui retirent quand même tout dès le départ à la retraite, mais il y en a qui continuent d’accumuler à la retraite. Ces personnes peuvent utiliser cette épargne, cela leur permet de leur offrir un complément de revenu à la retraite. Il faut savoir que les besoins sont très hétérogènes, il faut le retenir. C’est lié à des situations différentes, mais aussi à des préférences différentes. Il y a des besoins essentiels comme sécuriser des revenus de remplacement, combler des besoins de liquidités et il y a des besoins liés à lagénération de revenus, à la transmission du capital à la descendance. La solution optimale serait idéalement une combinaison de rente viagère et de rente financière de façon individualisée en fonction des besoins, mais ce produit n’existe pas encore.



Je voudrais insister sur le fait que l’information et l’éducation financière sont très importantes. Ce sont des questions extrêmement compliquées pour les personnes. Savoir exactement comment décumuler son capital, peu de personnes sont capables de faire ces calculs, d’évaluer les rentes, etc. Avoir des outils, des simulateurs, que ce soit offert par les caisses de retraite ou des acteurs privés est extrêmement important pour conseiller les individus dans ces choix. Merci beaucoup.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci. André MASSON ?

**M. MASSON.-** Je vais faire des figures imposées, puisque c’est ce que m’a demandé Pierre-Louis, mais je vais commencer par une figure libre. Qu’est-ce que c’est ? En gros, c’est la règle des trois 60, c’est-à-dire les seniors, 60 ans et plus possèdent 60 % du patrimoine non financier et 60 % du patrimoine financier. Ce sont quand même eux qui ont l’argent.

Pour revenir à la question de Didier BLANCHET sur les retraités de demain qui allaient payer les 10 % à 15 % de moins de niveau de vie relatif et pourquoi ne pas commencer aujourd’hui, c’est tous les débats que nous avons eus aujourd’hui autour de l’équité générationnelle. La génération 1950 a cotisé moins et touche plus que la génération née en 1955. Je suis concerné parce que je suis né en 1950. Cette focalisation sur l’équité générationnelle ou autres du système de retraite, je serais plutôt à dire que la France est un pays riche, c’est sûr. Donc, demandez aux retraités actuels une contribution au financement des investissements d’avenir.

Ce serait par une incitation et des choses assez compliquées, mais c’est l’idée de convertir leur épargne qui est actuellement à court terme, relativement peu risquée, en placements transgénérationnels. Il faut détenir cela sur 25 ans entre les parents et les enfants et ces actifs seraient largement exonérés de droits de succession. Évidemment, étant donné le coût de l’immobilisation, cela ne marcherait pas. La seule condition à laquelle cela marcherait, c’est si l’on augmente les droits de succession. Cela rendrait le placement attractif. Les droits de succession ne seraient plus uniquement justifiés par l’inégalité des chances, cela ne suffit pas, on l’a encore vu lors de la dernière campagne électorale, ils seraient aussi justifiés par le fait que lesindividus, en épargnant pour leurs enfants, épargneraient en même temps pour le bien commun de la société. Ce sont des figures libres qui n’intéressent personne.

Maintenant, passons aux figures imposées. Comment améliorer le bien-être des seniors en mobilisant le patrimoine pour eux-mêmes, cette fois-ci. Je vais essayer de faire des choses que ma femme comprend. On n’est pas au niveau de Marie, elle est littéraire, elle ne comprend rien. Quand je lui parle de rentes financières et que je lui dis qu’il y a des risques, c’est non. Là, j’ai fait simple.

La vente en viager ou le préviager hypothécaire, dans ces deux cas, évidemment, Muriel ne va pas être contente, car cela ne concerne que les seniors propriétaires, 70 % de la population, je ne m’adresse qu’à eux. La troisième serait plutôt de financer une assurance complémentaire obligatoire pour la dépendance lourde dontles coûts restent à la charge des dépendants et de leur famille. Cela demande bizarrement des innovations financières ou fiscales. Il y a le problème des liens familiaux et des valeurs familiales et le patrimoine, qui peut servir à la transmission et à la dépendance.

Le même patrimoine peut servir à plusieurs choses et les seniors en particulier, avec la fragilisation du capital humain, relationnel, social ne veulent surtout pas des produits dédiés du genre rente viagère ou assurance dépendance, ils veulent des produits polyvalents pour décider après coup comment ils vont les utiliser. La préférence va à la flexibilité.

Je commence les figures imposées. La vente en viager, on reste chez soi et on reçoit un bouquet, un capital, éventuellement des rentes qui sont fonctions de la valeur marchande du bien et de la valeur d’usage du bien que l’on va retirer de la valeur du bien, c’est la valeur du logement occupé. Il y a donc une opération de démembrement. Il y a trois inconvénients majeurs : l’aliénation du bien, alors que posséder un patrimoine, le contrôle de ses biens, un substitut à la fragilisation du capital humain et autres et source de contrôle des enfants, on aimerait bien garder le patrimoine. On est légitimé par le fait que cela ira aux enfants. La mort prématurée, en versant à fonds perdu, ce n’est pas terrible. La vente en viager peut être vue comme une spoliation pour les enfants de l’héritage attendu, même si les parents le font pour ne pas être à leur charge. La rationalité instrumentale, vous direz que la vente en viager peut être optimale, mais elle ne l’est pas, étant donné les valeurs familiales qu’ont les personnes. Ils ont une rationalité autre que la rationalité purement instrumentale ; il y a un livre là-dessus de LANDIER et THESMAR qui dit le prix de nos valeurs qui est là-dessus.

Le viager traditionnel où l’acheteur est un particulier, c’est une catastrophe : les relations interpersonnelles perverses, même si elles sont médiatisées par le notaire, trop peu d’acheteurs qui veulent un bouquet faible parce qu’ils veulent donner peu et verser des rentes après. Il y a en fait très peu d’acheteurs pour les vendeurs. Il y a moins de 10 000 viagers par an. Beaucoup de viagers sont des viagers familiaux, mais on n’en connaît pas les pourcentages, c’est-à-dire que les personnes donnent à leurs neveux qui leur versent un bouquet et ils ne verseront pas les rentes. Ainsi, on évite les 55 % de droits de succession. Quand on demande aux spécialistes quels pourcentages de viagers il y a, vous pouvez toujours courir. Ils ne le savent pas. Ils en ont une idée, c’est gros, c’est tout. 50 %, 60 %, 70 %, on ne sait pas.

Le viager mutualisé, c’est un acheteur professionnel qui va faire une double diversification sur la date du décès et la valeur du bien. Cela rencontre beaucoup mieux l’offre des propriétaires. Que veulent les propriétaires ? Parier le risque de mort prématurée le plus possible, ils veulent du 100 % bouquet. Ils ne veulent pas de rente. Au moins, ils ont quelque chose. J’appelle ce produit « viage ». Certivia a fait des choses comme cela pour la Caisse des dépôts, VIRAGE-VIAGER d’éric VIEILLOT*.* Les autres défauts restent, il y a toujours l’aliénation du bien et ce que vont dire les enfants. Quel est le loup du produit ? Le calcul de la valeur d’usage va dépendre de la table de mortalité utilisée. Or, on prend la table de mortalité longue des rentiers vie. Cela ne correspond pas à quelqu’un qui veut vendre en viager, mais c’est celle que l’on prend. Évidemment, cela fait mal. On peut différencier hommes femmes, au niveau européen, ce qui n’est plus possible avec les produits de retraite français.

Quelle sera la décote ? Vous avez un appartement de 100. On vous l’évalue à 100. Comme vous avez tel âge, on va vous retirer la valeur occupée, le coût d’immobilisation. Quelle est la décote DUH (pour droit d’usage et habitation) qui va augmenter avec l’espérance de vie ? Pour un homme seul de 75 ans, la décote est de 40 % à 43 %. Pour un couple de 75 ans, la décote est de 60 %. Vous commencez à réfléchir. Pour un couple dont l’homme a 81 ans et la femme, 86 ans, la décote n’est que de 42 %, comme pour l’homme de 75 ans. Première chose : ne pas prendre le viager trop tôt, ni trop tard. C’est plutôt pour les hommes seuls sans enfants, qui habitent les beaux quartiers. On m’a demandé une figure imposée. Voilà le viager. J’ai des copains qui font des viagers de ce type, mais vous voyez bien ce qu’il se passe, les personnes le refusent, car elles ont peur de la réaction de leurs enfants, même si c’est optimal.

Le prêt viager dépendance : on utilise le logement comme un collatéral pour un emprunt et la dette cumulée est remboursée au décès ou au départ en institution. Le mot « cumulée » est important. C’est un très mauvais produit, c’est un produit antifamilial. Il est souvent caché aux enfants qui découvrent à l’héritage qu’il y a une dette importante et qu’ils touchent trois fois moins que prévu. Et puis, il est onéreux : les coûts d’entrée, les taux d’intérêt sont élevés. Pourquoi la banque fait-elle cela ? Elle veut se couvrir contre le risque que la dette cumulée dépasse le prix du logement au moment de la disparition de la personne. Les États-Unis n’ont jamais eu que 350 000 prêts et 100 000 de plus en 2007, parce qu’un fond avait été créé pour couvrir le risque que la dette dépasse le logement. À partir de 2008, cela s’effondre parce que le prêt viager passe mal la crise. En France, avec 7 000 prêts, cela ne marche pas.

Ce qui marcherait, c’est le prêt viager dépendance. Il serait accordé en cas de dépendance dûment déclarée et constatée (GIR1 et GIR2). C’est intrusif. Compte tenu de l’état de santé de l’emprunteur, de la perte d’autonomie, les enfants et les conjoints sont souvent copropriétaires, la décision serait prise collectivement au sein d’un conseil de famille. Il n’y aurait plus ce côté antifamilial. Deuxièmement, les taux d’intérêt pratiqués pour la dette seraient beaucoup plus faibles parce que malheureusement, l’espérance de vie est plus courte, plus aisément contrôlable. J’avais eu des personnes d’AXA voici une dizaine d’années qui disaient qu’elles préféraient des taux relativement faibles. Cette proposition que j’ai faite est dans le rapport sur la dépendance 2019, forcément, cela plaît, ce n’était pas une augmentation des prélèvements obligatoires. Cela n’existe pas.

Dernier point, le financement d’une assurance complémentaire obligatoire pour la dépendance lourde. Si j’ai bien compris, les propositions de cinquième branche pour le cinquième risque ne couvrent que les dépenses de soins et les dépenses d’accompagnement, c’est-à-dire l’Assurance maladie et, en gros, l’APA, mais le reste, le financement de la dépendance lourde, reste à la charge des concernés. C’est le reste à charge. Or, ce risque est à diffusion limitée. Je pense que la dépendance lourde, c’est 15 à 20 % à 65 ans, peut-être même moins. Je n’ai jamais réussi à obtenir des chiffres précis là-dessus, d’ailleurs. Les conséquences sont évidemment dramatiques. Les coûts d’hébergement en Ehpad ou leurs équivalents à domicile, même le Haut conseil la famille à l’enfance et à l’âge, malgré ce qui a été fait, les auxiliaires de vie 24 heures sur 24 et autres, c’est au moins égal au coût d’hébergement en Ehpad. C’est une loterie patrimoniale. Cela va vous tomber dessus ou pas et une double peine pour la famille concernée, qui aura une forte perte de patrimoine plus un parent sévèrement dépendant. Il est évident que la réponse à cela, c’est de mutualiser le coût entre retraités par une cotisation sociale qui porte non pas sur les retraites (pas de vases communicants), mais sur le stock de patrimoine au-delà d’un seuil d’exemption, plutôt entre retraités que critères d’âge, pour différentes raisons, y compris pour passer le Conseil constitutionnel ou autres.

Quel est l’avantage ? Cela ne pèse pas sur le coût du travail, cela diminue les inégalités patrimoniales entre seniors, qui sont importantes et entre générations. C’est peu distorsif, puisqu’on frappe le patrimoine des seniors, cela ne va pas faire très mal. Cela diminue le principe de précaution qui est très important chez les seniors et en même temps, leur crispation patrimoniale de toujours avoir cette épargne, réserve de valeurs peu risquée, si on veut les inciter à investir à long terme. Cela incite bizarrement les seniors à différer le passage à la retraite : plus je prends ma retraite tard, moins je paye la cotisation dépendance, et cela incite aussi les seniors aisés à la donation. Nous l’avions vu sur l’ISF. Si je fais une donation, j’ai un patrimoine plus faible, donc ma cotisation dépendance baisse. Cela a un effet violent, cela marche très bien. C’est une innovation fiscale. C’est bon pour l’intergénérationnel et, même, pour l’efficacité économique, puisque cela fait que le motif de précaution diminuerait chez les seniors. Ceci étant dit, je reviens sur ma figure libre du début, qui serait mon bébé.

*(Applaudissements)*

**M. BRAS**.- Merci. Vous voyez que c’est un sujet plus compliqué encore que ceux que l’on a abordés jusqu’à présent. Bien évidemment, beaucoup de retraités n’ont pas de patrimoine et la question ne se pose pas. Pour certains, il y a un patrimoine, il se désacumule, mais pas totalement, il se désacumule de l’épargne retraite, mais cela ne veut pas dire qu’il se désacumule vraiment parce que les personnes peuvent le placer sur d’autres supports. Les sujets pour liquider le patrimoine immobilier sont en jachère et ne fonctionnent pas vraiment. Tu vas jusqu’à dire : taxons le patrimoine des personnes âgées, faisons un ISF personnes âgées.

**M. MASSON**.- Pour la cotisation dépendance.

**M. BRAS**.- à la limite, quand on fait un dépôt, on ne peut pas vraiment l’affecter, on sait bien que l’on n’arrive jamais à maintenir les affectations. En gros, un ISF personnes âgées qui serait justifié par la dépendance.

**M. MASSON**.- Ce serait une cotisation sociale. À la limite, elle irait dans une caisse particulière pour te faire plaisir. Les seniors seraient contents parce qu’ils verraient que cela va dans la caisse et ils seraient soulagés sur le fait qu’effectivement, on s’occupe d’eux.

**M. BRAS**.- à la fois, on a le vocabulaire des impôts, l’ISF, et le vocabulaire de la Sécurité sociale, on peut innover et mettre un impôt dans une caisse. Ce n’est pas un problème. Avez-vous des questions sur le patrimoine ?

**Un intervenant**.- Ma question est pour la personne d’Amundi. Je m’interroge. Vous allez peut-être me corriger si j’ai mal compris. Quand je vois cette jolie courbe en U d’accumulation et de décumulation, je me dis que c’est un peu contradictoire avec ce que l’on voyait ce matin avec un patrimoine qui a plutôt tendance à s’accumuler et pas à tant décumuler que cela. C’est une question que je me suis posée lors d’une séance du COR de l’an dernier où l’on s’intéressait à ces questions de patrimoine, on avait vu qu’il y avait un fort effet générationnel. Dans vos statistiques, on voit les âges. Avez-vous pu regarder un peu cet effet génération ? Ne peut-on pas se dire qu’une partie de cette décumulation, ce sont simplement des personnes de générations plus anciennes qui ont des patrimoines moins élevés que celles des générations plus récentes et que ce ne serait pas une décumulation, mais simplement des personnes qui ont eu moins de patrimoine que celles qui ont 65 ans aujourd’hui ? Je ne sais pas si ma question est claire.

**Mme BRIèRE**.- Merci beaucoup pour la question. Effectivement, on ne voit que l’épargne salariale. C’est ce que disait Pierre-Louis : quand les personnes retirent de l’épargne salariale, c’est peut-être pour faire un achat immobilier ou placer sur une assurance vie. On ne le voit pas. C’est donc une vision très partielle. Je suis vraiment consciente des limites.

L’autre limitation que vous soulignez, c’est qu’il s’agit d’une photo en 2011 ; il faudrait donner le panel long. C’est la limite des bases de données bancaires, on n’a pas d’historiques longs, contrairement aux bases de données administratives publiques. Je l’ai fait sur une année. Je l’ai fait sur cinq ans, qui est le maximum de l’historique que j’ai pour ces données. C’est la même image, mais il peut y avoir des effets générationnels beaucoup plus longs. Je ne sais pas si la génération qui a actuellement 80 ans était moins favorisée du point de vue des revenus et de la retraite, je n’en sais rien, mais c’est une très bonne question. C’est une vision qui n’est pas en panel.

**M. MASSON**.- Avec les données de l’INSEE qui sont sur les panels, le HFCEA, on s’aperçoit, mais c’est récent, cela date de 2010, qu’il y aurait chez les seniors deuxtypes de trajectoires : chez les seniors plutôt pauvres, patrimoine médian, etc., d’une génération à l’autre, le patrimoine à l’entrée en retraite depuis 2010 diminuerait. Il y a une consommation du patrimoine. Si l’on prend les classes aisées, l’effet noria se poursuit. D’une génération à la suivante, le patrimoine est plus élevé et a tendance à peu diminuer ou même, à être plat au cours de la retraite. Il diminue parfois à cause des donations chez les personnes aisées. Il y aurait, mais ce n’est pas du tout prouvé, des divergences de trajectoires patrimoniales. C’est ce que vous avez à l’esprit, entre les modestes et les personnes aisées.

**Mme BRIèRE.-** Je le retrouve en coupe transverse complètement, c’est exactement la même image, sauf que l’on ne connaît pas la cause. Il y a 50 % des personnes qui décumulent tout à la retraite et une minorité de personnes qui continuent à accumuler très fortement.

**M. BRAS**.- Ce qui est frappant, c’est le fait que les Français semblent très avers à la rente viagère, qui est la seule manière de couvrir un risque de longévité, c’est-à-dire de mutualiser le fait que l’on doive vivre plusou moins longtemps, mais on peut considérer que de toute façon, le système de retraite obligatoire les oblige à souscrire à une rente viagère, puisque dans la répartition, bien évidemment, ce n’est pas de la capitalisation, vous ne payez pas pour vous, ce n’est pas du capital cumulé, mais on vous oblige à payer des cotisations pendant votre vie active et ce que l’on vous promet, ce n’est pas un capital au moment où vous partez à la retraite, c’est une rente viagère. étant donné la part du système de retraite obligatoire en France qui, lui, couvre le risque de longévité, on peut considérer, à la différence d’autres pays, que ce risque étant couvert par le système obligatoire, les Français n’ont pas une appétence majeure pour s’assurer à nouveau en investissant leur capital dans une rente viagère.

**M. MASSON.-** La désaffection pour la rente viagère, c’est partout. C’est dans le discours du prix Nobel Modigliani en 1986, où il dit que le modèle de cycle de vie ne marche pas à cause de la désaffection pour la rente viagère. Il reprend les propos de Maris\* en disant qu’il y a des imperfections de marché mais, malgré tout, ce serait rentable. Il y a donc d’autres phénomènes qui font que les personnes préfèrent sortir en capital plutôt qu’en rente, mais c’est partout.

**M. BRAS**.- Même si c’est partout, il y a moins de justification et de rationalité à favoriser le recours à la rente viagère sur l’épargne libre des personnes quand elles ont déjà un système en rente viagère de base qui est contraint. On peut considérer d’ailleurs que cela montre bien que les systèmes de retraite par répartition sont extrêmement paternalistes, puisqu’ils contraignent les personnes à souscrire de fait, même si ce n’est pas de la capitalisation et ainsi de suite, à des rentes viagères qu’elles ne souscriraient pas si on leur laissait la liberté de choix, mais leurs choix ne sont peut-être pas rationnels. On a peut-être parfaitement raison d’être paternalistes.

Ce que je constate, c’est que pour ce qui est de l’orientation de l’épargne, la loi Pacte a plutôt favorisé les sorties en capital et écarté les obligations qu’il y avait sur certains produits d’épargne retraite à sortir en rente viagère. Quand on dit que ce sont des produits d’épargne retraite, ce sont des produits d’épargne longue disponibles à partir de la retraite, mais en aucune manière, ce ne sont des produits d’épargne retraite, puisqu’à la limite, on peut penser que ce qui est consubstantiel de l’épargne retraite, c’est la rente viagère et l’assurance contre le risque de longévité. Une assurance retraite qui n’assure pas contre le risque de longévité, ce n’est pas une assurance. C’est une opération d’épargne où les personnes assument leur risque de longévité et le gèrent plus ou moins bien en fonction de leurs perspectives par rapport à la dépendance, par rapport à la transmission et peut-être par rapport à leurs erreurs de calcul, avec des niveaux de transmission supérieurs à ce qu’elles auraient souhaité, simplement parce qu’elles se sont trompées, pour certaines, sur leur âge de décès.

En sachant qu’aujourd’hui, le bénéfice des transmissions, pour l’essentiel, en tout cas celles qui se font par héritage et pas par donation, c’est en gros 60 ans. Ce sont les retraités qui donnent aux retraités. Le capital transmis par ceux qui poussent du capital jusqu’à leur décès, pour l’essentiel, revient à des personnes qui sont très proches de l’âge de la retraite et qui, elles, vont à nouveau accumuler pour renvoyer vers l’âge de la retraite. Il y a un effet boule de neige au sein même de la génération des âgés, lié à l’épargne, pour ceux qui ont du patrimoine, et ce n’est pas tout le monde. C’est un patrimoine suffisamment important pour que ce soit un objet économique.

**M. MASSON**.- Ce que font les personnes, comme le patrimoine peut servir différents objectifs, c’est qu’elles ont accumulé pour différentes raisons et puis là, elles couvrent, elles thésaurisent, il y a une réserve de précaution pour la dépendance, leurs vieux jours. Après, le reste ira de toute façon à leurs enfants, c’est donc bon. Si l’on refusait de donner à leurs enfants, de transmettre par héritage à leurs enfants, elles ne seraient pas contentes, mais comme il y a cela, les enfants servent d’assurance aux parents, puisqu’en gros, si jamais cela ne va pas, ils vont consommer le patrimoine destiné à être transmis. Ils vont consommer pour eux-mêmes en cas d’accident le patrimoine destiné à être transmis aux enfants. Si l’on est suffisamment riche, (*inaudible*)\* disait déjà cela dans les années 1980 ; il avait déjà compris cela à l’époque.

C’est lié au fait que les modèles ont énormément de mal à reproduire, que le patrimoine sert à plusieurs motifs à la fois. Parfois, la hiérarchie des motifs peut varier. Si l’on demande aux personnes si elles épargnent pour leurs enfants, 99 % disent que oui et quand on leur demande dans quelles circonstances elles ont épargné, elles répondent : *« Par le logement, et puis j’ai eu la chance de ceci ou de cela »,* en fait, les caractéristiques de leurs enfants n’ont jamais joué, mais en fin de vie, elles sont toutes contentes que cela aille à leurs enfants parce que cela légitime ce qu’elles ont fait.

Comment rendre compte cette sorte d’intrication des motifs d’épargne et de leur hiérarchie ? C’est impossible. Il faut plutôt regarder des données de panel précisément pour voir ce qu’il se passe pratiquement, mais le modèle sera très difficile à faire.

**M. BRAS**.- Y a-t-il d’autres questions, d’autres remarques ?

**Un intervenant**.- J’ai peut-être une explication pour la décumulation de l’épargne salariale que vous avez observée. C’est à mettre en relation avec la difficulté pour les personnes âgées d’obtenir un prêt à cause du taux d’usure qui est extrêmement proche et qui plafonne les possibilités des banques dès lors que le taux d’usure comprend le taux d’assurance et de ce fait, cela limite beaucoup de personnes, les personnes âgées ne peuvent plus emprunter. Il faut le savoir. Je pense qu’une des explications, c’est que pour contourner cette contrainte quand on a besoin de liquidité pour faire un achat immobilier, on liquide ce qui est liquidable. C’est l’épargne salariale. Je ne sais pas dans quelle mesure cela joue, mais cela peut être un élément d’explication de ce comportement *a priori* paradoxal.

**Mme BRIèRE.-** C’est une très bonne raison. Je ne peux pas vous dire oui ou non parce qu’on ne connaît pas les motifs, malheureusement, mais c’est tout à fait possible, d’autant plus qu’il y a aussi des personnes qui veulent rembourser des emprunts immobiliers à la retraite. Cela peut être soit un nouvel achat immobilier, il y a cette question liée au plafond du taux d’usure, ou le remboursement d’un prêt immobilier existant. Beaucoup de personnes ont encore des enfants à charge à cette période, des enfants qui ne travaillent pas, qui sont au chômage. Cela peut être aussi lié à des questions d’altruisme intergénérationnel, pour aider sa descendance. C’est une très bonne remarque, merci. On ne peut pas le prouver, malheureusement.

**M. BRAS**.- Il faudrait regarder les transactions immobilières, les achats immobiliers aux âges élevés. Mon intuition, c’est qu’il n’y en a pas beaucoup. On a des niveaux d’acquisition de logement qui progressent avec l’âge. Je n’ai pas vu, mais peut-être ai-je mal vu, les niveaux, plus de propriétaires à 80 ans qu’il n’y en a 70. Le sommet de la courbe semble être atteint. Ils peuvent changer de logement, mais est-ce pour un logement plus cher ou parce que la taille de la famille s’est restreinte ? Le changement de logement peut être une manière de décumuler en passant d’un logement plus grand, correspondant au besoin de la famille, à un logement plus petit, correspondant au besoin d’un couple à la retraite. On manque beaucoup de données sur les comportements d’épargne. C’est pour cela que les appels de Camille LANDAIS méritent d’être salués, même si je ne sais pas si nous pourrons progresser beaucoup.

Y a-t-il d’autres questions ? Dans ce cas, je vais simplement remercier tous les intervenants des précédentes tables rondes. Merci beaucoup. Je vous donne rendez-vous au colloque du COR de l’année prochaine. Merci à vous.

*(Applaudissements)*

*(La séance est levée à 17 heures 30.)*